DESTINATAIRE

ECHANGES
BP 241
75866 PARIS CEDEX 18
FRANCE

ECHANGES 86

janvier - mars 98

bulletin du réseau
"Echanges et mouvement"

SOMMAIRE

LA QUESTION DES TRANSPORTS à l'approche du XXIe siècle,p.3 .
La grève à **British Airways** de juillet 1997, p.8 .
Les dockers de Liverpool: une lutte de 28 mois, pourquoi ? p. 13 .
La dernière grève des **routiers français** du 2 au 7 novembre 1997 , p. 23.

DOCUMENTATION : Etats-Unis , Zaïre, Afrique du Sud, Europe de l'Est , p. 28.

FRANCE , organisations et syndicats dans le **mouvement des chômeurs** en France, p. 30 . A Toulouse, une **coordination** interrégionale des chômeurs, p. 32 .

BELGIQUE , Les limites du militantisme exacerbé: la grève des **Forges de Clabecq** , p. 38

Notes de lecture: trois brochures sur la Chine , p 45.

Algérie,Remarques sur les **MASSACRES EN ALGERIE**, p.46.

Documents , débats, publications , p. 51.
d'autres **disparitions**: Jeannine Morel, Castoriadis p. 52.

ECONOMIE,La dévalorisation financière internationale , p 60.

VIETNAM , sur la condition ouvrière, le sort des paysans dans le Nord, la révolte paysanne de novembre 1956 dans le Nghe An et les révoltes de 1997 , p. 68 .

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement »

pour abonnement, informations et correspondance :
BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France
PO Box 91, London WC1 N3 XX, United Kingdom

Abonnement : 60 FF ou £ 7,00 pour quatre numéros comprenant les brochures publiées dans l'année.
Préciser édition anglaise ou française

PRÉSENTATION

Dans le n° 85 (septembre/décembre 97), nous annoncions plusieurs projets :

— « Chronique d'une grève annoncée » sur la grève des routiers de novembre 1997 ; c'est dans ce numéro ;

— un article amorce d'une discussion sur les transports à l'approche du XXIe siècle ; ce débat débute ci-contre

— des considérations sur la crise financière ; elles sont aussi dans ce numéro, mais l'examen des conséquences sociales, déjà évidentes alors que d'autres restent à venir, est reporté au prochain numéro ;

— nous reviendrons sur une grève chez Ford à Dagenham (banlieue de Londres) en même temps que sur d'autres conflits qui font ressortir les contradictions dans la lutte de classe, tant entre les travailleurs eux-mêmes qu'entre syndicats et qu'entre syndicats et travailleurs. Ce sera la continuation de l'article du n° 85, p. 46 : « Contradictions de la lutte de classe dans le capitalisme. » Dans le même sens, et pour poursuivre un débat similaire mais déjà engagé à propos de la lutte des dockers de Liverpool (voir Echanges n° 81, p. 32, et n° 84, p. 3 — « Solidarité virtuelle »— toute une correspondance dans un quotidien britannique et sur Internet dont nous donnons l'essentiel). L'article « Solidarité virtuelle » a attiré une lettre critique de *Comidad* en Italie : ce sera publié avec la réponse.

(suite page 75)

(suite de la page 2)

D'autres matériaux ont été laissés de côté pour publication ultérieure, notamment deux lettres critiques de camarades ayant approché ou écrit dans *Echanges* et qui annoncent, en même temps que leur désaccord, leur éloignement de toute collaboration dans une tentative d'élaboration plus collective. L'un reproche à *Echanges* de se cantonner à une chronique des grèves et de ne pas s'atteler sérieusement à l'approfondissement théorique, d'évacuer les mots « révolutionnaire » et « communisme » et de se ravaler ainsi à un niveau « petit bourgeois conservateur ». L'autre reproche des choses similaires, tout en se proclamant dans une insistante « prière d'insérer » un ardent défenseur de « révolutionnaires » tels que Lénine et Trotsky qui, pour être effectivement des « révolutionnaires bourgeois », ne sont pas même marxistes. Nous reviendrons sur tous ces points. Disons seulement que l'analyse des transformations du capitalisme, des conditions d'exploitation et de l'évolution conséquente des luttes nous semble une des conditions premières de toute approche théorique et de toute « activité révolutionnaire » (si toutefois ce mot tant galvaudé peut avoir encore le sens que nous lui donnons) que nous ne rejetons nullement mais qui, pour nous n'est pas le rabâchage de débats qui se poursuivent depuis près d'un siècle.

Le n° 10 de *Réflexions et documentation* contient une série de textes sur l'Etat empruntés à *Regard* et aux *Cahiers français*, de même qu'un article de *Problèmes économiques* sur le développement du secteur privé en Côte d'Ivoire.

Deux numéros de *Dans le monde une classe en lutte* (janvier et mars 1998) sont parus. Rappelons que ce bulletin de nouvelles brèves sur les luttes peut être adressé : — à l'unité contre envoi de 6 enveloppes timbrées à 2,70 et adressées ; — en nombre selon besoin pour une diffusion (envois gratuits mais contribution souhaitée) ; en nombre pour dépôt en librairie (envoyer adresse pour de tels dépôts) ;

Les brochures annoncées dans les précédents numéros sont en cours d'élaboration.

Comme toujours, nous appelons à une aide qui peut consister dans l'envoi de textes, dans la traduction, dans la frappe de textes, la lecture ou correction de textes. Toute une partie de ce travail peut être éventuellement exécutée à distance avec les possibilités offertes par Internet (nous pouvons être mis en liaison par e-mail avec n'importe quelle partie du monde).

« Dans la période qui précède 1848, les idées nouvelles commencèrent à prendre forme ici et là. En Angleterre elles se manifestent chez les chartistes. A Paris, en 1848, les ouvriers formulent leur conception de l'avenir ; elle tient dans le mot d'ordre : droit au travail. Il ne s'agit là que de lutter contre le péril le plus menaçant créé par le capitalisme et pas de s'attaquer à ce système lui-même ; mais toutefois on y trouve inconsciente l'attaque de principe contre le fondement du capitalisme : la vente et l'achat libres. A cette époque, on faisait une nette distinction entre socialisme et communisme. Le mot socialisme qualifiait les conceptions et les idées lancées par des penseurs et des groupes bourgeois pour une meilleure organisation de la société. Le mot communisme, au contraire, qualifiait les idées et les revendications mises en avant par des groupes ouvriers qui, sans doute, étaient de petites sectes mais manifestaient le caractère véritable de la lutte ouvrière. Communisme et socialisme trouvèrent leur expression la plus achevée dans ***le Manifeste Communiste*** rédigé par Marx et Engels, mais résultant de discussions au sein d'un petit groupe de Londres, formé surtout d'ouvriers allemands, la Ligue des Communistes, qui se chargea de le réaliser et de l'éditer en 1847.

Le ***Manifeste Communiste*** reste, aujourd'hui encore un ouvrage remarquable, car, ici, pour la première fois sont esquissées les grandes lignes du développement social. Le rôle révolutionnaire de la bourgeoisie et du capitalisme y est dépeint comme une phase transitoire de ce développement qui, grâce à la lutte de classe ouvrière amènera le communisme. On n'y trouve cependant rien de plus que le désir d'une société meilleure : pas de plan, pas de directive pour l'établissement et la construction d'une autre forme de société. Seul retentit un appel passionné aux prolétaires de tous les pays pour qu'ils luttent et s'unissent au niveau international. Ainsi étaient lancées les bases de la lutte ouvrière à venir.

Mais on sent l'époque de sa rédaction dans le Manifeste ; on y détecte l'influence d'opinions et de conceptions relatives à la société d'alors et ceci est particulièrement net dans le programme pratique qui est proposé pour l'avenir immédiat. Il préconise en effet la conquête de l'Etat – ce qui rappelle ce que la bourgeoisie avait fait au cours des révolutions précédentes – voire même de commencer pour atteindre ce but en poussant plus loin sur des voies radicales, la révolution bourgeoise que l'on attendait incessamment en Allemagne. Il développe aussi l'idée qu'il faut utiliser le pouvoir d'Etat, comme l'avait fait la bourgeoisie à son profit, pour atteindre les buts du prolétariat, pour mettre en place une organisation des moyens de production pour renverser le capitalisme et abolir l'exploitation. C'est là que l'on peut voir que la classe ouvrière était encore faible en nombre pour réussir et qu'elle avait besoin de regrouper derrière elle, entraînées par son dynamisme, convaincues par l'énoncé clair de ses buts, toutes les autres classes qui étaient opprimées, si elle voulait s'emparer du pouvoir d'Etat. On peut y voir aussi le fait que l'Etat lui – même n'avait encore qu'une puissance limitée, qu'il pouvait être tenu en échec et vaincu par des citoyens armés dressant des barricades, et que son influence restait faible dans une société, un monde immense où régnait la production chaotique des capitalistes individuels. Mais on pensait que l'Etat était le seul pouvoir central et organisé et que, dès qu'il serait transformé en organe démocratique représentant tout le peuple, il deviendrait capable de se consacrer à l'intérêt général et d'étendre ses prérogatives jusqu'à devenir la direction centrale de la production dont il ferait un processus mondial et organisé. »

(extrait de «les Conseils Ouvriers » de A.Pannekoek, Spartacus, tome1, pp 198/199)

LA QUESTION DES TRANSPORTS À L'APPROCHE DU XXIe SIÈCLE

Ce texte fait suite à la discussion que nous avons engagée à propos de la grève des routiers. Il paraît essentiel de connaître la place que l'on occupe dans la production, pour évaluer le rapport de force qui nous oppose au capital, pour savoir combien de temps les capitalistes peuvent tenir et combien de temps les salariés peuvent faire la grève. L'introduction du système des flux tendus et la modification de l'espace-temps doivent attirer notre attention.

Nous avons remarqué que depuis quelque temps les conflits importants au niveau mondial se situaient principalement dans les transports. C'est-à-dire dans la zone la plus sensible à la « mondialisation », au point que nous devons pratiquement réserver une page complète de *Dans le monde une classe en lutte* aux conflits dans ce secteur.

Pour rappel :

— la grève d'Air France du 6 octobre au 2 novembre 1993, puis celle de 1995 ;

— la grève des contrôleurs aériens à Aix-en-Provence, été 1994 (*Echanges* n° 78) ;

— le mouvement des cheminots en Grande-Bretagne de 1994 ;

— la grève sauvage des chemins de fer aux Pays-Bas (*Echanges* n° 78) ;

— la grève des dockers de Liverpool 1996 (*Echanges* n° 81, et ici page 00) ;

— grève sur grève à Amsterdam 1995 (*Echanges* n° 80) ;

— la grève des routiers espagnols de treize jours en 1997 ;

— les grèves de cheminots en Croatie, en Irlande en République tchèque (100 000 cheminots pendant cinq jours contre les restructurations) ;

— grève de l'UPS aux Etats-Unis (*Echanges* n° 85).

Comment se pose le problème aujourd'hui ?

Depuis le traité de Rome de 1957, le développement des échanges internationaux s'est considérablement amplifié(1). Les objectifs du traité de Rome, de l'Acte unique repris dans le traité de Maastricht et peaufiné par Amsterdam, ne peuvent se réaliser sans le développement des transports, d'où l'importance stratégique de cette branche d'activité pour le capital. Partie sensible du capitalisme mondial, la branche des transports est au centre des contradictions de classe de notre époque. Le facteur temps prenant de plus en plus d'importance par rapport au facteur distance.

En effet, la nouvelle Europe se doit de dépasser l'étroitesse des frontières nationales. Dans de nombreux pays, ceux notamment de

(1) Le commerce mondial se développe plus vite que l'économie mondiale : sur la période de 1973-1991, le commerce mondial a crû au rythme d'environ 4% par an,alors que la croissance économique des pays industrialisés stagnait à 2 ;5% par an.

l'Europe centrale et orientale, la modernisation et le développement des transports apparaissent comme vitaux, ces pays ne possédant pas de systèmes de transport compatibles avec les ambitions de l'économie de marché.

En Italie, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, le mauvais entretien allié à un un sous-investissement durable promet de devenir un handicap majeur (les Etats-Unis ont d'ailleurs débloqué en 1991 un budget de 151 milliards de dollars (800 milliards de francs) pour combler en partie ce retard.

En France, les transports dépendent de plus en plus de la mondialisation de l'économie. En deux décennies, de 1970 à 1990, la France a poursuivi la construction d'un réseau autoroutier efficace, lancé son TGV, développé son réseau aérien et produit des matériels de transports performants (métros, RER,TGV).

Cependant,le gouvernement pense que la France risque de demeurer enclavée par rapport à la grande dorsale européenne (« banane bleue » qui va de Londres à Milan en traversant le Randstatt hollandais, l'ouest de l'Allemagne, l'est de la France et la Suisse) si elle ne se raccorde pas à cet ensemble.

La politique des flux tendus

« Le transport reste et même devient de plus en plus un élément essentiel des systèmes de production et de distribution, même si, au terme de l'actuelle révolution logistique, certains assouplissements devraient être apportés à la politique des flux tendus et des stocks minimum. »

(Journal officiel, *23 juillet 1992, p. 13 : « La France dans l'Europe des transports ».*)

AVEC l'introduction de l'informatique, puis de la micro-informatique et, sur un plan plus général, de la recherche en direction de l'infiniment petit, la société industrielle est passée du stade cyclopéen au stade lilliputien.

L'évolution de l'organisation industrielle passe maintenant par l'espace et la gestion par satellite. La question de l'espace-temps s'en trouve bouleversée à tous les niveaux et a des conséquences directes sur l'exploitation de la force de travail. British Airways a transféré toute sa comptabilité aux Indes et supprimé 600 emplois en Grande-Bretagne.

Depuis une dizaine d'années, l'introduction des techniques « Kanban » — politique du stock zéro et de l'approvisionnement juste à temps — est le résultat des conditions extrêmes de la concurrence internationale pour la baisse des coûts de production. Ceci explique en partie pourquoi 200 000 routiers sur 220 000 sont payés au Smic bien qu'ils occupent une place centrale dans le processus de production et de distribution, d'où les cris affolés de la presse aux ordres contre les grèves « prises d'otages ». Cependant, les routiers eux-mêmes sont pris en otages par la concurrence. Si les coûts augmentent et la fiabilité de livraison est défectueuse, la concurrence ferroviaire devient plus rentable, il suffirait d'un petit choc pétrolier pour que la profession s'effondre avec l'approbation du lobby écolo d'Etat.

Nous voyons donc que, bien qu'ils aient un rapport de force important au sein

Environ 500 paysans, anciens - héros combattants des deux guerres du Vietnam, avec bandeau blanc sur le front, signe de deuil et de mort, armés à l'arme blanche et avec des arbalètes avec en guise de flèches des rayons de bicyclette trempés dans du poison, marchèrent sur le chantier. Ils brûlèrent un tracteur et deux bulldozers. La police a chargé avec matraques et grenades lacrymogènes. (Certains ont, paraît-il, refusé de se battre. D'origine paysanne, ils étaient peu motivés...) Les villageois ripostèrent avec violence. Il y a eu des morts parmi les flics. Et devant l'ampleur et le retentissement de la révolte, le Secrétaire du Parti Dô Muoi, pas idiot, a adressé un blâme à la police pour sa brutalité.

Démonstrations des paysans de Thai binh

En mai 1997, à Thai Binh, centre de la province côtière surpeuplée, située à 110 km au sud-est de la capitale, quelque 3 000 paysans venus de 33 communes, manifestèrent contre l'augmentation des impôts et taxes, contre la corruption de l'administration locale. Parmi eux, des invalides, des vétérans des guerres contre les Français et les Américains, qui, au fil des années, ne reçoivent plus ni riz ni sel comme dons traditionnels en nature. Les cadres du Parti enrichis se pavanant dans leurs limousines, leurs belles villas, affichant un train de vie scandaleux, avaient fini par oublier le ras-le-bol des villageois — exaspérés d'impôts et taxes de plus en plus élevés. Les manifestations antigouvernementales auraient fait entre un et cinq morts en mai et juin. (AFP.)

Rien n'est venu après moult promesses, et les paysans de Thai binh entrèrent à nouveau en ébullition en août 1997. Face aux 1 200 policiers déployés par Hanoi contre eux, les manifestants ont tué deux chiens lancés par les flics, incendié la maison d'un cadre et organisé des procès populaires publics. Des informations font état de batailles rangées entre émeutiers et policiers. Dans 52 communes, les villageois ont renversé le pouvoir local et créé une gestion paysanne. Le Nhân Dân du 8 septembre 1997 reconnaissait que 128 villages avaient protesté contre une augmentation des impôts. Deux membres du bureau politique, après enquête sur place, ont fait arrêter une quarantaine de personnes. Le comité du Parti à Thai binh, sur injonction du bureau politique, a fait son autocritique face aux plaintes légitimes et dénonciations du peuple, rapporte le Nhân Dân du 21 octobre 1997.

Des mouvements analogues auraient également surgi dans d'autres provinces pauvres comme le Nghe an et le Thanh hoa.

Avant de clore, nous tombe sous la main la lettre ouverte au Parti et à l'Assemblée nationale, datée de Hanoi fin 1997/début 1998, signée Trân Dô. Cet ancien général et ex-membre du comité central, âgé de soixante-quatorze ans, déclare : « C'est la première fois que des dizaines de milliers de paysans se sont rassemblés de partout et se sont levés avec détermination contre les "nouveaux puissants tyrans" (cùong hào moi). Les paysans de Thai binh... ont été depuis toujours une base sociale solide du Parti dans la lutte révolutionnaire, la résistance et l'édification du pays. Et ce sont ces mêmes paysans qui se sont retournés contre les organisations de base du Parti pour se défendre, chose que je n'aurais jamais pu imaginer. Je ne doute pas que les événements de Thai binh ne soient précurseurs d'une situation plus dangereuse pour le Parti si l'on n'en tire pas sérieusement la leçon. »

(A suivre)

agraire dans une zone peuplée principalement de catholiques. Parmi les victimes, on compte des soldats de l'Armée populaire. »

Un rapport du ministère de la Sécurité de 1956 adressé au comité central, retrouvé en 1961 dans les archives de Hanoi, donne le chiffre de 15 000 personnes exécutées, soit une moyenne de 5 mises à mort dans chacune des 3 014 communes touchées par la réforme.

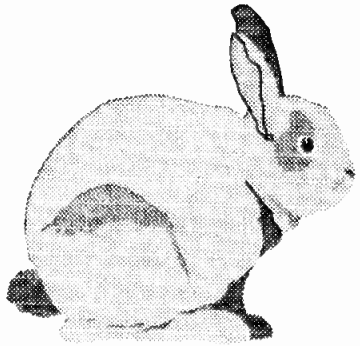
Mais le nombre réel des fusillés, des condamnés à la prison ou à la déportation demeure inconnu.

Le Nhân dân du 13 août 1957 estime que 30 % des propriétaires condamnés étaient innocents. Le Time, Pacific Edition de juillet 1957, parle de la libération de 12000 paysans condamnés par erreur. Bernard Fall et Wesley estiment à 50 000 le nombre des fusillés.

Un témoignage

A Hanoi en février 1997, une vieille femme au fond d'une gargote nous raconte à voix basse ce qu'elle a vécu à l'époque. Les parents de son mari étaient petits propriétaires fonciers dans un village de la province de Nghê an, où elle était institutrice. Si beaucoup ont été exécutés, eux, on les a laissés dans leur maison avec interdiction d'en sortir ou d'accepter de la nourriture. Leur fille adoptive vint les accuser publiquement de l'avoir prise chez eux pour l'exploiter. Les gens étaient trop terrifiés pour aller les voir, et ils sont morts ainsi de faim...

Dans tout le village, il y eut des scènes effroyables. Des enfants, parents, soeurs, frères, dressés les uns contre les autres. Les élèves contre les maîtres ... Partout les cadres font monter l'hystérie délatrice. La confusion était telle qu'un communiste d'un village voisin a été tué, et le parti a proposé à son fils en compensation d'aller



faire ses études à Moscou, ce qu'il a refusé. Assez vite il est devenu fou.

Elle et sa famille avaient pu s'enfuir dès le début. Elle est revenue seule, pour avoir des nouvelles de ses beaux-parents. A l'entrée du village, elle a rencontré un de ses élèves qui a aussitôt rebroussé chemin en courant. Elle a compris en un éclair qu'il allait dénoncer son arrivée, alors elle a couru, couru comme jamais, dans l'autre sens.

Et elle ajouta : Plus tard après avoir fait tant monter la haine, ils voulaient qu'on la ressuie... Quand le Parti a décidé, stratégiquement, la campagne officielle de Réparation, il y a eu des demandes de pardon (la fille adoptive entre autres) des semblants de compensation... On a envoyé de l'argent pour leur famille, au village en guise de dédommagement des parents perdus,, mais comme ils étaient à la ville, dit-elle, ce sont les cadres du coin qui se sont approprié cet argent...

Le projet du terrain de golf de Daewoo

Aux alentours du nouvel an du Buffle 1997, deux villages, près de l'ancienne citadelle Cô loa, proches de Hanoi, Uy nô (Arbalète magique) et Kim nô (Arbalète d'or) virent surgir les bulldozers du konzern sud-coréen Daewoo déblayant leurs champs de maïs pour y installer un terrain de golf.

du processus de production et de distribution, les routiers restent prisonniers de la concurrence, c'est-à-dire des quatre modes de transport. La stratégie industrielle actuelle est très compactée et tend à intégrer totalement en amont et en aval le transport à la chaîne de production. Pour le capital, le coût du transport doit être le moins onéreux possible, car il détermine l'espace possible de distribution et donc de réalisation de la plus-value. Le fait que ce coût du transport représente en France 5 % en moyenne du prix des marchandises, illustre bien cette contrainte.

Sur quoi les capitalistes du transport vont-ils pouvoir jouer pour encore faire baisser les coûts ? sur la réduction de la taille des envois, afin d'augmenter la valeur ajoutée par tonne/km.

Le transport ferroviaire

« Le mode capitaliste de production diminue les frais de transport pour chaque marchandise prise à part, en développant les moyens de transport et de communication, ainsi qu'en concentrant le transport, en agrandissant l'échelle. Il augmente la fraction du travail social, d'abord en convertissant en marchandises la grande majorité des produits, ensuite en substituant aux marchés locaux les marchés éloignés.

» La circulation, c'est-à-dire la course effective des marchandises dans l'espace, est résolue par le transport. D'un côté, l'industrie des transports constitue une branche autonome de production, et par conséquent une sphère spéciale de placement du capital productif ; d'un autre côté, elle se distingue en ce qu'elle apparaît comme la continuation d'un procès de production à l'intérieur du procès de circulation et pour lui. »

(Karl Marx, Le Capital, *t. II, Editions de Moscou, p 152.)*

INVENTÉ au début du siècle dernier, le chemin de fer a bénéficié du développement de l'extraction minière, de l'industrialisation de l'Europe et de l'Amérique du Nord, il a accompagné le passage de la manufacture à la grande industrie, passage de la domination formelle à la domination réelle (voir *Un chapitre inédit du «Capital »*, éditions 10/18, p. 220).

Le chemin de fer est rapidement devenu indispensable au développement du capitalisme, enjeu stratégique et économique le rail s'est imposé sur terre, sans concurrence à cette époque.

Depuis une trentaine d'années, le rail a perdu progressivement des parts de marché en faveur de la route et de l'avion en Europe. En 1990, le rail de la CEE transporte moins de marchandise qu'en 1970.

Ce transfert du transport des marchandises et des hommes au profit de la route et de l'air va conduire à une saturation de ce type de transport à la limite de la sécurité. La perte de temps, les grèves fréquentes, les risques pour l'environnement... vont rendre de nouveau le rail attractif.

Le problème majeur de la CEE, c'est la disparité des systèmes nationaux — par exemple, pour l'Espagne un écartement des rails différents des autres pays... —

(2) Projet ETCS qui se met en place sous l'égide de la CEE (DG VII).

L'interconnexion de ces réseaux entre eux pose souvent des problèmes difficile à résoudre. C'est pourquoi un schéma directeur européen ne peut s'en tenir à rajouter des « chaînons manquants ». Il faut mettre en œuvre un système européen afin de créer des lignes régionales transfrontalières (3).

Nous voyons donc que le mode de production capitaliste (ici européen) se heurte à deux handicaps : la saturation du réseau routier, l'inadaptation du réseau ferroviaire. Le choix est obligatoirement coûteux, et le rail encore une fois est encore le plus fiable sur une longue distance.

La tendance est donc de favoriser le développement combiné rail-route, d'autant plus que la plus grosse entreprise française de transport routier (la SCETA), qui compte 25 000 salariés (sur les 317 000 routiers du pays) est une filiale de la SNCF.

Le chemin de fer se prête plus que tout autre à l'autonomisation. Le projet Astrée de la SNCF (il fait l'objet d'une coopération internationale) vise à la conception d'un système de gestion du trafic dans lequel les trains disposent d'équipements embarqués leur permettant de se localiser eux-mêmes sur le réseau et dialoguent par voie hertzienne avec des centres informatiques au sol, auxquels ils communiquent leur position et dont ils reçoivent directement les ordres régissant leur mouvement. Ces nouvelles technologies, alliées à l'intelligence artificielle, vont être redoutables pour l'emploi. Elles vont permettre une utilisation plus intensive de l'infrastructure, qui permettra de réduire l'espacement entre les trains à une valeur voisine du minimum que représente leur distance de freinage (85).

« Une des compagnies privées exploitant une partie des dépouilles de British Rail-Great Eastern Railways (zone de Londres) envisage de payer les banlieusards allant quotidiennement à Londres pour leur boulot, pour remplacer le chef de train. »

DMCL 21

La régénération du système ferroviaire européen va coûter très cher, et pour que les investisseurs tirent un bénéfice, il sera nécessaire « d'harmoniser les conditions de concurrence pour assurer une rémunération normale des transports de fret par fer » (cité dans le *JO*, p. 103). C'est-à-dire que le transport routier se trouve frappé par des taxes, péages... Voir relèvement des salaires des routiers.

Le projet rail-route

Dans cette lutte du fer contre la route, le fer envisage : la massification du transport de marchandises et la diminution des points de desserte pour favoriser l'utilisation de trains entiers ou de trains directs point à point ; le développement du transport combiné rail-route ; l'amélioration de la vitesse moyenne (120 km/h avec pointe à 160 km/h), embranchement aux zones industrielles et livraison porte-à-porte.

En ce qui concerne le porte-à-porte, beaucoup de transporteurs routiers ne sont pas en mesure de prendre le relais faute de moyens sur place et d'un niveau de trafic suffisant.

Les principales caractéristiques du projet rail-route sont les suivantes :
— un gabarit de chargement important per-

priétaires ont comparu, 135 ont été exécutés, 1 200 environ condamnés à la prison pour rééducation.

Aucune autre statistique ne sera rendue publique par la presse officielle, bien que la réforme ait duré encore deux ans en cinq phases jusqu'en 1956.

Ngo Thuyên, secrétaire du Parti dans la province de Thanh hoa, aurait été fusillé par le Comité de la réforme si le Comité d'épuration du centre n'était intervenu à temps.

A Thai nguyên, le tribunal spécial condamna à mort la dame Nguyên thi Nam, propriétaire d'un domaine agricole dans la banlieue de la ville. Ses deux fils, anciens militants vietminh, étaient officiers en service actif dans l'Armée populaire. Autrefois elle avait hébergé Truong Chinh, l'actuel secrétaire du Parti en clandestinité, ainsi que Hoang quoc Viet, membre du Bureau politique. Mais, suivant l'avis des conseillers chinois selon lesquels la propriétaire Nguyen thi Nam se serait infiltrée dans le milieu révolutionnaire pour saboter la révolution, et qui avaient réclamé la tête de la pauvre dame, les juges ont obtempéré.

Pour sauver son ancienne bienfaitrice, Hoang quoc Viet qui préside alors le Comité directeur de la réforme agraire à Thai nguyên, donc principal responsable, se contenta d'alerter Ho chi Minh, avec le mince espoir que le président casse la décision assassine des Camarades conseillers chinois. Mais Nguyen thi Nam fut fusillée. L'Oncle Hô déplora plus tard cette « grave erreur » [sic], racontera *Hoang quoc Viet*.

La revue officielle *Hoc tâp* a dû écrire en 1956 que dans de nombreux endroits, de graves erreurs ont été commises dans l'épuration : interrogatoires forcées, aveux extorqués par tous les moyens, conclusions hâtives, etc... Ho chi Minh lui-même, déjà en 1954, avait dit que « certains cadres avaient commis l'erreur d'utiliser la torture » (3)

La tension monte dans le monde rural. Le vent de la révolte se lève de partout.

LA RÉVOLTE PAYSANNE DE NOVEMBRE 1956 DANS LE NGHE AN

Au district de Quynh luu (Nghe an), les paysans des quatre villages ont présenté des pétitions de dénonciation des exactions commises à leur encontre. Renvoyés et menacés, ils ont porté plainte à l'échelon supérieur de la province — qui répondit en expédiant sur place des cadres et agents de la Sécurité. Le 13 novembre 1956, les paysans prirent en otage ces envoyés gouvernementaux et désarmèrent la section de l'armée envoyée pour les mater. Hanoi dépêcha alors sur les lieux une unité importante de l'armée, qui fit feu sur la foule en émeute. La soldatesque a mis trois jours pour noyer la révolte dans le sang.

Le 16 novembre 1956, on peut lire dans le Nhân Dân (*Le Peuple*), quotidien du PC, de Hanoi :

« Les troubles ont éclaté le 13 novembre, provoquées par une bande de réactionnaires qui ont profité des erreurs commises en cours de l'application de la réforme

---

(2) Comme le révèle Lê Luu dans son *Chuyên Làng Cuôi — Récits du village Cuôi*, brodés autour du cadavre de Bà Dât (Dame Terre) —. Saisissant tableau de la tragédie agraire, le Vietnam à la merci d'une bureaucratie inepte et corrompue (Hanoi, 1993).

(3) Cité par Georges Boudarel, *Cent fleurs écloses dans la nuit du Vietnam*, Paris, 1991, p. 176.

subsistance, et les sans terre (*cô nông*). Comme en Chine, on attise la haine des paysans pauvres et des sans-terre contre les propriétaires, ennemis de classe qui devront être rayés de la vie — leurs terres, cheptel confisqués.

A cet effet on crée des tribunaux spéciaux populaires pour une justice expéditive. On ne tient pas compte du fait qu'un certain nombre de propriétaires gros ou petits avaient avec leur famille contribué à la résistance contre les troupes françaises pendant la guerre de 1946 à 1954.

Il y a des quotas exigés de gros propriétaires à recenser dans chaque commune ; s'il n'est pas atteint, des paysans riches ou moyens sont élevés au grade de gros propriétaires. N'échappent pas aux foudres des tribunaux spéciaux le paysan moyen, le paysan pauvre, ni même le journalier sans terre, pour peu qu'ils fassent plus ou moins partie de la clientèle du propriétaire condamné.

Des équipes de jeunes cadres nouveaux, spécialement dressés en Chine pour cette besogne, débarquent dans les villages dont ils ignorent tout, gens et choses de la traditionnelle commune villageoise, où la structure du parti s'imbrique dans le tissu des liens sociaux, des rapports de parenté *(quan hê ho hàng)* afférents à ce monde paysan. Pour instaurer le socialisme, écrit le docteur Nguyen khac Vien, plumitif attitré de Hanoi, on ne s'appuie pas sur les communautés traditionnelles, on commence par les démolir. Ils y font la loi, ces apprentis inquisiteurs investis de pleins pouvoirs d'épuration et de réforme dans les zones rurales.

Ho Chi Minh leur recommande d'éliminer les mauvais éléments à partir de la cellule. Ces exécutants zélés y voient partout des ennemis, principalement les anciens cadres enracinés dans leurs villages, leur milieu d'origine. Ils dissolvent les cellules, excluent les anciens cadres, ou les envoient simplement devant le peloton d'exécution. Ils réorganisent de nouvelles cellules avec de nouveaux membres du Parti. Au moment de l'adhésion au Parti, ces derniers — la plupart sont illettrés et manipulables à souhait — doivent prêter serment devant les images des quatre *Ong Tây Râu* (Messieurs Occidentaux barbus et moustachus, c'est-à-dire Marx-Engels-Lénine et Staline), côtoyant celles du Président Mao et du Président Hô.

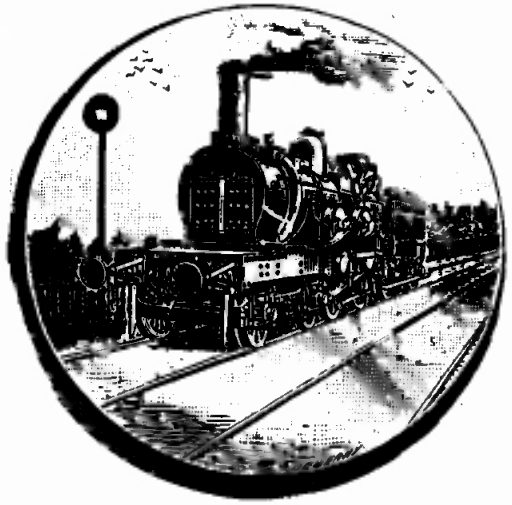
Pour toute décision, les exécutants consultent les envoyés spéciaux du Président Mao, Camarade Conseiller Triêt, le Camarade Conseiller Triêu, le « Camarade Conseiller Vuong » (*Dông chi Cô vân Triêt, Triêu, Vuong*).

Les accusés traduits devant le tribunal spécial, subissent le *tô khô*, c'est-à-dire la confrontation avec tous ceux qui ont travaillé avec eux et tous leurs proches, qui les accusent de traitements inhumains, de viol, d'exactions, d'exagération du taux de fermage, d'accaparement de terre, d'usure coupe-gorge, qui dénoncent leur extorsion à outrance, parfois leurs accointances supposées avec le Parti national du Vietnam (Vietnam Quoc Dân Dang) ou même du Deuxième Bureau français... Dans bien des cas, ces témoins à charge ont même été conviés à des séances de répétition (2), avant leur comparution. Si l'accusé est d'une haute stature, on le fait descendre dans un trou creusé à cet effet pour que l'entourage qui le juge et l'invective le domine. La camarde le guette au bord de la fosse où est déjà planté le poteau d'exécution.

D'après les informations officielles (Radio Hanoi 25 août 1956), durant le seul été de 1954, dans les provinces de Thai nguyên et Thanh hoa, dans 836 villages, comportant 3,5 millions d'habitants, 14 500 hectares et 2 650 têtes de bétail furent confisqués et distribués aux pauvres et sans terre. 10 015 pro-

mettant de charger sans contraintes techniques les poids lourds modernes ou d'acheminer sur deux niveaux les conteneurs,
— un matériel conçu pour rouler à 120 km/h, la ligne réservant la possibilité de porter cette vitesse ultérieurement à 160 km/h,
— des trains longs (1 500 à 2 200 mètres) constitués de rames réversibles pour assurer une forte productivité et la simplicité de l'exploitation ;
— des chantiers conçus pour un chargement latéral simple et rapide près de grands nœuds autoroutiers, de manière à garantir une accessibilité comparable à celle des autoroutes ;
— un matériel roulant à forte charge à l'essieu spécialisé à la ligne qui pourrait recevoir d'autres circulations, fournissant ainsi des itinéraires d'évitement des zones de Paris et de Lyon déjà saturées.

Il faut signaler que la SNCF et d'autres pays européens prévoient l'utilisation du TGV associé aux grandes plates-formes aéroportuaires pour assurer l'éclatement



du fret express. Dernièrement (le 26 novembre 1997) les chemins de fer français, luxembourgeois, belges et italiens ont annoncé la création d'un « corridor de fret ferroviaire », qui sera ouvert dès le 12 janvier 1998, entre Anvers, Metz, Vénissieux/Lyon, Gênes et le sud de l'Italie. Le transport du nord au sud de l'Europe devant bénéficier d'un temps réduit de 20 % grâce à des sillons réservés pour ce trafic transeuropéen.

La coopération SNCF-Deutsche Bahn contredit le libéralisme de Bruxelles, elle a pour but de contrer la concurrence de la route et de l'avion et donc d'accroître les contradictions de la branche des transports.

« Une politique promotionnelle de la grande distribution engendrera une forte demande de transport, aussitôt suivie d'un fort ralentissement. La mise en place du principe des cinq zéros (zéro panne, zéro défaut, zéro stock, zéro délai, zéro papier) ou l'adaptation des méthodes « kanban » appliquées dans les processus de production industrielle, introduisent la notion de flux tendu qui fait du transport un processus intégré dans la chaîne de production. Le transport des produits agricoles est fortement contraint par les dates de récoltes d'une part, et par les possibilités de stockage et de conditionnement d'autre part. »

(JO du 23 juillet 1992, p. 38.)

G. B.
novembre 1997-janvier 1998

Contributions à venir :
« Les transports aériens,
le trafic fluvial et maritime. »

LA GRÈVE À BRITISH AIRWAYS (Juillet 1997)

British Airways est fréquemment citée comme un modèle de restructuration. La grève chez British Airways, présentée dans les médias comme « la première grande grève de l'ère post-Thatcher » peut être vue dans le cadre d'une manipulation direction/syndicat visant à faire accepter par l'ensemble des travailleurs une nouvelle cure d'austérité, alors que la précédente a laissé une grande amertume

Sous le titre « Le retour des luttes en Grande-Bretagne », le *Journal du Commerce* d'août 1997 pronostiquait un retour de la « maladie anglaise » des années 70. A l'appui de ses dires, il citait les grèves de 24 heures du métro de Londres, toute une série de conflits locaux plus ou moins sauvages dans les postes, les menaces de grève des infirmières du NHS pour leurs salaires, une grève des pilotes de British Airways prévenue au dernier moment, des grèves d'une journée dans différentes compagnies de chemins de fer. Mais l'auteur ne pouvait faire autrement que de se référer à la situation économique, politique et sociale des dernières années (à laquelle la venue d'un gouvernement travailliste-social-démocrate ne changeait rien) en raison d'un rapport de forces défavorable aux travailleurs anglais (la grève des dockers de Liverpool dont nous parlons par ailleurs, page 13) ; sa conclusion laissait penser qu'il voyait dans certaines de ces grèves des manipulations politico-syndicales qui, finalement, ne permettaient pas de voir dans ces conflits un changement quelconque de la situation prévalant antérieurement.

La grève chez British Airways, présentée dans les médias comme « la première grande grève de l'ère post-Thatcher » peut être vue dans le cadre d'une manipulation direction/syndicat visant à faire accepter par l'ensemble des travailleurs une nouvelle cure d'austérité, alors que la précédente a laissé une grande amertume. D'une part, le syndicat appartenant au TGWU, menacé de voir réduites ses positions de négociateur, se sert de ce mécontentement (tout en le maintenant dans des divisions catégorielles) pour se réintroduire dans le circuit de médiation des conditions de travail, d'autre part, la direction de British Airways brandit tout un arsenal anti-grève pour briser une menace de conflit global et finalement parvenir à ses fins dans des discussions avec le syndicat lorsque celui-ci a prouvé sa capacité à contrôler la situation.

British Airways est fréquemment citée, notamment en France, non seulement comme le modèle des restructurations, mais aussi pour son agressivité commerciale utilisant les méthodes les plus douteuses contre ses concurrents.

Pour les tenants de la libre entreprise, elle est le modèle de la privatisation réussie, pour être parvenue en peu de temps à « restaurer la confiance capitaliste sur sa rentabilité », ce qui signifie une productivité élevée, c'est-à-dire un taux d'ex-

créer des syndicats indépendants pour se défendre.

Hanoi est prêt à exporter un demi-million de travailleurs pour résorber les 200 000 migrants (chiffre de 1990) renvoyés d'URSS et d'Europe de l'Est. Au début de 1993, les négriers sud-coréens ont importé, pour leurs usines en Corée ou leurs chantiers de construction au Proche-Orient, un millier d'ouvriers qualifiés viets, et cherchent encore à en recruter, avec évidemment des salaires très inférieurs à ceux des Coréens — moins de 100 dollars par mois, logés, nourris et couverts en frais médicaux.

Touchés par la récente crise financière du Sud-Est asiatique, les investisseurs sud-coréens et taïwanais ont licencié en novembre et décembre 1997 plus de 4 000 ouvriers (2 800 à la firme sud-coréenne Juan Viet Company et 1 300 à la fabrique de vêtements et de chaussures taïwanaise Yee Chung Company) et parlent d'en mettre à la porte 5 000 autres au cours des premiers mois de 1998. Trois semaines avant la fête du Têt de l'année du Tigre, le 3 janvier 1998, les 2 000 ouvriers encore en activité chez Juan Viet Company ont cessé le travail pour réclamer les salaires impayés de novembre et décembre 1997 et exiger le paiement de la prime de fin d'année.

16 février 1998

(1) *Lao Dông Chu Nhut*, hebdo de la CGT, Hochiminh-ville, n¡46, déc.1992.
(2) *Vietnam Investment Review*, HCM-ville, 31 mars 1992
(3) *Tuôi Tre*, journal de la Jeunesse communiste, HCM-ville, 30 mars1992.
(citations *in Le Monde diplomatique*, avril 1993)

LE SORT DES PAYSANS DANS LE NORD

La guerre des paysans au Vietnam — guerre de trente ans — qui a mis en déroute les armées impérialistes, a consacré l'avènement de Ho Chi Minh et son parti. L'Oncle Ho et ses généraux ont remporté la victoire tandis qu'eux, les paysans tombés par millions dans l'espoir d'un avenir radieux, ont gagné les chaînes d'une nouvelle servitude.

L'infini servage des paysans, combiné avec l'exploitation renforcée d'un prolétariat en voie de développement, constitue le fond de l'accumulation primitive du capitalisme d'Etat bureaucratique. Le Parti-Etat détient le monopole de la terre, dont les nouveaux maîtres disposent au détriment de ceux qui la travaillent, comme toujours taillables et corvéables à merci.

*

En 1954, Ho Chi Minh lance la réforme agraire. Exécuté sur le mode maoïste (1), ce bouleversement du ciel et de la terre tourna vite au bain de sang . Et les paysans se sont révoltés.

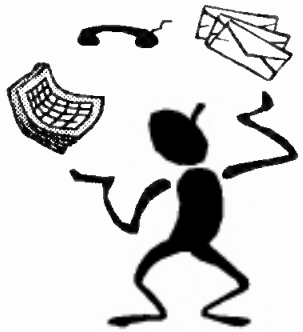
On classe les ruraux en catégories : propriétaires fonciers, ceux qui vivent du fermage et de l'usure ; paysans riches, les petits propriétaires qui s'adjoignent des ouvriers agricoles pour exploiter leurs terres ; paysans moyens, ceux qui cultivent eux-mêmes leurs rizières sans louer de bras ; paysans pauvres, des possédants de lopins de terre insuffisants pour assurer leur

(1) Le PC du Vietnam a adopté en 1951 la pensée de Mao Tsétoung comme base doctrinale, après celle de Marx-Engels-Lénine-Staline et Ho chi Minh.

ports saturés, routes encombrées, délestage électrique, lignes téléphoniques engorgées) nous amène à ce paradoxe que des groupes coréens investissent en Grande-Bretagne parce qu'ils estiment que le surcoût salarial est compensé par les économies qu'ils font sur ces autres postes.

Pour conclure : en cette fin de février 1998, le G7 (8) s'est réuni à Londres pour faire pression sur le Japon, afin qu'il procède à un vaste programme d'équipements publics pour relancer sa croissance (Keynes revient au galop). Le G7 veut donner un coup de pouce au crédit à l'exportation, afin que les entreprises asiatiques continuent d' importer des biens de première nécessité et des pièces à assembler venant du G7. La relance par la consommation, voilà sur quoi repose aujourd'hui la prétendue relance mondiale, en attendant la prochaine dévalorisation financière au cœur même du G7.

8) Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni.



VIETNAM

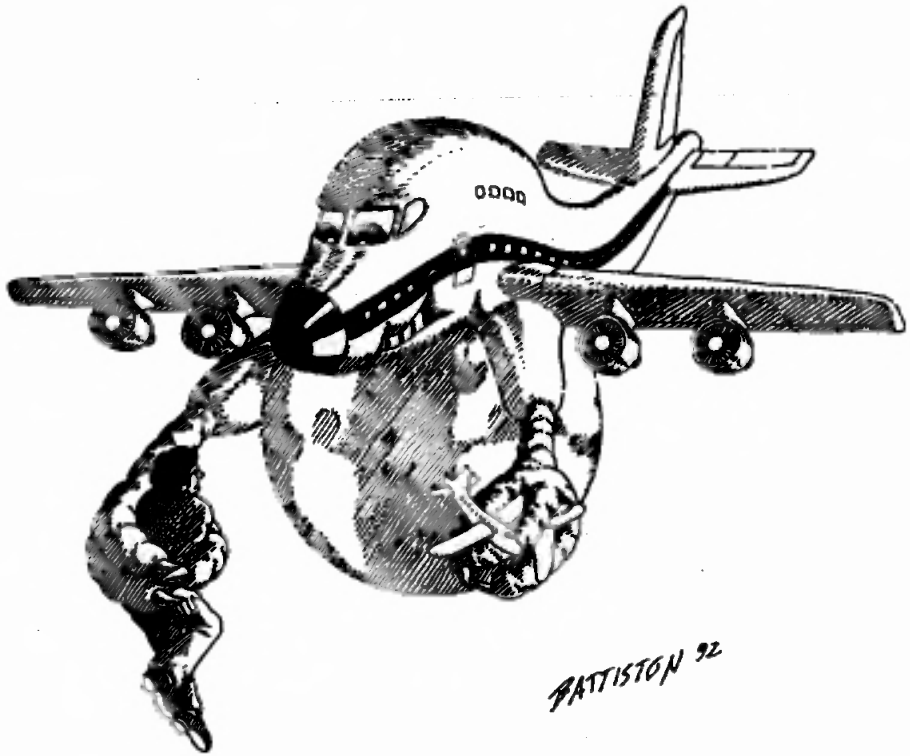
(début de cet article dans Echanges n° 85 p. 34)

SUR LA CONDITION OUVRIÈRE

Sous la poigne des nouveaux maîtres jaunes, les esclaves salariés subissent sévices et humiliations tout autant que sous les maîtres blancs, dans le passé colonial. Ces rapaces se fichent des protestations verbales de la nomenklatura viet au pouvoir, comme celle de Mme Hoang thi Khanh, responsable de la Confédération générale du travail (1). Il est inadmissible, dans le Vietnam socialiste, que les patrons brutalisent leurs employés. Ce qui implique d'ailleurs tout naturellement pour elle que l'existence des patrons n'a rien d'incompatible avec le socialisme !

C'est en mars 1992, sous les pressions des investisseurs, que le gouvernement réduit tout d'un coup le salaire minimum de 50 à 30 dollars. Parmi les 15 000 salariés de quelque 180 entreprises étrangères établies à Saïgon, 25 %, les plus qualifiés, gagnent un salaire équivalent à plus de 50 dollars, 60 % reçoivent entre 30 et 50, 15 % sont payés moins de 30 dollars (2). Dans la confection pour l'exportation, le salaire horaire est de 1 F 30. Le prix de revient d'une chemise de belle qualité est de 14 à 18 F (3).

Les premières grèves spontanées éclatèrent en décembre 1992, paralysant une dizaine d'entreprises mixtes, dirigées par des Sud-Coréens et des Taïwanais, dont Ree Young, Luitech-Lesago, Sumex, Fashion, Lac Ty, Viet Thang... Les exploités, eux, se méfiant du syndicat officiel, tentent de



ploitation élevé pour les travailleurs. Avant celle-ci, en 1987, les effectifs de BA ont fait l'objet de coupes sérieuses : de 52 000 en 1981, ils sont passés à 37 000 en 1984, pour rebondir à 58 000 en 1997 (ce qui fait dire que l'entreprise a créé 20 000 emplois en dix ans) ; cela a permis de réduire considérablement les salaires (une hôtesse gagne 90 000 F par an — environ 7 000 par mois), plus les primes, alors que le personnel au sol gagne encore moins sans les primes. Ces « résultats » furent atteints, comme partout en Grande-Bretagne, par une succession de défaites et de concessions dans le contexte de l'attaque du capital, sous un gouvernement conservateur, contre les conditions de travail et une régulation stricte des luttes, celle-ci ne visant pas tant à diminuer le rôle des syndicats qu'à interdire pratiquement les grèves sauvages et toute forme de solidarité ouvrière : à BA comme ailleurs, le syndicat est devenu un auxiliaire particulièrement servile de la politique du management pour « sauver l'entreprise ».

L'ÉLECTION parlementaire de mai 1997 a mis en place un gouvernement Labour, mais il n'est guère de travailleurs qui auraient pu penser et espérer que cela changerait quelque chose dans les relations sociales. Le leader Tony Blair avait été, avant les élections, parfaitement clair sur le point que le Labour ne changerait pas un iota du corset légal enserrant les relations de travail (on peut ajouter aussi que le dirigeant musclé de BA est un ami proche de Tony Blair).

Le problème essentiel des restructurations, c'est qu'elles sont un processus sans

fin : les concurrents s'engageant dans la même voie, l'avantage provisoire pris dans le fait d'avoir été le premier à l'accomplir s'affaiblit rapidement. Pour le maintenir, BA doit de nouveau imposer aux travailleurs d'autres « sacrifices », c'est-à-dire les pressurer encore plus. Ainsi, il n'y a pas de cesse dans les tentatives d'extraire toujours plus de plus-value, sauf la résistance des travailleurs.

Toute une série de menaces sont répandues par la direction : les grévistes seront au mieux privés de leurs droits à tout avancement, du bénéfice de primes diverses, voire de licenciement

Mais cette résistance, non seulement peut difficilement s'exprimer dans une période de chômage, alors que les sous-traitances ou les menaces de sous-traitance réduisent considérablement les possibilités de lutte (l'interdiction des grèves de solidarité entre travailleurs engagés dans la même activité avec des employeurs différents est une arme puissante entre les mains des patrons). Le projet de faire passer la restauration à la sous-traitance, un des éléments du conflit dont nous allons parler, n'est que la suite de « cessions » à des sous-traitants : l'informatique en Inde, tout un pan du secteur administratif, le transport des bagages, le chargement et déchargement des avions... La position des différents syndicats — tous appartenant au TGWU — n'était pas particulièrement confortable : d'une part ils devaient faire face à un large mécontentement de leur base, mais, d'autre part, bien qu'il ne fût pas dans leur fonction ni dans leur position habituelle de réagir aux décisions de la direction, ils s'y trouvaient contraints par les plans de BA visant à imposer aux équipages non pilotes une nouvelle structure de salaires et à vendre son secteur restauration, sans discuter préalablement avec les syndicats concernés.

En ce qui concerne les équipages, les nouvelles dispositions avaient été acceptées par un syndicat maison, Cabin Crew 89, et rejetées par le principal syndicat, Bassa (British Airways Stewards Association). Pour la sous-traitance, la cession de la branche restauration devait se faire — officiellement — sans consulter personne, comme une simple opération de gestion courante. Bien sûr, la base, non consultée (alors que les syndicats devaient certainement avoir été contactés), s'opposait à ces mesures et les deux catégories — stewards et personnel au sol — représentaient la majorité des travailleurs de BA.

La direction de BA venait juste de régler un problème de salaires avec le syndicat des pilotes, un conflit avec deux catégories distinctes de travailleurs de BA pouvait présenter pour le TGWU l'opportunité, pas tant de rétablir un rapport de force, mais surtout de rétablir son pouvoir auprès de la direction. Il devait plus craindre, tout comme la direction de BA, qu'une telle conjonction entraîne un mouvement incontrôlable et c'est certainement cette raison qui poussa le syndicat à organiser deux mouvements catégoriels distincts, d'un côté le personnel de cabine et de l'autre le personnel au sol. En juin 1997, deux votes furent organisés sur ces projets de BA, votes secrets, dans le respect de la procédure légale : 70 %du personnel de cabine votent pour la grève ainsi que 62 %du personnel au sol

cidentaux, mais par l'avantage sur les coûts horaires au début de leur croissance. Un ouvrier français était équivalent à 77 ouvriers chinois en coût horaire, à 64 ouvriers indonésiens, à 45 ouvriers thaïlandais, à 12 ouvriers malais et à 3 taïwanais. Cette marge permettait aux capitalistes asiatiques de verser un incrément élevé, pour un investissement moyen dans le secteur manufacturier.

Produire en Asie était, jusqu'à un certain stade « déterminé par le rapport de classe « bon marché, ce n'est pas un pur hasard si l'évolution des salaires de la région est la plus forte en Corée du Sud (voir tableau A 3). Les prolétaires coréens ont à plusieurs reprises montré leur détermination. Il nous faut ici relativiser les hausses de salaires, entre 1985 et 1995 les salaires n'ont pas été multipliés par sept (comme l'affirme la presse) mais seulement par 3,36 ce qui est déjà hors des normes. Mais il faut considérer, dans le calcul, la hausse spectaculaire des salaires (20 % par an) des ingénieurs, techniciens et cadres, du fait que le personnel qualifié est rare. Les rémunérations de ce personnel sont maintenant très proches de celles de l'OCDE pour une qualification souvent peu satisfaisante (voir *Echanges* n° 83, « La lutte de classes à l'assaut d'un bastion national, la Corée du Sud »).

Il faut rappeler que les pays « émergents », tout comme les pays « émergés », ont inévitablement buté sur le coefficient d'intensité de capital qui, pour percer le marché mondial, est beaucoup plus élevé que celui des vieux pays industriels à leur démarrage (5 à 7 % du PNB, contre 20 % aujourd'hui pour les pays en voie de développement). Il en est résulté une déficience importante des infrastructures qui allait grever la rentabilité des entreprises.

Comme nous l'avons déjà dit, les taux d'intérêt élevés vont largement contribuer à la situation catastrophique actuelle. Le manque d'infrastructures (ports et aéro-

Tableau A 2

Pays en développement	Flux nets de capitaux privés	Investissements directs	Investissements de portefeuille	Autres investissements	Flux nets de capitaux publics
1983-1988**	15,8	10,3	3,05	2,1	27,3
1989-1995**	103,3	42,5	43,6	17,2	21,2
1995	147,3	78,2	15,6	53,5	33,7
1996	207,4	100,8	43,2	63,3	-8,6

Asie	Flux nets de capitaux privés	Investissements directs	Investissements de portefeuille	Autres investissements	Flux nets de capitaux publics
1983-1988**	11,9	3,6	1,2	7,1	7,6
1989-1995**	43,4	25,1	4,9	13,4	8,4
1995	88,8	49,5	9,3	29,9	5,9
1996	98,4	58,2	8,0	32,2	7,8

Source FMI 1997
** Moyennes annuelles

mexicaine » de la fin de 1994. Le peso était dévalué de 40%. Pour éviter que la crise mexicaine contamine les marchés émergents asiatiques, on cracha à terre en promettant de renforcer les mécanismes de prévention des risques systémiques. Deux ans après, en 1996, la chute des marchés de capitaux thaïlandais et coréens anticipait déjà la crise généralisée de 1997/98 de la zone asiatique, balayant toute crédibilité aux débilités des mécanismes de surveillance.

L'orientation massive des capitaux vers les « marchés émergents d'Asie, d'Amérique Latine et de Russie « (voir tableaux) s'est faite sur la base d'une crise de rentabilité du capital total. Il y a d'énormes surplus financiers, qui du fait de la stagnation/récession des grands centres industriels sont en jachères.

La seule porte de sortie pour les capitalistes, c'était le retour de la libre concurrence, la Bourse comme régulateur revenait en force, comme au bon vieux temps, conséquence de la faiblesse des taux d'intérêts du début des années 90. Une masse importante de capitaux allait, sur les dits marchés émergents, se placer et engendrer un incrément élevé. Cependant l'emprunteur devait rogner sur ses propres profits la part qui revenait à son créancier, augmentée du taux d'intérêt élevé. Le niveau exceptionnel des investissements (notamment en Corée du Sud) devait aboutir à d'importantes capacités excédentaires, dans les secteurs de l'automobile et des semi-conducteurs. Les stocks des producteurs se trouvent à des niveaux jamais atteints. La faible croissance de la production a exacerbé les problèmes de trésorerie des grandes entreprises, très endettées, dont les bénéfices sont tombés à moins de 1 % du chiffre d'affaires, niveau qui ne suffit pas à assurer le service de leurs dettes.

« Le système qui a prévalu jusqu'à maintenant est en faillite. Les hausses de salaires excessives consenties depuis 1987 et les taux d'intérêts élevés ont étranglé les entreprises «

Jwa Sung-hee, président de l'institut de recherche économique du FKI.

COMME nous pouvons le constater, le FKI met en premier les hausses de salaires, parce qu'il pense déjà qu'il va falloir faire chuter les salaires et licencier, les grèves seraient responsables avec les taux d'intérêts de l'étranglement des entreprises. Si il est certain qu'une part de plus-value plus grande pour l'ouvrier porte atteinte à la part que se réserve le capitaliste, nous savons très bien comment celui-ci est capable de retrouver ses marges (flexibilité, productivité...).

Ce n'est ni en inventant ni en adaptant de nouvelles méthodes de production que les pays asiatiques ont percé sur les marchés oc-

	Japon	France	Etats-Unis	Corée du Sud	Singapour	Taïwan	Hongkong	Malaisie	Philippines	Thaïlande	Indonésie	Chine	Inde
1985	6.3	7.5	13	1.2	2.47	1.5	1.7	1.08	0.64	0.49	0.22	0.19	0.35
1995	23.6	19.3	17.2	7.4	7.28	5.8	4.8	1.59	0.71	0.46	0.3	0.25	0.25
1985/95	3.3	2.6	1.3	6.2	2.9	3.9	2.8	1.5	1.1	0.9	1.4	1.3	0.7.

Morgan Stanley, *The Economist*, 2 novembre 1996

(9 000 dont 6 000 du service restauration) : légalement, les votes doivent être motivés, c'est-à-dire porter sur une revendication précise, et les projets de grève doivent aussi être très précis ; le souci de rester dans la légalité permet ainsi un paravent facile pour le syndicat pour justifier des mouvements non unitaires, alors qu'il s'agit bien des conséquences, comme toujours distinctes selon les catégories de travailleurs, d'une même politique de l'entreprise.

Au début de juillet 1997, le TGWU annonce qu'il va lancer une grève de 72 heures pour le personnel de cabine, qui pourrait être renouvelée dans les semaines suivantes, mais qu'il n'est pas question de grève immédiate pour le personnel au sol. La direction de BA n'est pas restée inactive, non pas pour entamer des pourparlers, mais pour organiser la manière de briser la grève.

Il n'est pas sans intérêt de voir en détail la panoplie des mesures ainsi prises dans le courant de juin, alors que la menace de grève se précise. D'un côté, cela témoigne de l'incroyable agressivité du patronat britannique, qui se sent (et l'est en bonne partie) sûr de son droit, de l'autre du contrôle incertain du syndicat sur ses troupes, puisqu'à la discipline syndicale doit se substituer la menace patronale directe.

APRES le vote, et avant que le TGWU ait décidé d'une date quelconque, toute une série de menaces sont répandues par la direction de BA : les grévistes seront au mieux privés de leurs droits à tout avancement, du bénéfice de primes diverses, voire de licenciement (ce qui serait parfaitement légal, la grève étant en Grande-Bretagne, et ceci bien avant Thatcher, considérée comme une rupture du contrat de travail, le rapport de force réglant la question), mise en place de tout un système pour briser la grève (formation intensive de 1 600 cadres pour le service à bord et les services au sol, notamment des bagages sur un aéroport secondaire, contrat avec une boîte de travail temporaire pour la formation de jaunes), mise en place d'itinéraires de ramassage des jaunes avec des entrées spéciales évitant celles où s'installeraient des piquets, menaces de poursuites en justice, etc.

Officiellement, la grève est lancée par le syndicat les 9, 10 et 11 juillet, mais la pression est telle qu'un nombre indéfini d'hôtesses se font porter malade pour ne pas avoir à se déclarer en grève (le 8 juillet, on recensera officiellement 350 hôtesses « en maladie », il y en aura plus de 2 000 les jours de grève contre 120 habituellement).

BA, malgré toutes ces mesures, doit pendant ce week-end prolonger 70 % de ses vols à Heathrow, le principal aéroport de Londres. Il est difficile de dire l'ampleur des

Une panne monstre

La vulnérabilité du système de production/communications (ce qui est décrit comme « des événements imprévus qui, dans d'autres industries, peuvent être négligés, peuvent avoir les effets les plus destructeurs sur une activité qui nécessite le mouvement de millions de personnes, une machinerie très complexe et jouant sur des milliers de kilomètres ») vient d'être une fois de plus démontré par une panne monstre de tout le système informatique de BA, dans la dernière semaine de janvier 1998, qui a fait annuler vingt-six vols (il n'est jamais possible de savoir quelle est la cause réelle de tels incidents qui, entre autres, pourraient être dus à des formes insoupçonnées de lutte, et qui peuvent aussi amener des réflexions opportunes sur des méthodes de lutte).

répercussions de la grève, dont l'effet va se prolonger pendant plusieurs jours et qui entraîne, à l'appel de l'Internationale syndicale des transports (ITWF), une solidarité par exemple dans le refus dans les aéroports mondiaux de manipuler les bagages des vols « jaunes » de BA. Il faut croire que cette solidarité fut effective, car BA menaça d'étendre les lois britanniques en faisant un procès à cette organisation internationale pour « action illégale », un pas vers une internationalisation de la répression face à une internationalisation des luttes. Lors de la « reprise », BA demande aux grévistes de signer une garantie qu'ils ne participeront pas à d'autres grèves, mais on ne sait pas si le refus a entraîné des sanctions.

En revanche, alors que des grèves perlées avaient déjà éclaté en mai dans le service restauration, le syndicat, en dépit du vote pour la grève du personnel au sol, ne juge pas utile de lancer même une grève limitée ; au même moment, le 15 juillet, le TGWU « donne un délai à BA », accepte d'aller devant l'organe d'arbitrage ACAS. Dès lors, on ne parlera plus de grève à BA, mais seulement, de temps à autre, de « l'état des pourparlers » et des conséquences financières du conflit. Là-dessus, on n'a que des estimations : une simple menace de grève des pilotes en 1996 avait fait perdre 15 millions de livres à BA (150 millions de francs). D'une part, le TGWU s'est bien remis en selle avec sa « maîtrise de la grève » et de l'autre BA est parvenu à ses fins : en novembre 1997, les deux compères annoncent qu'ils sont parvenus à un accord pour réaliser des « économies » annuelles d'un milliard de livres (10 milliards de francs) d'ici à l'an 2000 par une « réduction des coûts » — blocage des salaires, etc. Tout ce que l'on sait sur ces accords, c'est que les nouveaux embauchés le sont à des salaires inférieurs de 30 % aux salaires antérieurs (2 800 hôtesses ont été récemment recrutées ainsi). D'après des estimations, les trois jours de grève des équipages aurait coûté 125 millions de livres (1,25 milliards de francs).

Il peut paraître bien banal d'avoir consacré tant de place à une grève qui, après tout, n'a pas même atteint la dimension et les caractères prêtés à celle d'Air France en 1993 (voir *Echanges* n°s 76 et 78). On peut penser aussi que syndicats et directions jouent un jeu concerté pour faire accepter les impératifs de gestion capitaliste, à l'aide d'un scénario bien huilé dont le but n'est autre que de faire rentrer les velléités de résistance dans l'observation des « règles du jeu ». Cette vision simpliste ne tient aucunement compte des relations dialectiques dans un rapport de forces global et au niveau de l'entreprise. Aussi bien le syndicat que le management ne sont jamais sûrs de la voie que prendra une lutte. Les efforts qu'ils peuvent faire, chacun de son côté, pour la prévenir ou l'empêcher de prendre une dimension qu'ils jugent préjudiciable à l'entreprise, se répondent pour, finalement, faire accepter une négociation rejetée à l'origine par la base.

Le fait que l'entreprise doive recourir à des menaces et le syndicat à des limitations de la grève montre qu'aujourd'hui les conflits de classe s'avancent sur un terrain mouvant, sur lequel il règne la plus grande incertitude pour toutes les forces de contrôle, alors même qu'aucun élément précis ne peut accréditer l'évolution de forces souterraines. On trouve, au niveau des lieux d'exploitation et des luttes, la correspondance de ce que l'on peut constater au niveau politique, car ce sont les manifestations distinctes d'un même phénomène global de refus d'une société.

H. S.
février 1998

riés). Le 16 décembre, Boeing annonçait la suppression de 12 000 emplois afin de « rassurer Wall Street ». *Business Week* estime à 500 000 la surproduction de véhicules aux Etats-Unis et à 3 ou 4 millions en Europe.

« Partout la production dépasse la consommation. C'est vrai même aux Etats-Unis, où la demande de consommation reste forte. Aujourd'hui, pour la première fois depuis des années, il y a surcapacité mondiale dans l'industrie, depuis les semi-conducteurs jusqu'aux autos. »

(*Business Week*, n° spécial sur la crise boursière, 10 novembre 1997.)

Contrairement à ce que l'on croit, ce n'est pas le marasme financier qui entraîne les effondrements économiques, c'est l'inverse, bien que la spéculation vienne accentuer ceux-ci.

LES CAUSES DE L'EFFONDREMENT.

Comme nous l'avons déjà formulé dans nos précédents articles sur la crise monétaire et financière, le système du crédit propre au capitalisme moderne engendre inévitablement la spéculation et donc l'éclatement de « bulles « spéculatives et par conséquence des dévalorisations financières en chaîne.

La fuite en avant vers les « marchés de capitaux émergents » (MCE) avait déjà trouvé ses propres limites avec la « crise

SOCIALES

mérats ont fait faillite. Robert Bosch prend le contrôle de Kia, en faillite (*Les Echos*, 18 décembre 1997).Le taux de chômage devrait être multiplié par trois et toucher 1,2 million de salariés. Au total, 3 millions d'emplois pourraient être supprimés au cours des trois prochaines années. Le KCTU : « Nous sommes prêts à lancer une lutte totale, y compris des grèves générales. « Le gouvernement se prépare à faire adopter une loi permettant les licenciements massifs.

ÉTATS-UNIS : après la Chase Manhattan, qui a perdu 160 millions de dollars en octobre, et JP Morgan qui s'attend à de mauvais résultats, Goldman Sachs est la troisième « victime « officielle de la crise asiatique : avec un bénéfice de 3 milliards de dollars sur l'année et une hausse de 16 % par rapport à 1996, cette société se retrouve en baisse de 24 % par rapport à la période correspondante de 1996. Nike voit ses bénéfices du deuxième trimestre baisser de 20 % et le géant de l'article de sport fait savoir que ses ventes ralentiront en 1998, du fait de la crise asiatique.

FRANCE : la Coface vient de déclarer qu'elle garantit 62 milliards de francs de contrats publics dans sept pays d'Asie les plus touchés par la crise financière. Ceci donne une idée des sommes engagées dans ces pays, notamment par les banques françaises en difficultés qui pensaient se « refaire » rapidement. Le Crédit lyonnais a engagé 12 milliards de francs en Indonésie et en Thaïlande et 72 milliards dans toute l'Asie, la Société générale aurait engagé 103 milliards, la BNP 90 milliards, et l'ensemble des banques françaises 350 milliards. L'onde de choc de la crise va donc se répercuter sur les banques françaises, mais sera sans doute amortie d'une part par la Coface (assureur), d'autre part par les prêts du FMI ; cependant une part devrait tomber sur les contribuables. Daewoo va suspendre ses trois projets d'investissements dans le nord de la France.

« L'état du système bancaire ne permet en aucun cas une libéralisation intégrale des opérations de capitaux, explique l'économiste chinois Geng Xiao. Si le renminbi (monnaie de la Chine populaire) était convertible, tous les ménages convertiraient leur épargne en dollars, et la transféreraient vers les banques étrangères. Ce qui provoquerait un effondrement immédiat des banques chinoises et de la monnaie. «

(Le Monde *du 16 décembre 1997.)*

Dans notre précédent article « L'emprunt international et la dette du tiers monde » (*Echanges* n°84, supplément), nous disions que « la dévalorisation financière à elle seule ne suffit pas à faire entrer le capital dans une crise profonde, il faut que la dévalorisation s'étende au monde matériel c'est-à-dire à l'industrie... ». Il semble que maintenant le problème s'étende au monde industriel.

DEPUIS le mois d'août 1997, la surcapacité de production frappe les Etats-Unis, de nombreux secteurs industriels sont confrontés à trop de production potentielle et pas assez d'acheteurs. Levi's, en surcapacité de production, vient d'annoncer qu'il fermera onze usines aux Etats-Unis et procédera à 6 400 licenciements (en Europe il emploie 7500 sala-

LES CONSÉQUENCES

JAPON : les employés de Yamaichi se retrouvent sans travail — 7 500 de la maison mère et 4 500 de la cinquantaine de filiales. A la fin de décembre 1997, la Bourse de Tokyo est ébranlée par l'annonce de la faillite de l'entreprise agro-alimentaire Toshoku.

BRÉSIL : pour « économiser « 110 milliards de francs, le gouvernement a établi 51 mesures drastiques. Gel des salaires, suppression de 33 000 postes de fonctionnaires, baisse de 15 % des dépenses publiques, augmentation du prix de l'essence, des boissons alcoolisées et des voitures, et un racket de 10 % de l'impôt sur le revenu.

MALAISIE : plus d'un million de salariés, notamment des immigrés, sont menacés de perdre leur emploi.

INDONÉSIE : depuis le mois de septembre 1997, la population doit subir un renchérissement des produits de première nécessité. Les légumes sont en hausse de 20 % à 30 %, l'huile de 40 % et le riz, dans les îles de l'archipel, de 40 %. Mais un journal comme Le Monde laisse passer, sous la plume de Sophie Gherardi, l'affirmation selon laquelle « pour l'instant, les milliards envolés n'ont pas enlevé un grain de riz du bol des pauvres « (le 28 octobre 1997).
A Djakarta, 150 000 ouvriers du bâtiment se retrouvent à la rue. L'association indonésienne des entrepreneurs confirme que la moitié des 4,3 millions de journaliers de la construction ont perdu leur emploi et que 500 000 autres vont suivre. Pour 1998, c'est un million de chômeurs en plus qui est prévu.

THAILANDE : la Confédération thaïlandaise de l'industrie et du commerce, organisation patronale, déclare qu'au moins 120 000 salariés perdront leur emploi d'ici la fin de 1997. Le ministre du travail indique que le nombre de chômeur va progresser de 1 million et atteindre 2,8 millions en 1998.

CORÉE DU SUD : en 1997, sept des principaux conglo-

LES DOCKERS DE LIVERPOOL : UNE LUTTE DE 28 MOIS, POURQUOI ?

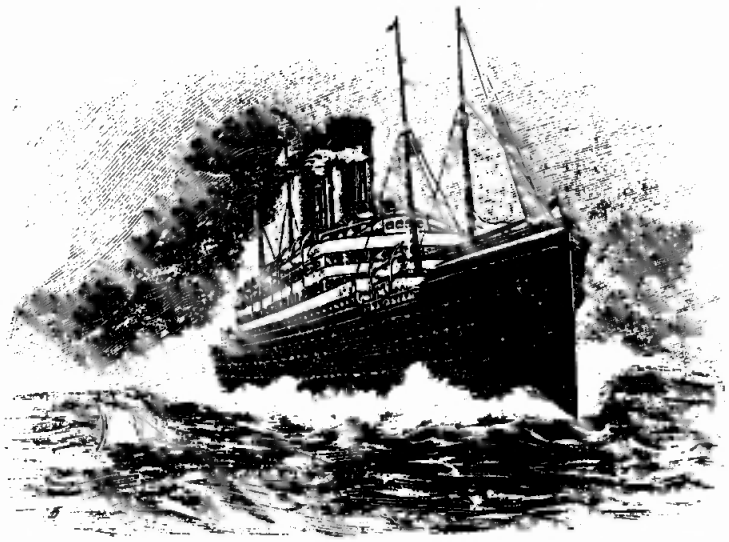
La « solidarité virtuelle » n'a pas servi aux dockers de Liverpool à être réintégrés comme ils le demandaient. Une polémique s'est développée sur Internet.

QUI n'a pas entendu parler de la « grève des dockers de Liverpool » (1) ? Depuis septembre 1995, on entend beaucoup moins de bruit sur la fin de cette lutte de vingt-huit mois, qui s'est terminée le 26 janvier 1998 par l'acceptation de ce qu'ils avaient refusé fièrement et obstinément jusqu'alors — lors d'un vote de 300 pour et 100 contre. Chacun des 320 dockers employés par le MDHC (voir ci-après) recevront chacun 28 000 livres (280 000 F), mais ne seront pas réintégrés, comme ils le demandaient. 80 autres dockers salariés de Terside, eux aussi licenciés, ne recevront rien.

Dans les milieux de la « gauche de la gauche », en Grande-Bretagne, les opposants au Labour Party ou ceux qui essaient de « pousser les luttes » dans et hors du TUC pensent et disent peu ou prou ce que résume un des dockers dans un hebdo trotskyste : « Les 500 hommes et leurs familles n'ont pas perdu ce conflit. Les leaders du TGWU, le Labour Party et le TUC l'ont perdu » (Mickey Tighe, docker licencié, *in Socialist Workers* du 21 février 1998).

Une telle position est celle que l'on peut trouver dans toute une polémique qui s'est développée autour de la correspondance échangée à propos d'un article sur la fin du conflit, publié dans le quotidien libéral britannique *The Guardian* et sur les écrans d'Internet.

Nous ne pouvons reprendre plusieurs longues lettres de Mark Steel et de Kevin Brandstatter (en anglais - copie à



(1) Voir *Echanges* n° 81, p. 32, n° 84, p. 3, les différents numéros de *Dans le Monde, une classe en lutte* et un long récit en anglais dans *Collective Action Notes* n° 11/12 et 13.

Echanges), mais seulement deux brèves lettres qui résument les positions développées par ailleurs.

L'une émane d'un Londonien, John Pilger (29 janvier 1998) :

« ...Vous vous référez à la "reculade" des dockers de Liverpool ("Un règlement de 10 millions de livres termine le 27 janvier le conflit des docks de la Mersey"). Les dockers n'ont pas reculé, ils ont été abandonnés et contraints d'en terminer avec leur lutte exemplaire de deux années, et pas à cause d'un échec de leur part.

» Au contraire, l'action qu'ils ont impulsée dans le monde entier contre le retour du travail occasionnel en a galvanisé des centaines sur chaque continent, et c'est sans précédent dans ce siècle.

Le débat s'est déplacé sur Internet sur des questions beaucoup plus généralisées et plus cruciales aujourd'hui : qu'est-ce que la lutte de classe ? qu'est-ce qu'une lutte révolutionnaire ?

» Leur lutte dans ce pays a été perdue parce que le TGWU a virtuellement assuré son échec. Cette puissante et riche organisation aurait-elle lancé une campagne nationale, contrant les sinistres circonstances et l'injustice criante du licenciement des dockers, couplée avec une offensive contre les lois anti-syndicales que la plupart dans le monde démocratique regardent comme une infâmie dans un pays libre, la bataille aurait pu être gagnée.

» Au lieu de cela, ce fut le silence assourdissant des leaders syndicaux qui, finalement, mit un terme aux efforts courageux et imaginatifs d'hommes, qui furent autrefois décrits par la *Lloyd's List* (journal maritime) comme "la main-d'œuvre la plus productive d'Europe" et qui représente le meilleur de ce qui existe en Grande-Bretagne. »

CETTE lettre a entraîné une réponse de Bill Morris, secrétaire général du TGWU, souvent mis en cause dans la lutte des dockers de Liverpool :

« Il est pitoyable que la conclusion du conflit des docks de Liverpool puisse fournir une opportunité à John Pilger de poursuivre sa vendetta contre le TGWU. Pourquoi Mr Pilger réserve-t-il toujours son venin pour les organisations ouvrières plutôt que pour les mauvais patrons ou des lois iniques ? A vrai dire, c'est John Pilger et ses pareils qui, avec leurs messages de faux espoirs aux dockers et à leurs familles, ont fait plus que quiconque pour prolonger leur agonie.

» Pour mémoire, le conflit des docks de la Mersey a vraisemblablement été le conflit le plus coûteux de l'histoire du syndicat. A tous les niveaux, le syndicat a dépensé plus d'un million de livres (10 millions de francs) pour soulager les difficultés des familles des dockers licenciés, et mes collègues et moi-même avons passé des centaines d'heures pour tenter de parvenir à un règlement négocié (2).

» Que la solidarité des dockers et leur résistance n'aient pas réussi à garantir leur juste revendication d'être réembauchés est dû aux lois anti-syndicales les plus répressives du monde occidental, pas au TGWU.

» Ce sont des faits. La vision que leur victoire aurait pu être acquise si le

(2) On a calculé que cette somme « énorme » représente, pour 500 dockers et environ 840 jours de lutte... 24 F pour chacun d'eux et leur famille... par jour, 720 F par mois.

« C'est la politique insensée de construction navale menée par la Corée, fondée sur l'augmentation irresponsable des capacités de production et la casse des prix, qui a conduit aux tensions financières et à la crise industrielle, affectant négativement l'industrie navale dans le monde »

(Déclaration du CESA, rapportée par Le Monde *du 8 janvier 1998.)*

Le CESA demande donc que les soutiens occidentaux ne soient accordés que si Séoul s'engage à réduire considérablement la capacité de production de ses docks. On peut même se demander si ce n'est pas la liquidation complète des concurrents coréens qui se prépare, du fait de la surproduction mondiale.

En 1997, sept des principaux conglomérats ont fait faillite, parmi eux les groupes Hanbo, Sammi, Jinro, Kia et, le 6 décembre, l'un des plus importants du pays, le Halla Group. La fédération des industries coréennes, émanation des chaebols, vient de réagir vivement à cette perspective du FMI.

« En Thaïlande, au Mexique et dans les autres pays qui ont reçu les fonds du FMI, ce dernier a-t-il jamais demandé la dissolution des conglomérats ? », s'est indigné la FKI dans un communiqué (5).

LA presse s'est particulièrement attaquée aux systèmes financiers des pays asiatiques et ce, au moment même où allaient se conclure les négociations de libéralisation des services financiers de l'OMC. Cette négociation engagée par 76 pays devait compléter le cycle de l'Uruguay de 1995. Les Etats-Unis étaient revenus sur leur offre parce qu'ils considéraient que les pays en développement n'avaient pas offert des mesures de libéralisation suffisantes. Les grandes institutions financières américaines et européennes veulent pénétrer plus librement les marchés émergents et en avoir le contrôle (la colonisation financière) (6). Ces pays ont libéralisé leur politique commerciale dans le domaine manufacturier et modifié leur législation en faveur de l'investissement direct, mais conservent des secteurs financiers très protégés. En faisant éclater ces résistances, le capital financier entend s'ouvrir un marché estimé à 30 000 milliards de dollars (voir *Echanges* n° 83, p. 32).

TOUS les gouvernements se sont félicités de l'accord de Genève, rapporte la presse, tout va bien dans le meilleur des mondes à en croire *Les Echos* : cet accord devrait « accroître durablement les flux de capitaux dans les pays émergents et les plus démunis, et contribuer à restaurer la confiance des investisseurs dans les pays asiatiques touchés par la crise ».

La Chine n'a pourtant pas mordue à l'hameçon, elle va même remettre en question son passage pour l'an 2000 à « la libération des marchés de capitaux ». L'affaire des pyramides albanaises est encore toute chaude. (7)

(5) Signalons au passage que le FMI a toujours exigé une restructuration radicale des économies qu'il entendait redresser, notamment par les privatisations... La Corée n'est une exception que par l'ampleur des mesures imposées.

(6) Le président de la Barclays : « L'enjeu est de permettre aux entreprises comme la sienne d'avoir accès aux marchés des pays dit émergents « (le *Financial Times* du 10 avril 1997).

(7) En janvier 1997, des manifestations qui tourneront à l'émeute rassemblent à Tirana et dans l'ensemble de l'Albanie des milliers d'épargnants qui ont tout perdu dans les faillites des pyramides financières. Ces sociétés d'épargne proposant des taux d'intérêt faramineux (de 35 % à 100 % par mois) ont drainé les économies du fin fond de l'Albanie. Les Albanais ont vendu tout ce qu'ils pouvaient, troupeaux et terres. Les montants payés aux premiers déposants ne provenant que de l'apport croissant de nouveaux dépôts, l'effondrement des pyramides a ruiné d'un coup des centaines de milliers d'épargnants, ce qui provoquera une véritable insurrection.

vembre, la Banque d'Angleterre augmente ses taux de 7 % à 7,25 % (4). La presse parle d'une menace de déflation généralisée (*Le Monde* du 22 décembre 1997).

Bill Clinton, qui parlait de « quelques pépins techniques « sur la route de la croissance, est contraint de changer d'avis et considère que cette crise aura des conséquences économiques globales, surtout sur les Etats-Unis dont plus d'un tiers des exportations sont absorbées par l'Asie. De plus, la gravité financière de la crise japonaise peut entraîner le Japon à liquider ses actifs à l'étranger, en particulier les bons du Trésor américains, dont il est le plus gros détenteur. Le Japon vient de prendre des mesures pour éviter d'être responsable d'une récession mondiale (il injecte 100 milliards de dollars) dans l'économie japonaise pour relancer la consommation.)

Il est maintenant fait état d'une dévaluation moyenne de 35 % des monnaies asiatiques, 70 % en Indonésie. Plus grave encore, la dépréciation des monnaies s'est poursuivie sans relâche en dépit de l'intervention du FMI. Le 24 décembre la presse titre : « Le spectre de la banqueroute se profile en Corée du Sud », la monnaie coréenne vient de crever le plancher de 2 000 wons pour un dollar. Le vice-ministre des Finances coréen, Kang Man-soo, reconnaît devant le Parlement que l'endettement total du pays dépasse 200 milliards de dollars. Les agences de notation financière, comme Moody's et Standard et Poor's, qui font la pluie et le beau temps dans le monde, venaient de noter au plus bas la Corée, ainsi que la Thaïlande et la Malaisie qui ont souvent les mêmes créanciers que la Corée.

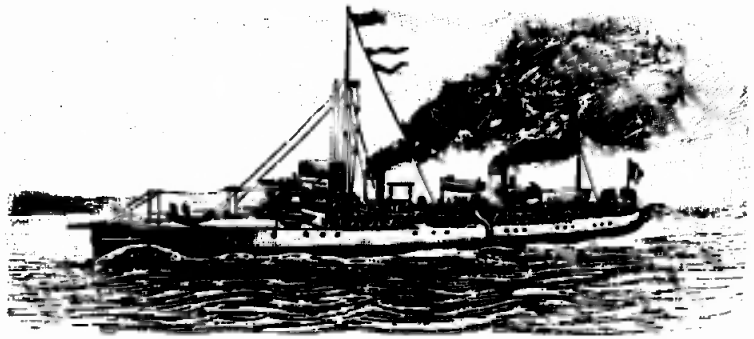
A la fin de décembre, pour éviter la catastrophe, les six principales banques américaines, les dix plus grandes japonaises, et des banques européennes intervenaient, respectivement pour 9,4 milliards de dollars pour les Américains, 24,3 milliards de dollars pour le Japon, et 34 milliards de dollars pour l'Europe dont 8,9 pour les banques françaises.

En cette fin décembre, c'est maintenant la deuxième puissance mondiale qui entre dans le tourbillon de la dévalorisation financière, avec la faillite de ses plus importantes sociétés de courtage et des créances douteuses évaluées à 2 700 milliards de yens.

En janvier 1998, malgré les déclarations apaisantes, le marasme de la crise financière se poursuit. Le lundi 12 janvier, la Bourse de Francfort chute de 3,53 %, celle de Hongkong plonge de 8,7 %, celle de Séoul de 3,5 %, Singapour de 8,7 % et Tokyo recule de 2,2 %. La dévaluation record revient alors à l'Indonésie, avec 70 % de perte par rapport au dollar.

C'est maintenant l'économie réelle de la zone asiatique qui est touchée, le FMI exige le démantèlement des conglomérats (chaebols). Le Comité des associations européennes de constructeurs de navires (CESA) va plus loin, il interpelle les autorités de Bruxelles en décembre, pour protester contre les aides du FMI à la Corée du Sud :

(4) Les fonds de spéculation ont acheté de la dette nord-coréenne. Dans les années 70, la Corée du Nord avait obtenu auprès de l'Allemagne de l'Est un crédit de 1,2 milliard de deutsche marks (environ 4 milliards de francs). La Corée du Nord n'a réglé ni les intérêts ni le principal de cette dette. Avec la réunification des deux Allemagnes, les crédits libellés en ost-marks se sont retrouvés libellés en deutsche marks, ce qui porte la dette à 4,2 milliards de marks. Cette dette est aujourd'hui soldée à 40 %, voir 50 % de son principal. Les fonds de spéculation qui viennent d'acheter la dette parient sur la réunification des deux Corées, la dette du Nord vaudrait alors beaucoup plus et les spéculateurs comptent sur les dommages de guerre que le Japon devra verser à la Corée pour récupérer le principal de la dette et beaucoup plus.



TGWU avait enfreint la loi et mis le syndicat en danger est une irréalité, comme le prouve l'histoire des vingt dernières années.. »

Un dernier échange entre le secrétaire général du TGWU et Greg Droplein, de Labour Net (copies à *Echanges*) a suivi cette réponse de Bill Morris. Cet échange n'ajoute que des détails dans cette polémique sur ce que le syndicat aurait dû faire ou ne pouvait faire dans le conflit des dockers.

En revanche, le débat s'est déplacé sur Internet sur des questions beaucoup plus généralisées et plus cruciales aujourd'hui : qu'est-ce que la lutte de classe ? qu'est-ce qu'une lutte révolutionnaire ? La correspondance qui suit a le mérite de bien situer ces questions plutôt que d'y répondre d'une manière détaillée. A la suite des échanges que nous venons de citer, H. S. a envoyé sur le Net le long texte suivant :

« Le fait que les dockers de Liverpool aient accepté du MDHC une indemnisation qui met fin à deux années et quatre mois d'une lutte mérite quelques explications, parce que d'innombrables discussions ont été et vont souvent bien loin d'une véritable lutte de classe. Pour comprendre ce qui déraille dans ces commentaires, on doit regarder :

» 1. Quelle fut la situation réelle de ce groupe de dockers, englobés sous le titre "Les dockers de Liverpool" ?

» 2. Quel fut le soutien réel à leur lutte :

a) de la part des autres dockers dans le Royaume-Uni ?

b) de la part des autres travailleurs dans le Royaume-Uni et dans le monde ?

» 3. Quelle fut la position du syndicat des dockers — le T & G (TGWU), c'est-à-dire quelle fut la fonction d'un grand syndicat reconnu dans le Royaume-Uni, d'un syndicat dans une société capitaliste ?

» Reprenons chacun de ces points :

» 1. *Quelle était la situation réelle de ce groupe de dockers, englobés sous le titre "Les dockers de Liverpool" ?*

» Même s'ils travaillaient dans le même port , Liverpool, et appartenaient au même syndicat, T & G, ils étaient légalement et juridiquement divisés :

» 300 d'entre eux — dockers anciens — travaillaient pour une société, le Mersey Dock & Harbour Company (MDHC) (qui possède et gère d'autres ports britanniques, chaque port ayant été privatisé et appartenant à une société distincte). Leurs situation et conditions de travail étaient encore rattachées à ce qui restait du NDLS (National Dock Labour Scheme), démantelé en 1989 après une grève nationale perdue.

» 80 d'entre eux — nouveaux dockers — travaillaient pour une autre compagnie — Torside — totalement distincte juridiquement du MDHC.

» Plus de 500 autres travailleurs du port (dockers, remorquage, camionneurs, entretien, etc.) œuvraient aussi dans les docks de Liverpool — certains pour le MDHC, d'autres pour des sociétés distinctes, et membres pour la plupart du syndicat T & G.

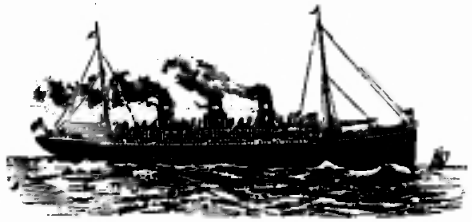
» La "grève" a débuté avec les dockers de Torside : cinq dockers de cette société refusent de faire des heures supplémentaires. Ils sont immédiatement licenciés. Quinze autres dockers de la même société arrêtent immédiatement le travail. Ils sont aussi licenciés sur le champ. Les soixante dockers de Torside restant devaient décharger un navire le lendemain : ils refusent de le faire tant que leurs camarades de travail resteront licenciés. Ils sont tous vidés à leur tour, et alors installent des piquets aux entrées du port.

Une véritable solidarité, c'est d'arrêter le travail, en quelque nombre et pour le temps qu'il faut, de telle façon que la pression sur les capitalistes ou la menace sera telle que les capitalistes devront céder

» Sur les trois cents dockers de MDHC, soixante traversent les piquets et deux cent quarante refusent, en solidarité avec les dockers de Torside, et votent la grève.

» La nuit suivante, les deux cent quarante sont licenciés par le MDHC.

» Quand le T & G leur ordonne de reprendre le travail — ce qu'ils font —, ils se voient barrer les entrées du port (parce qu'ils sont virés), alors que les soixante qui, la veille, ont traversé les piquets, peuvent travailler "normalement" aux côtés des cinq cents autres travailleurs du port, qui



ne font rien pour soutenir les dockers licenciés.

» Nous devons regarder quelle était la situation dans le port à la lumière des lois actuelles sur les relations de travail en Grande-Bretagne, une situation qui reste essentielle pour comprendre comment cette lutte s'est et va se développer.

» Toute grève sauvage est illégale et peut légalement être "résolue" par un patron par le licenciement des grévistes.

» Toute grève de solidarité (sauvage ou soutenue par le syndicat) est illégale et peut être légalement "résolue" par le licenciement des grévistes et par des poursuites devant un tribunal, qui peut imposer la fin de la grève et interdire toute autre forme d'action en ce sens, ceux qui enfreindraient les injonctions du tribunal peuvent être condamnés à la prison, et dans toute cette procédure, les biens du syndicat — condamné par ailleurs à de lourdes amendes — peuvent être séquestrés.

» Refuser de traverser un piquet de grève est considéré comme une grève de solidarité illégale, et un vote quelconque ne respectant pas une procédure légale complexe — par exemple dans une assemblée à mains levées ou autrement — est considéré comme une action sauvage illégale.

» Il s'ensuit que Torside et le MDHC étaient, légalement, parfaitement en droit de licencier successivement les cinq dockers, puis les quinze, puis les soixante, finalement

de 1994, la crise asiatique est la deuxième des marchés financiers globalisés.

La porte de sortie que représentaient les marchés émergents vient d'être si durement secouée que les dix-huit chefs d'Etat et de gouvernement de l'APEC (1) se sont réunis à Vancouver pour faire le bilan de la situation. Au cours du Forum Asie-Pacifique, ils ont réaffirmé leur foi dans les mérites du libre-échange et se disent confiants pour l'avenir. De leur côté, les ministres des finances de l'ASEAN tentaient, avec l'appui du Japon, de créer un fonds monétaire régional.

On peut toujours dédramatiser, une chose est certaine : la Corée du Sud à elle seule demande une aide d'urgence de 100 milliards de dollars au FMI, aide supérieure à celle accordée au Mexique en 1994. Le FMI arrive, avec l'aide à la Corée du Sud, au bout de ses limites d'intervention. Le jeudi 4 décembre 1997, la presse indique que pour la seule Corée du Sud, les institutions financières internationales débourseront 35 milliards de dollars dont 21 milliards pour le FMI, 20 milliards de dollars supplémentaires seront, si nécessaire apportés par le Japon, les Etats-Unis et la France.

Aux Etats-Unis, le rôle du FMI est de plus en plus contesté. Le *Wall Street Journal* faisait remarquer que, « au bout du compte, c'est l'argent du contribuable que le Fonds engage dans ces opérations de secours ». Le même journal écrit (23 décembre 1997) que « les sommes prêtées par le FMI iront dans les poches des créditeurs de la Corée, et non à la Corée elle-même ».

« Le Fonds ne peut rien, surtout pour le Japon. C'est désormais au G7 d'intervenir »

Christian de Boissieu, professeur à Paris-1

Il apparaît maintenant de plus en plus clairement que les libéraux veulent la peau du FMI pour prendre sa place : « C'est cette option que défendent les libéraux américains, qui verraient d'un bon œil la disparition pure et simple du FMI « (*Le Monde* du 22 décembre 1997).

Cette crise n'est pas neutre, parce qu'elle touche l'APEC qui représente la moitié de la production mondiale. Cette dévalorisation va avoir des répercussions en chaîne — partie de la Thaïlande, elle va gagner l'Indonésie, la Corée du Sud, puis l'ensemble de la zone émergente, pour enfin se répercuter sur l'ensemble de l'économie mondiale menacée maintenant de déflation.

La crise se généralise, elle n'est plus circonscrite à la zone asiatique, tous les pays émergents (d'Asie, d'Amérique Latine, d'Europe de l'Est) sont touchés et essayent, comme le Brésil et la Russie (2), de défendre leur monnaie. Le Japon entre dans la tourmente avec la faillite du courtier Yamaichi et la crise bancaire qui le tenaille. En Europe, toutes les prévisions de croissances sont revues à la baisse (3) ; le jeudi 6 no-

(1) APEC : créée en 1989 à l'initiative de l'Australie, l'APEC, forum de coopération économique Asie-Pacifique, regroupe la Chine, Hongkong,Taïwan,le Canada, le Chili, les Etats Unis, le Mexique, Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Papouasie-Nouvelle-Guinée :, ainsi que la Corée du Sud et le Japon.

(2) La Russie vient de relever ses taux d'intérêts de manière urgente pour protéger le rouble, afin de ne pas être entraînée dans la tourmente.

(3) Alors que l'OCDE estimait que les Quinze ne subiraient qu'une perte de croissance de 0,1 à 0,2 % en 1997 et 1998, selon la caisse des dépôts c'est à un demi-point de croissance en moins qu'il faut s'attendre — pour la France, il ne s'agit donc plus de 3% pour 1998, mais de 2,5 %. Les investisseurs étrangers deviennent de plus en plus puissants dans les groupes français, ils exigent des taux de rentabilité de 10 % à 15 % sur capitaux investis, voire de 25 % comme la compagnie d'assurances allemande Allianz.

LA DÉVALORISATION FINANCIÈRE INTERNATIONALE

Les pays asiatiques entrent dans la mouvance

« Nous sommes dans un monde dans lequel les marchés peuvent changer leur jugement sur un pays, et assécher le financement extérieur de ce pays dans l'instant. »

Audition de Michel Camdessus, JO du 8 mars 1996, Avis du Conseil économique et social.

« Si le système de crédit peut faire figure de levier principal de la surproduction et de la surspéculation commerciale, c'est seulement parce que le procès de reproduction, par nature élastique, se trouve tendu ici jusqu'à l'extrême limite, étant donné qu'une grande partie de capital social est utilisée par ceux qui ne le possèdent pas et qui, par conséquent, se mettent à l'ouvrage bien autrement que le propriétaire qui, s'il est lui-même actif, suppute peureusement les limites de son capital privé. Il en ressort simplement que la mise en valeur du capital basée sur le caractère contradictoire de la production capitaliste ne permet le développement véritablement libre que jusqu'à un certain point et constitue en réalité une entrave immanente et une barrière à la production constamment rompue par le système de crédit.

Le système de crédit accélère par conséquent le développement matériel des forces productives et la constitution du marché mondial ; la tâche historique de la production capitaliste est justement de pousser jusqu'à un certain degré le développement de ces deux facteurs, base matérielle de la nouvelle forme de production.

Voici les deux aspects de la caractéristique immanente du système de crédit : d'une part, développer le moteur de la production capitaliste, c'est-à-dire l'enrichissement par exploitation du travail d'autrui pour en faire le système le plus pur et le plus monstrueux de spéculation et de jeu, et pour limiter de plus en plus le petit nombre de ceux qui exploitent les richesses sociales ; mais d'autre part, constituer la forme de transition vers un nouveau mode de production. C'est ce double aspect qui donne aux principaux défenseurs du crédit, de Law jusqu'à Isaac Péreire, leur caractère agréablement mitigé d'escrocs et de prophètes. »

(Karl Marx, Le Capital, *t. III, chap. XXVII, Editions de Moscou, p. 465.)*

D'août 1997 à la fin de janvier 1998

Nous devrons y regarder de plus près, mais déjà nous pouvons dire que la dévalorisation financière internationale vient de faire son « grand bond en avant » dans la zone asiatique. Après la crise mexicaine les deux cent quarante. Si nous regardons cette situation légale, la "grève des dockers de Liverpool" n'était ni une grève, ni un lock-out, mais une succession de licenciements collectifs légaux par des entreprises agissant en toute légalité : c'était la lutte de quelque 400 dockers pour leur réembauche — en dehors de leur lieu de travail.

» Je sais que certains vont trouver que je joue avec les mots. Mais cette situation signifie que, sans le soutien des autres travailleurs du port, des autres travailleurs de Liverpool et d'ailleurs, les "dockers de Liverpool" n'ont aucun moyen d'influencer le procès de travail dans le port de Liverpool, et par suite, d'exercer une pression sur leur employeur.

» 2. *Quel fut le soutien réel à leur lutte ?*

a) de la part des autres dockers dans le Royaume-Uni et dans le monde ? La réponse est : pratiquement aucun.

b) de la part des autres travailleurs dans le Royaume-Uni et dans le monde ? La réponse est : pratiquement aucun.

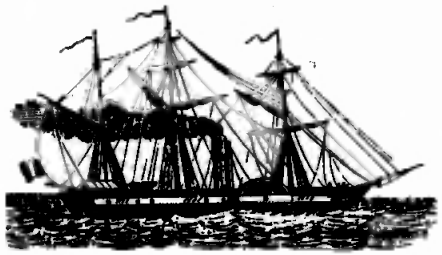
» Pour brutales que soient ces réponses, elles méritent une explication.

» Qu'est-ce qu'un soutien, un soutien réel, une solidarité réelle ?

» Le vrai soutien, la vraie solidarité ne signifient pas contribution financière, manifestations, envoi de messages de solidarité, diffusion d'informations et d'appels sur Internet, grèves ponctuelles très limitées — tout ceci, pour important que cela puisse être, n'est qu'une part minime de la solidarité et pas du tout une "vraie" solidarité. Nous pouvons appeler tout cela une "solidarité virtuelle", pas une solidarité effective. La véritable solidarité est ce que firent les dockers de Torside pour les cinq, puis pour les quinze, et ce que les dockers du MDHC firent pour les dockers de Torside.

» Une véritable solidarité, c'est d'arrêter le travail, de quelque manière, en quelque nombre et pour le temps qu'il faut, de telle façon que la pression sur les capitalistes ou la menace d'une pression plus large sera telle que les capitalistes auront à céder. C'était à cela que visaient les dockers de Liverpool, mais rien de cela ne survint et ils purent seulement poursuivre leur lutte, n'obtenant que ces soutiens "secondaires" inefficaces, espérant désespérément que quelque chose finirait par arriver dans la voie d'un véritable soutien.

» Une véritable solidarité est une question de rapport de forces. Nous pouvons dire qu'à partir du moment où le licencie-

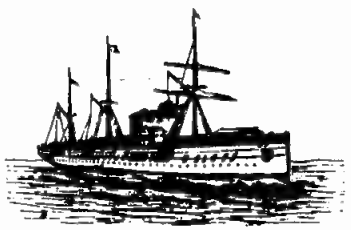


ment de la plupart des dockers de Liverpool (Torside et MDHC) n'avait pas entraîné une grève dure et spontanée menaçant de s'étendre dans le port et ailleurs, les dockers de Liverpool étaient condamnés à perdre leur combat, pour courageux et obstinés qu'ils puissent être, et malgré le soutien "secondaire" largement répandu dans le monde entier.

» Est-ce un rêve ? Pas du tout, de telles luttes se sont déroulées ainsi, il y a des années en Grande-Bretagne et même récemment, à une plus petite échelle, au cours d'une grève des postes. Mais nous devons reconnaître que rien de cela n'est survenu avec les dockers de Liverpool et qu'ils durent, finalement, accepter ce qu'ils

avaient orgueilleusement rejeté il y a plus de deux années. On peut lire un tas de commentaires dithyrambiques après cette lutte, quelques-uns accusant les syndicats et leurs leaders de ne pas avoir fait ce qu'ils auraient dû faire.

» La lutte de classe est la lutte des travailleurs avant tout sur leur lieu de travail, une lutte qui menace pour un moment la possibilité d'exploiter leur travail et d'extraire la plus-value. Si cette possibilité de pression contre l'employeur n'existe pas, une lutte peut être la lutte d'une classe et d'un tas de gens s'identifiant eux-mêmes avec le combat contre le système capitaliste, mais qui ne dispose d'aucun moyen spécial de pression au cœur de l'exploitation du travail. Ainsi, cette lutte peut devenir un substitut à la lutte des travailleurs contre leur



employeur sur le lieu de travail, mais en aucune façon n'est une menace contre l'exploitation du travail. Ce qui ne signifie pas qu'un tel substitut puisse avoir par sa dimension et sa durée un certain impact politique, mais c'est une autre question avec encore plus de questions, par exemple, sur le rôle d'une avant-garde de militants dans la véritable lutte de classe.

» 3. *Quelle fut la position du syndicat des dockers T & G (TGWU), c'est-à-dire quelle fut la fonction d'un grand syndicat reconnu dans le Royaume-Uni, d'un syndicat dans une société capitaliste ?*

» Il est évident qu'en licenciant les dockers, le MDHC tenait une revanche d'une longue lutte et utilisait la situation (qu'il avait peut-être provoquée) pour restructurer le travail dans le port : 150 "nouveaux" dockers (des jaunes) faisant actuellement le travail de 400, c'était un bond énorme de productivité et de profits.

» Le MDHC pensait — et il avait raison — qu'il n'y avait guère de risque qu'une véritable solidarité puisse modifier radicalement le rapport de forces. On doit considérer que la zone de Liverpool est particulièrement sinistrée économiquement (l'offre de 150 emplois de dockers "jaunes" pour briser la lutte a suscité 1 000 candidatures). Le MDHC savait aussi que, non seulement le T & G était paralysé par les lois sur les conflits du travail, mais aussi que ce syndicat n'avait nullement l'intention d'apporter un soutien réel à cette lutte, certainement pas du tout mécontent par le licenciement de ces perturbateurs qui, en désobéissant à la loi, révélaient en même temps le véritable caractère et la fonction d'un tel syndicat.

» Le MDHC savait aussi naturellement que le gouvernement (alors aux mains des conservateurs) ne ferait rien pour aider les dockers et que le Labour, prenant la succession en mai 1997, suivrait le même chemin.

» Il y a eu récemment cet échange de lettres dans *Le Guardian* sur le rôle du syndicat T & G et spécialement de son leader, Bill Morris. Ce que les auteurs des deux lettres — John Pilger et Mark Steel — développent touche la question d'une sorte de "trahison de T & G et de Morris", ce qui aurait finalement été la cause de la défaite des dockers de Liverpool.

» John Pilger peut ainsi écrire : "Leur lutte fut perdue parce que virtuellement T & G assura son échec", et Mark Steel discute

thèque Victor Serge à Moscou, qui demande tous ouvrages de littérature politique d'extrême gauche. Tous renseignements, R. Greeman, 16, rue de la Teinturerie, 34000 Montpellier
< richard.greeman @hol.fr>

♦ « La mort d'un journal, Réflexions sur *Class War* », Bon article en anglais, mais qui n'ajoute rien à ce que nous avions pu dire antérieurement. Dans *Aufheben* n° 6, automne 1997.

♦ Dans *Théorie communiste* n° 14 , décembre 1997, on trouve cette considération sur l'Internationale situationniste :
« ... Ce que l'ultra-gauche [...] ne put jamais dire, c'est que la classe était révolutionnaire en trouvant dans sa définition de classe du mode de production capitaliste la capacité et la nécessité de se nier en tant que classe contre le capital... Il fallut attendre les années 60 pour que la question soit à nouveau posée, ce fut l'apport principal de l'Internationale situationniste, bien que dans des termes mystificateurs. Les définitions du prolétariat et du spectacle supposent le problème résolu, car en restant au niveau de l'individu et de la marchandise, on avait bien encore l'aliénation, mais pas l'implication réciproque entre le prolétariat et le capital... »

♦ Dans un article de *Aufheben* n° 6, automne 1997, « Whatever happened to the Situationists ? » revient sur ce même sujet (au-delà des exécutions sommaires des situationnistes comme petits bourgeois).

♦ Un courant constant de publications sur les situs atteste de la valeur marchande de leurs idées, mais aussi nous rappelle l'exigence persistante pour des révolutionnaires d'y porter attention. Dans cette revue, nous examinons deux livres récents : *Public Secrets* de Ken Knabb (Berkeley, Bureau of Public Secrets) illustre la nature obsessionnelle du milieu situ après les jours cruciaux de 1968 ; *What is Situationism ?* Un lecteur (AK Press) qui inclut la critique conséquente de Barrot sur l'IS pour leur accent à sens unique mis sur la circulation plutôt que sur la production....

♦ « Compromis de classe et l'économie internationale : Essor et chute de la social-démocratie suédoise » (en anglais) de S. Wilks, extrait de *Capital & Class* (copie à *Echanges*).

♦ Extrait de *The Making of the African Working Class*, par Jeff Crisp, bons matériaux sur les résistances ouvrières cachées. Photocopie à *Echanges* du 1er chapitre : « A conceptual Framework for African Labour History ».

♦ *Worldwide Intifada* (Box 1, 22 High Street, Leamington, Warwichshire) n° 1 (été 92) copie à *Echanges*, essaie de poser le problème palestinien en termes de lutte de classe, avec toutes ses déviations nationalistes.

♦ On peut faire des photocopies des 202 pages d'une thèse américaine de S.J. Wright sur *La Composition de classe de l'ouvriérisme italien* (juillet 88) en anglais, mais ça coûte 60 F — port compris —.

♦ *The London Hanged. Crime* et *Société civile au 18e siècle*, par Allen Lane, Penguin. Revue (en anglais) d'un ouvrage qui traite des résistances ouvrières au XVIIIe siècle en Grande-Bretagne (copie à *Echanges*).

♦ *A contre courant* (n° 89, nov. 1997) traite du « Nucléaire dans une impasse ». Un réseau s'est constitué pour publier une revue, *Sortir du nucléaire* (9, rue Dumenge,69004 Lyon), dont le n° 1 (janvier 1998), donne toute une série de documents sur le sujet.

♦ Voir aussi un article du *Monde* (10 décembre 1997) « Les Etats-Unis renoncent au concept selon lequel une guerre nucléaire majeure peut être gagnée » (copie à *Echanges*).

♦ Sur la cité moderne et les luttes sociales :

— Milse Davis : *Contrôle urbain, l'écologie de la peur* (Ab irato) et, récemment, une traduction de *City of quartz, excavating the future in Los Angeles* (La Découverte).

— « Villes de rêves et cauchemar urbain » *(La Griffe* n° 8).

— « Les reconversions urbaines, le Projet de Bilbao » (*Courant Alternatif*, nov. 1997, n° 1292).

FASCISME, ANTIFASCISME

♦ A propos de « Nuit et Brouillard du révisionnisme » de L. Janover dans *Perspectives Internationalistes* (n° 32/33, automne 1997). Voir les précédents numéros d'*Echanges*. Pour nous, on renonce à s'enfoncer dans ce marais de polémiques, le plus souvent masquant intentions et problèmes réels. Une critique de ce même ouvrage de Janover dans *Théorie communiste* n° 14, p. 67, déc. 1997.

♦ Encore sur le CCI : documents reçus ; on ne commente pas ; on envoie une copie aux intéressés :

♦ Au CCI, à l'occasion de sa réunion publique à Paris sur : « Face aux calomnies colportées par le milieu parasitaire contre le CCI ». Défense du fonctionnement et des principes de l'organisation révolutionnaire ; « suite à la parution de votre brochure sur *La prétendue paranoïa du CCI*. (lettre du 29 novembre 1997 signée Taly — alias M. La Commère).

— Un long texte d'un autre participant marquant son désaccord avec les restés et les sortis.

— Une lettre en anglais d'un participant britannique à ladite réunion.

Bien sûr, chacun peut se procurer la littérature du CCI. C'est parfois nécessaire pour connaître les tenants et aboutissants.

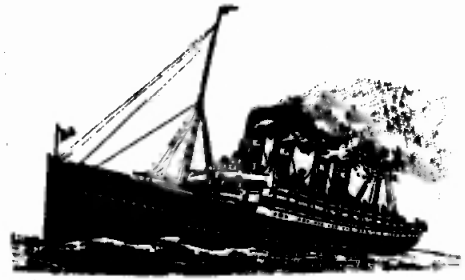
♦ La Griffe (librairie Libertaire) organise les 8, 9 et 10 mai des journées de réflexion libertaire. Tous renseignements à La Griffe, 5, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon.

♦ Editions Acratie : *Parti Socialiste ou CGT ? (1905-1914). De la concurrence révolutionnaire à l'union sacrée* (copie d'une page de présentation à *Echanges*). 150 F. (Acratie : L'Essart, 86310 La Bussière.)

♦ *The Eclipse and Re-Emergence of the Communist Movement*, par Dauvé et Martin, réédition modifiée, Antagonism Press (BM Makhno Louzou WC 1 N 3 XX ou AK Distribution).

♦ Prisons : *Brûlons les prisons* (Nick Latel, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux) donne les faits et méfaits de ce qui se déroule derrière les murs en France et ailleurs, ainsi que des adresses pour tout soutien aux prisonniers.

♦ The Victor Serge Foundation a ouvert une biblio-



du rôle du "leader d'un syndicat moderne". Ces deux auteurs et tous ceux qui attaquent le TGWU et les autres syndicats, leurs leaders, le Labour Party, etc. pour avoir laissé la lutte isolée sans soutien réel pour la lutte des dockers de Liverpool, en réalité découvrent la lune.

» Ils refusent de voir en quoi consiste la fonction du syndicat dans une société capitaliste. D'une certaine façon, Bill Morris, le secrétaire général de TGWU, est dans le vrai quand il accuse les supporters des dockers de Liverpool d'avoir fait plus que quiconque pour prolonger l'agonie de leur lutte avec leurs messages d'espoirs fallacieux. Il était dans le vrai, mais pas de la manière qu'il pensait : la plupart des supporters des dockers, et certainement une bonne partie des dockers eux-mêmes, pensaient qu'il serait possible de contraindre le TGWU de se mettre "activement" du côté des dockers et de donner une autre dimension à leur lutte, une dimension qui lui faisait défaut à cause du manque d'un véritable soutien des autres dockers ou travailleurs du Royaume-Uni. Bill Morris savait parfaitement qu'il ne ferait rien d'important pour les dockers de Liverpool, mais comme tout leader syndical, il devait se comporter comme s'il avait la possibilité de le faire ; cela fait partie de son boulot et de sa fonction de maintenir cette illusion et ainsi, "le message de faux espoirs", il doit le partager d'une part pour lui-même et les syndicats, d'autre part avec tous ceux ayant des illusions sur le rôle des syndicats.

» Nous devons être clairs sur la fonction des syndicats : ils n'existent pas pour soutenir les luttes des travailleurs et pas du tout pour pousser les luttes dans des voies radicales, et encore moins pour rechercher une "voie révolutionnaire". Leur fonction est d'être les intermédiaires entre le capital et le travail comme des régulateurs, éventuellement pour marchander sur les conditions de travail, éventuellement pour discipliner les travailleurs qui vont "trop loin" dans leurs luttes contre l'exploitation du travail.

» Ils font partie du système capitaliste et conserveront cette fonction tant que le système capitaliste existera. Leurs leaders sont devenus des leaders, non parce qu'ils sont les meilleurs tacticiens ou théoriciens, mais parce qu'ils ont les qualités requises pour jouer cette fonction double jeu ; c'est le cas de Bill Morris et, dans la grève des dockers de Liverpool, il n'a trahi personne, il a seulement bien compris ce que le système attendait de lui.

Le déclin des syndicats est seulement dû au fait que dans l'âpre concurrence, les capitalistes du monde entier n'ont rien à offrir que de la peine et des larmes ; et les syndicats n'ont plus rien à vendre aux travailleurs

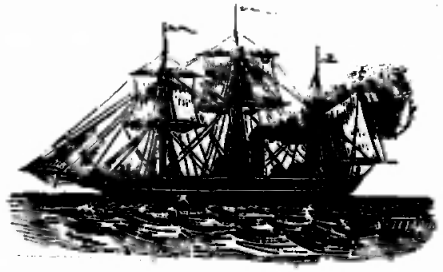
—

» Le déclin des syndicats n'est pas la conséquence de quelque déviation de leur rôle et/ou de quelque mauvais leader. Ils sont exactement identiques à ce qu'ils étaient lorsqu'ils étaient prospères et plus puis-

sants : leur déclin est seulement dû au fait que dans l'âpre concurrence capitaliste (lors des tentatives de stopper la chute du taux de profit), les capitalistes du monde entier n'ont rien d'autre à offrir que de la peine et des larmes ; et les syndicats n'ont plus rien à vendre aux travailleurs (sauf des vacances ou de l'assurance) parce que les employeurs n'ont rien à proposer dans le marchandage.

» D'autre part, en tant qu'organisations capables de remplir cette fonction, une bureaucratie hiérarchique bien établie et en relation avec les milieux économiques et politiques (une part importante de leur pouvoir), ils ont à se protéger contre tous les dangers. La lutte de classe est un de ces dangers, particulièrement les grèves sauvages (même si occasionnellement ils peuvent utiliser des grèves légales contrôlées pour soutenir leur pouvoir de "régulateurs" dans le procès de production). Leur position présente dans le système est seulement maintenue si, en toutes circonstances, ils peuvent donner la preuve qu'ils ont la capacité de contrôler les travailleurs. Bill Morris — en tant que leader d'un des principaux syndicats en Grande-Bretagne — a totalement raison de ne pas prendre le risque de ruiner le TGWU en soutenant une action illégale de solidarité avec une grève illégale : un syndicat se doit de rester dans le cadre légal. C'est pure illusion de penser qu'il (et le syndicat) pourrait agir différemment ; si, dans le passé, il avait pu penser une chose pareille, il ne serait jamais devenu le leader du

Toutes les luttes se déroulant hors des "lieux de travail" sont-elles surestimées ?



TGWU. Comme nous l'avons déjà dit, il n'a trahi personne: involontairement il a seulement trahi ceux qui, remplis d'illusions, pouvaient penser qu'un syndicat et ses leaders pouvaient agir différemment, pourraient être "contraints" par une pression de la base d'agir différemment, qu'un syndicat puisse être "réformé" ou transformé pour jouer un autre rôle dans la lutte de classe.

» Bien des gens dans les groupes gauchistes ou ailleurs pensent ainsi, quelques-uns pleins de bonne volonté, d'autres en vue de "conquérir" la bureaucratie du syndicat comme un levier politique : la dure réalité qui s'est imposée aux dockers de Liverpool montre les limites étroites de leur lutte. Si cela pouvait seulement amener leurs fidèles supporters à réfléchir sur leurs illusions et les conséquences de celles-ci.

H. S.

février 1998 »

CET article a provoqué les commentaires suivants : « Je me demande si quelqu'un d'autre a quelque chose à dire au sujet des réflexions d'H. S. sur la fin du conflit des dockers de Liverpool.

» Entre autres choses que H. S. a écrites, une partie de sa rigueur repose sur le refus (brutal) de romantiser la lutte de classe, une qualité que possèdent aussi les commentaires courants de Gra sur ce conflit spécifique dans les deux années écoulées *[http://www.geocities.com/ Ca-*

contre-propagande entourant la publication du *Livre noir du communisme*. Signalons pourtant, dans *Présence marxiste* (n° 2, décembre 1997) : « La guerre anticommuniste », article dans lequel une juste exégèse sémantique pare d'embourgeoisement ce qui pourrait être le retournement de cette exégèse. Ce qui importe, ce ne sont pas les réactions — fussent-elles légitimes — aux modes du moment, mais le contenu des attaques. Si cette propagande est lancée en ce moment, c'est que la classe dominante voit un danger présent dans le mouvement réel. C'est là qu'il faut rechercher les fondements d'une telle propagande anticommuniste et non dans le passé controversé des organisations.

ENCORE ET TOUJOURS L'ESPAGNE

◆ (Voir sur ce même sujet l'échange de lettres publiées dans les n° 82 et 83 d'*Echanges*).

◆ Textes sur mai 1997 et le problème du pouvoir dans la révolution espagnole : essentiellement des articles de Munis (en castillan dans *Balance* n° 5, octobre 1997).

◆ *L'Anarchisme et la révolution espagnole*, réimpression d'une brochure de Helmut Wagner, sous le titre ADEL (Association Documentation Edition Liaisons), qui envisage de publier d'anciens textes du mouvement communiste. Pour avoir la liste, déjà fournie, des brochures disponibles ainsi qu'une présentation de ce travail, demander à *Echanges*.

◆ *The Friends of Durruti Group : 1937-1939* par A. Guillamón, traduit en anglais (AK Press. P.O. Box 12766, Edimburgh, Scotland, EH89 E

◆ Suite à la critique du livre de A. Guillamón *Documentación histórica del trosquismo espanol (1936-1948)*, dans *Echanges* n° 85, p. 66, nous avons reçu une longue lettre véhémente, dont copie vous sera adressée sur demande.

◆ Dans le même registre antérieur, « L'autre génération de 98 » (sur la situation en Espagne en 1898) dans *Etcétera* (n° 30, décembre 1997), qui se retrouve dans l'époque moderne avec Espagne 1997, la réforme du travail (voir *Echanges* n° 84, p. 28).

ENCORE ET TOUJOURS SUR LE TRAVAIL

◆ La Griffe (n° 7, automne 1997) publie un dossier complet sur le travail.

◆ Peut-être nous répétons-nous : « A propos du livre de D. Meda, *Le Travail, une valeur en voie de disparition* », critique par J. Wajnstejn, de *Temps Critiques* (copie à *Echanges*).

◆ Un article dans *Libération* (5 janvier 1998) : « L'externalisation gagne du terrain. Des entreprises sous-traitent des services à des cabinets de conseil qui reprennent leurs employés. »

◆ Bibliographie : index cumulatif de vingt ans de l'histoire du Travail aux Etats-Unis dans la revue *Labor History* (copie à *Echanges*).

DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE

(voir *Echanges* n° 84, p. 45 et 85, p. 40)

◆ *Rire* (n° 19, janvier-février 98) comporte un dossier spécial sur les ventes d'armes et sur le nucléaire, avec divers articles et une bibliographie.

gauches et d'une présentation du noyau Théorie communiste.

♦ *Coordination* (n° 57, 13 octobre 1997) (Ligue Socialiste des Travailleurs) présente un dossier sur le présent du PCF.

♦ Une page de *The Nation* (5/01/98) donne un aperçu de différentes publications américaines, dont *Survival News, Bitch, Collective Action Notes*, etc. (copie à *Echanges*).

♦ Le Cira (Centre international de recherche sur l'anarchisme) lance un appel à toute forme de soutien — financier ou autre — pour surmonter les difficultés présentes dans l'accomplissement de la tâche entreprise (BP 40, 13382 Marseille cedex 13 — pour recevoir une lettre circulaire).

À PROPOS DE LA RÉVOLUTION RUSSE

♦ On ne sait trop pourquoi tout l'éventail des adeptes des nombreuses sectes du léninisme et leurs épigones ont cru bon de donner un lustre particulier à la célébration du 80e anniversaire de la révolution de 1917.

Peut-être pour s'y accrocher comme à une bouée de sauvetage : on renonce à recenser toutes les positions, depuis le soutien inconditionnel à feu l'URSS et aux quelques Etats qui, de par le monde, gardent encore la même façade idéologique, ou bien au stalinisme, ou bien au trotskysme, ou bien au léninisme, etc.

♦ Parmi ceux-ci, *La Forge* (12/97), *Coordination* n° 51 (13 octobre 1997), *Pouvoir Ouvrier* n° 45 (nov.-déc. 1997) : « Lénine et la naissance du bolchevisme ».

♦ D'une manière beaucoup plus approfondie, *Aufheben* (n° 6, automne 1997) reprend ce thème de l'ex-URSS, mais sous une forme quelque peu polémique, avec les zélateurs divers du trotskysme, du léninisme et du capitalisme d'Etat. On peut se demander si les auteurs des trois textes n'essaient pas de s'évader — sans y parvenir réellement — des analyses qu'ils ont pu développer antérieurement. Car, après avoir lu ces textes, on a l'impression qu'ils s'arrêtent en chemin :

« What was the URSS ? Towards a theory of the deformation of value under state capitalism » ;

« Trotsky's theorie of the Soviet Union as a degenerated worker's state » ;

« The Theory of the URSS as a form of state capitalism within Trotskysm ».

♦ Dans *La Forge*, n° 372, février 1998 : « Ce que le Manifeste nous inspire aujourd'hui ».

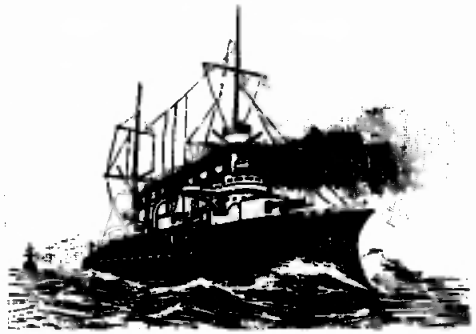
♦ De son côté, *Le Monde libertaire* (hors série n° 9, décembre 1997) tire « Les leçons d'Octobre — à propos des 80 ans de la révolution russe ».

♦ *Balance* (n° 5, octobre 1997) annonce la parution en castillan du livre d'Herman Gorter *Respuesta a Lenin*. (Ediciones Jalones, Apartado de correos, 08080 Barcelone). *Réponse à Lénine* est toujours disponible en fançais chez Spartacus (ou à *Echanges*) avec deux textes de Pannekoek et deux notes de Serge Briclaner, l'une sur le KAPD, l'autre replaçant la lettre dans son contexte historique.

♦ On renonce à reprendre le déluge de propagande et

pitolHill/3843/dochome.html]. Mais je me demande si la logique de H. S. ne repose pas toujours sur le fait de privilégier le travail(leur) salarié sur le travail(leur) non salarié. Ceci découle du passage suivant de son texte : "La lutte de classe est la lutte des travailleurs avant tout sur leur lieu de travail, une lutte qui menace pour un moment la possibilité d'exploiter leur travail et d'extraire la plus-value. Si cette possibilité de pression contre l'employeur n'existe pas, une lutte peut être la lutte d'une classe et d'un tas de gens s'identifiant eux-mêmes avec le combat contre le système capitaliste,mais qui ne disposent d'aucun moyen spécial de pression au cœur de l'exploitation du travail. Ainsi, cette lutte peut devenir un substitut à la lutte des travailleurs contre leur employeur sur le lieu de travail, mais en aucune façon n'est une menace contre l'exploitation du travail. Ce qui ne signifie pas qu'un tel substitut puisse avoir par sa dimension et sa durée un certain impact politique, mais c'est une autre question avec encore plus de questions, par exemple, sur le rôle d'une avant-garde de militants dans la véritable lutte de classe."

» D'après ce que je crois comprendre du conflit, je suis le point de vue de H. S. sur l'absence en Grande-Bretagne de luttes de solidarité de groupes de travailleurs salariés dans des secteurs semblables ou connexes de celui des dockers.



» Mais à lire les écrits d'Anne Gray et Les Levidov lors de la seconde rencontre sur la composition de classe en Grande-Bretagne aujourd'hui *[http://www.geocities.com/CapitolHill/3849/fhuman-paper.html]* et dans celui de Gra sur une action particulière dans les docks, j'ai l'impression distincte que les connexions avec le mouvement Reclaim the Streets furent importantes, tangibles, pourtant au-delà de la logique du "lieu de travail" au sens utilisé par H. S. ("le cœur de l'exploitation", sans doute à cause de la production directe de plus-value).

» Et ceci à mettre en parallèle avec les luttes contre la Poll Tax, l'autoroute M 11 et le Criminal Justice Act — dont on peut trouver des interprétations intéressantes sur le site d'Aufheben *[http://jefferson.village.Virginia.EDU/-spoons/aut html/aufledit.htm]*.

» Toutes ces luttes sont-elles surestimées, comme se déroulant hors de tels "lieux de travail" ?

Steve
février 1998 »

ONT suivi sur cette observation deux commentaires de P. M. : « Juste un commentaire sur le texte de Steve, car je suis d'accord avec l'analyse de H. S. Ce n'est pas H. S. qui "privilégie" le lieu de travail, mais le système social existant. C'est juste un fait que c'est là où les travailleurs disposent d'un pouvoir. Comme le dit H. S. dans le passage cité par Steve, la lutte de classe peut aller partout, dans les rues, à la maison, sur le téléphone, mais c'est seulement la possibilité de stopper l'accumulation du capital — en arrêtant le travail et potentiellement de contrôler le procès de production et de distribution des biens — qui donne à la classe ouvrière un

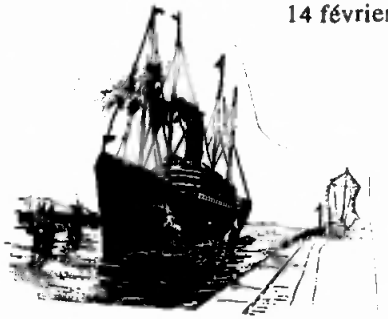
pouvoir social. Comme l'histoire de Liverpool le montre, quelles que soient les manifestations de solidarité, les messages sur Internet, ou les actions de soutien symboliques de toutes sortes.

» Sur un autre point, après avoir relu le texte de Steve : à mon avis, il ne s'ensuit pas de ce que j'ai dit que les autres sortes de luttes sont à côté de la plaque, mal orientées, etc. Chaque lutte est ce qu'elle est et, pour parler en général, pour le mieux. Quelquefois, le mieux peut être acquis seulement par des poursuites judiciaires, loin du lieu de travail.

» Le point de vue de H. S. — et je suis d'accord — concerne une lutte particulière. C'est la lutte sur un lieu de travail et c'était une escarmouche dans une guerre sérieuse concernant la réorganisation des conditions d'exploitation aujourd'hui. Etant donnée l'importance de l'issue de cette lutte pour les employeurs et l'Etat, seule l'utilisation du pouvoir sur le lieu de travail pouvait apporter une aide quelconque. Je suis H. S. lorsqu'il souligne les limites de la solidarité qui ne s'étend pas à se mettre en grève malgré les accords syndicaux et la loi. Son autre point principal de discussion est que l'on n'a pas à être choqué par la "trahison" des syndicats, le point n'est pas de savoir ce que font ou non les syndicats, mais ce que font ou non les travailleurs.

P.M.

14 février 1998 »



CHRONIQUE D'UNE
La dernière grève des

Si les deux premières de routiers, en 1992 et 1996, furent d'une certaine façon des grèves spontanées et virent la constitution de formes d'organisation de base, la dernière a été bien encadrée et contrôlée par les syndicats. Le 3 octobre, tous (CFDT, CGT, FO, CFTC) sont assez prévoyants pour informer les entreprises tributaires des transports routiers qu'ils organiseront « une action longue et dure »

LA France a connu récemment trois grèves nationales des routiers en 1992 (20 juin-2 juillet), 1996 (18 novembre-30 novembre) et la dernière, dont nous allons parler, en novembre 1997 (pour les deux premières, voir Echanges n° 73, p. 21 et n° 83, p. 3) Toutes ces grèves ont utilisé les mêmes armes : bloquer (illégalement) les routes principales et quelques objectifs vitaux (comme les raffineries ou les dépôts pétroliers) . Pourtant elles furent très différentes. Les deux premières furent d'une certaine façon des grèves spontanées et virent la constitution de formes d'organisation de base ; même si les centrales syndicales purent jouer leur rôle habituel, elle ne purent le faire qu'au prix de grandes difficultés, matérialisées par des accords complexes avec les syndicats patronaux, comportant assez de concessions et de promesses pour faire accepter aux grévistes une reprise du travail et

rapports sociaux, explique du même coup pourquoi il ne pouvait en être autrement... En l'occurrence, c'était l'illusion consistant à voir dans la révolution russe la première étape de la révolution mondiale, appelée à libérer du capitalisme le prolétariat dans son ensemble : son expression théorique fut la légende du marxisme. »

Alors, *Présence marxiste* ou *Présence léniniste* ?

On pourrait poursuivre la citation de Pannekoek et aborder de manière plus approfondie la question de la théorie et inverser la formule « Sans mouvement révolutionnaire, pas de théorie révolutionnaire », ce qui à coup sûr serait marxiste et pas du tout léniniste.

Le débat — pas nouveau — reste ouvert , mais dans ce cadre, cela nous entraînerait trop loin et vaudrait plus que quelques colonnes.

Signalons donc seulement le contenu des premiers numéros de *Présence marxiste :*

— n° 1, octobre 1997, Sur la Russie et la révolution d'octobre, Sur Staline, Lénine, Revue du livre *Le Populisme* (Atelier communiste libertaire, mars 1995) ;

— n° 2, A propos de l'Espagne 36, Sur l'Izquierda communista, ce que pensait L. Trotsky en 1930 de l'Espagne, Revue de livres : *1936-39, Révolution espagnole, un bilan critique* (Syndicat Education CNT de Seine St Denis), *La Pensée de Che Guevara* (M. Löwy, Syllepse) ;

Gracchus Babeuf, *La Conjuration des Egaux*

— n° 3, février 1998, Capitalisme et colonialisme hollandais, Herman Gorter et Quelques aspects de la politique de H. Gorter, H. Roland-Holst du Socialisme au mysticisme, A. Pannekoek, Parti et Conseils ouvriers (nous reviendrons sur cette caricature partisane de la pensée et des positions de Pannekoek), K. Kautsky, Adieu à S. Bricianer, Deux faussaires : Badia et Broué, Critiques de livres : *L'Age de l'ersatz*, de W. Morris et *Le Livre Noir, celui du communisme ou de l'industrialisme, L'odieuse croisade démocratique*.

(R. Camoin, Tour 2, Appt 82, 4, rue de la Marne, 94700 Maisons-Alfort).

(Rappelons que R. Camoin anima autrefois les *Cahiers du communisme de conseils* et publia de nombreux textes de ce courant).

♦ *Théorie communiste* n° 14, décembre 1997, offre en quelque sorte un développement des considérations ci-dessus dans « L'affirmation théorique du communisme », qui complète les développements sur le démocratisme radical.

♦ *Invariance* (octobre 1997, série V, n° 1). Dire voir dire,de la vie — Forme, réalité, Effectivité, virtualité.

♦ Victim Hood : *Un regard sur l'industrie des abus sexuels*, écrit dans l'esprit politique de l'ancien groupe Solidarity (Solidarity, 123 Lathom Road, London E 6 2 EA). (copie à *Echanges*)

♦ *APAC-Info*, novembre-décembre 1997 : Dossier de presse sur les émeutes dans la banlieue de Bruxelles suite à l'assassinat d'un jeune par les flics.

Sur le même sujet, longs articles dans *Solidaire* n° 45 et 46, (nov. 1997).

De la même mouvance : *Résistance*, n° 1, mars 1998.

Apac : BP 6, 75462 Paris cedex 10.

♦ *Théorie communiste* n° 14, décembre 1997, donne un exposé historique et thématique de la Gauche germano-hollandaise englobée sous l'étiquette Ultra-gauche, suivi d'un exposé critique ainsi que de la Gauche italienne.

C'est suivi de dix thèses présentées comme le Fondement de la critique des

militant, Corse extérieur jour. (copie à *Echanges*).

♦ En marge du zapatisme : publication prochaine (vers le 15 mai) de *Les Hommes véritables*, de Carlos Lenkersdorf : *Paroles et témoignages des Tojolabales, un peuple du Chiapas* (Ludd, 4, rue Armand-Carrel, 75019 Paris. En souscription 145 F).

♦ *Red and Black Notes*, Cette nouvelle petite publication (voir *Echanges* n° 85, p. 42) canadienne (en anglais) donne à la fois des informations sur les luttes au Canada et des textes plus théoriques, dans ce numéro — hiver 1997/98 —, Quelques remarques sur la réorganisation de la gauche révolutionnaire.

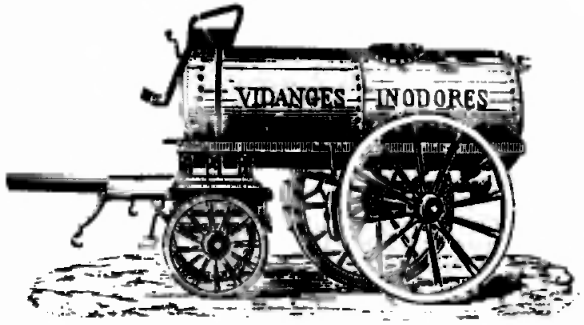
♦ La publication par *Collective Action Notes (CAN)* de la brochure (en anglais) *Communism is the Material Human Commnity, Amadeo Bordiga Today*, par Loren Goldner (disponible à *Echanges*,15 F) a valu une critique sévère de Martin Glaberman (voir *Echanges* 85, p. 41) (copie à *Echanges*).

La brochure de *CAN* était présentée comme suit : « Réduit le plus souvent à une note en bas de page, Amadeo Bordiga fut un des penseurs marxistes les plus originaux de ce siècle. Dans cette brochure, Loren Goldner introduit et présente d'une manière critique les idées et l'influence de Bordiga, observant que "ce qui disparaît aujourd'hui est le long détour étatique dans l'émancipation de la classe ouvrière, qui fut réellement beaucoup plus un substitut d'une révolution bourgeoise pour l'industrialisation de sociétés arriérées qu'ayant à voir avec le socialisme ou le communisme" ».

♦ *Allemagne, de 1800 aux années rouges (1917-1923)* Cette grosse brochure historique de R. Camoin mérite plus que cette mention; mais pour en faire une critique valable, il faudrait quelqu'un de particulièrement averti sur le sujet.

Par ailleurs, R. Camoin a commencé la publication d'une revue, *Présence marxiste*, dont trois numéros sont déjà parus. Ce qui peut intriguer (et peut-être situer le propos de l'animateur de cette publication), c'est la phrase de Lénine citée en exergue de chaque numéro : « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire ». On ne peut qu'opposer à cette couverture idéologique ce qu'écrivait Pannekoek dans *Lénine Philosophe* (Spartacus, p. 103 et suivantes).: « ... Selon une opinion très répandue, le parti bolcheviste était marxiste, et c'est seulement pour des raisons pratiques que Lénine, ce grand savant et leader marxiste, donna à la révolution russe une orientation qui ne correspondait guère à ce que les ouvriers d'Occident appelaient le communisme — prouvant de la sorte son réalisme, sa lucidité de marxiste... Lénine a toujours ignoré ce qu'était le marxisme réel. Rien de plus compréhensible. Il ne connaissait du capitalisme que sa forme coloniale... On ne peut reprocher au bolchevisme russe d'avoir abandonné le marxisme, pour cette bonne raison qu'il n'a jamais été marxiste... Et le marxisme lui-même, quand il dit que les idées théoriques sont déterminées par les nécessités et les

GRÈVE ANNONCÉE
routiers (2 novembre-7 novembre 1997)



Bien que cette deuxième grève ait eu au départ un caractère spontané, en bonne partie hors du contrôle des organisations syndicales, celles-ci réussirent finalement, après des discussions tripartites (avec les syndicats patronaux et le gouvernement), à faire reprendre le travail avec quelques concessions et plus encore de promesses : ce faisant, elles regagnaient une crédibilité auprès des routiers, jusqu'alors très peu syndiqués. Cette irruption des syndicats « ouvriers » reposait en partie sur le rôle qu'ils pourraient jouer pour imposer les nouvelles conditions ainsi négociées.

Car le problème central restait le pouvoir d'une multiplicité de transporteurs routiers de toutes dimensions (depuis les propriétaires de un ou deux camions jusqu'aux grandes compagnies possédant des flottes imposantes), étayé de plus par de puissants constructeurs automobiles et compagnies pétrolières : comment s'y opposer, non seulement nationalement, mais aussi aux échelons européens et/ou internationaux .

Bien sûr, le rapport de force, qui pouvait être favorable aux routiers pendant la grève, basculait immédiatement en faveur des employeurs une fois le travail repris, et cela de deux manières :

— les routiers étaient renvoyés à se battre contre leurs employeurs individuels, une situation qui, étant donné les structures professionnelles (voir les chiffres donnés dans d'abord la levée des barrages routiers. Les deux dernières grèves furent des grèves de routiers salariés, alors que la première n'était pas exactement une grève ouvrière : elle « associait » dans une revendication commune contre l'Etat artisans, petits employeurs et routiers salariés.

Elle eut toutefois pour ces derniers l'énorme avantage de leur montrer leur pouvoir économique dans la vulnérabilité du maillon sous leur contrôle dans le procès production/distribution, c'est-à-dire comment lutter avec une tactique pour une grève efficiente et aussi comment s'organiser nationalement dans un réseau informel de grève utilisant les moyens modernes de communication. La deuxième grève n'avait pas les ambiguïtés de la première : les revendications étaient seulement des revendications ouvrières sur des problèmes étroitement mêlés — les salaires, les conditions de travail et le rôle que pouvait jouer l'Etat pour faire cesser une situation dans laquelle les employeurs ne respectaient en aucune façon le droit du travail et les accords collectifs.

les articles précédents), rendaient pratiquement impossible l'application des « concessions » et un contrôle quelconque, ce qui ramenait les routiers à la situation d'avant la grève ;
— ils avaient perdu en reprenant le travail le réseau organisationnel construit pendant la grève, lequel avait été partiellement récupéré par les syndicats mais évidemment avec une toute autre finalité : une organisation de médiation s'était substitué à une organisation de lutte. Les syndicats pouvaient se présenter comme les protagonistes d'une « victoire » et opposer leur permanence organisationnelle au réseau temporaire de la grève (une tâche relativement aisée, car les routiers sont, de par leur travail, totalement dispersés sur les routes et dans les innombrables entreprises).

Se présenter comme les protagonistes d'une « victoire » et opposer leur permanence organisationnelle au réseau temporaire de la grève était pour les syndicats relativement aisé, car les routiers sont totalement dispersés sur les routes et dans les innombrables entreprises

Dans une telle situation, l'illusion ne pouvait durer longtemps : les promesses restaient des promesses et le sentiment d'impuissance générait la montée d'un mécontentement et d'une volonté d'action. Le changement de majorité pour un gouvernement de gauche social-démocrate — supposé plus proche des travailleurs et plus enclin à utiliser le pouvoir de l'Etat — pouvait aussi entretenir l'illusion que les accords antérieurs pouvaient enfin trouver une application en contraignant les patrons récalcitrants à « respecter » le droit du travail et les accords de fin de grève.

Comme il était aisément prévisible, rien de tout cela ne se passa au cours de l'été et il devint de plus en plus évident que, pas plus qu'un autre, ce gouvernement, dépendant tout autant des groupes capitalistes et de la situation économique globale, n'avait ni le pouvoir, ni la volonté de changer quoi que ce soit à la situation antérieure. Devant la menace d'une nouvelle explosion (encouragée par la même illusion qu'un gouvernement « de gauche » céderait plus facilement à une pression de base) mais dont l'issue incertaine pouvait laisser présager des situations similaires aux précédentes grèves, une grève sauvage avec des formes d'organisations de base et peut être plus radicale.

Les syndicats, notamment la CFDT, ayant gagné quelque peu en influence à la faveur de la grève précédente, et devant prouver que les accords qu'ils avaient signé ne pouvaient rester lettre morte, furent envoyés pour prévenir une telle grève sauvage en organisant une grève contrôlée — une grève annoncée longtemps à l'avance, de telle façon qu'elle soit inefficace en matière de lutte de classe mais, en même temps, qu'elle soit un moyen de pression dans les pourparlers avec le gouvernement et les syndicats patronaux ; du même coup, ils gagnaient aussi un crédit auprès des mêmes employeurs, démontrant éventuellement leur capacité à être des « syndicats responsables ».

On n'a guère de détails sur une com-

.1996). Copie à *Echanges*.
♦ « Krach asiatique. Quand le modèle s'effondra » (*La Forge*, n° 371, janvier 1998).
♦ « La crise du capital mondialisé », *A Contre Courant* n° 91, février 98.
♦ « Indonésie. Perspectives révolutionnaires » (*Against the current*, n° 71, nov.déc 1997) (en anglais, copie à *Echanges*).
♦ Dans *A contre Courant* (n° 86, août 1997) : « Sur la conjoncture ».
♦ *Le Siège de la mondialisation, L'agression contre la démocratie et la prospérité*, par H.P. Martin et H. Schuman, Solin/Actes Sud.

DÉBATS

♦ Dans *A contre courant* (n° 86, 8/97 et 88, 10/97), un débat critique sur les positions d'ACC sur le thème : *A contre courant* ou dans le sens du courant qui rejoint d'une certaine façon les arguments échangés entre anarchistes et marxistes, révolutionnaires et socio-démocrates.
♦ *Le Coquelicot* (n°s 13 et 14) reprend un débat sur : « La CNT, une organisation revendicative ou révolutionnaire ? » paru dans la revue *Débattre* n° 3, d'après une traduction d'un article de Felipe Otrero dans *Cuadernos de Ruedo Iberico*.
♦ *Théorie communiste* (n° 14, décembre 1997) reprend le thème déjà abordé dans le n° 13 sur « Le démocratisme radical : une contre révolution qui nous embarque ».
L'article recense toutes les

organisations diverses impliquées dans les luttes présentes,tous azimuts — dans une marginalisation apparente, un pied dans la légalité ou recherche de légalité, un pied dans un lien parfois ténu avec un engagement révolutionnaire. Mais un tel démocratisme radical proposant un projet alternatif au capital dans une phase critique du système et de ce que *Théorie communiste* présente comme un cycle de luttes n'est-il pas de toutes les époques et sans cesse renaissant à mesure de l'intégration des protagonistes d'hier dans le système capitaliste ?
Un échange de lettres entre Christian C. et Roland S. permet de situer un débat sur l'approche des luttes quotidiennes aussi bien au point de vue de l'interprétation que l'on peut en faire par rapport à la révolution à venir, que du point de vue de notre rapport à celle-ci. Disons clairement que nous nous sentons relativement proches de ce qu'exprime Christian C.

A TRAVERS LES AUTRES REVUES ET PUBLICATIONS

♦ *Comidad* (n° 97, janvier 1998) traduit en italien le texte Solidarité virtuelle (*Echanges* 84, avril-septembre 1997) suivi d'un commentaire critique dont *Comidad* nous a envoyé la traduction en français et dont nous reparlerons.
♦ *Enciclopedic* n° 16-17, août 1997 (en castillan) donne une bibliographie d'ouvrages de tendance anarchiste.
♦ *Ma chandelle est vive, je n'ai pas de dieu*, ça commence comme ça : recueil de textes et témoignages : *Veille de fête dans les montagnes du Sud-Est mexicain, Des relations égalitaires dans l'engagement*

D'AUTRES DISPARITIONS

Jeannine Morel (ex Pelletier), décédée le 22 janvier, fut pendant longtemps une participante d'ICO, puis d'*Echanges*, publications auxquelles elle apporta avec sa modestie et sa serviabilité légendaires, à la fois un siège social et une comptabilité.
Elle avait aussi, toute jeune, pendant la guerre et dans l'immédiat après-guerre, été active d'abord dans des groupes trotskystes (ce qui lui avait valu emprisonnement et internement), puis internationalistes.
Un camarade italien prépare une biographie complète (copie à *Echanges*).

Si certains d'entre nous ont appartenu ou furent proches de Socialisme ou Barbarie, ils n'ont pas suivi pour autant l'évolution de Castoriadis (alias Chaulieu, Coudray, Barjot, Cardan...).
Son décès a valu nombre d'articles et commentaires dans les quotidiens et autres publications plus confidentielles.
Signalons seulement : « Cornélius Castoriadis et Socialisme ou Barbarie dans » *Courant Alternatif* (n° 76, février 1998), « Pour Castoriadis » dans *Alternative libertaire* (n° 61, février 98), et une utile mise au point d'un lecteur (n° 62, mars 98 (copie à *Echanges*), « C. Castoriadis, penseur de l'émancipation », dans *Rouge* (n° 1765, 28/12/97).
Sa disparition coïncide avec la parution d'une thèse universitaire sur le groupe Socialisme ou Barbarie, qui retrace l'histoire de ce groupe (1948-1967) : *Socialisme ou Barbarie, du militantisme au désengagement*, par Philippe Gottraux (Payot). Outre les ouvrages de Castoriadis, Lefort, Souyri, Mothé, Lyotard, dont il est facile de prendre connaissance, signalons des ouvrages moins connus : *Socialisme ou Barbarie Anthologie* (éditions Acratie), qui contient les textes des autres participants de ce groupe (notamment sur la lutte de classe) et différents entretiens réalisés par un groupe de Caen, *Anti-Mythes*, (APL Basse Normandie) en 1974/75 avec Castoriadis, Lefort, Mothé et Simon (photocopies à *Echanges* contre 10 F chaque).
Blackwell Publishers annonce la publication en anglais de *The Castoriadis Reader* et Polity Press de *The Imaginary Institution of Society* en livre de poche.
Aussi une page avec une touche plus personnelle dans *Combat Syndicaliste* n° 158 - janvier-février 98.

A propos de Serge Bricianer (voir *Echanges* n° 84, p. 66, et n° 85, p. 44) : Plusieurs notes biographiques viennent heureusement compléter ce que nous avions brièvement écrit : dans *L'Oiseau Tempête* (n° 2) et dans *Présence marxiste* (n° 1). De même (en castillan) dans *Etcetera* (n° 30, décembre 97).

Nous avions également mentionné (*Echanges* n° 85, p. 45) la parution d'un petit ouvrage de Van Ngo sur Maximilien Rubel. Ce texte est inclus dans un recueil d'autres témoignages : *Avec Maximilien Rubel... Combats pour Marx* (demander à *Echanges*, 20 F). Reçu aussi une note de deux pages apportant quelques précisions sur l'activité de M. Rubel (copie à *Echanges*).

mission nationale réunie à la fin de septembre 1997 pour voir comment résoudre le « problème », le problème complexe des articulations temps de travail/rémunérations, petites entreprises/gros transporteurs, contrôle effectif des dispositions légales /infractions constantes à celles-ci, etc. La force des grèves précédentes résidait dans le fait qu'elles vinrent par surprise et pouvaient ainsi avoir un effet maximum sur l'économie du pays (les inconvénients pour les particuliers pouvaient être considérés comme minimaux, même si une propagande politique essayait une attaque des grévistes sur le plan de la popularité de la grève). Cette fois-ci, tout allait être différent.

Le 3 octobre, tous les syndicats (CFDT, CGT, FO, CFTC) sont assez prévoyants pour informer toutes les entreprises, pratiquement sans exception, tributaires des transports routiers qu'ils organiseront « une action longue et dure » si un accord sur les salaires n'est pas signé avant le 2 novembre. Cela donne aux entreprises un mois pour « s'organiser » de telle façon que l'effet de la grève soit minimal.

Il n'est pas utile de décrire ce que fut ce mois de discussions, dans une sorte de psychodrame entre, d'un côté, les syndicats « ouvriers » et patronaux, de l'autre le gouvernement. Le 31 octobre, un accord sur salaires et temps de travail est signé alors que le gouvernement promet de recruter cinquante inspecteurs pour « faire appliquer la loi ». Mais la base refuse cet accord et décide de se mettre en grève pour le 2 novembre. Si la grève peut ainsi paraître plus ou moins spontanée, elle a été néanmoins « prévue » des deux côtés. Du côté du patronat, les grosses entreprises de transports ont adressé, quelques jours auparavant, des fax à la plupart de leurs clients, pour dire qu'ils ne feront pas de livraisons dans les premiers jours de novembre ; effectivement un certain nombre laisseront leurs camions au repos dans les dépôts.

Toujours du côté des entreprises, les dirigeants des entreprises tributaires des transports, notamment les supermarchés, les usines d'automobile, etc. ont accéléré les livraisons dans la semaine précédente, pour ne pas se trouver en rupture de stock. De même, les transporteurs étrangers s'étaient organisés pour ne pas voir leurs camions longtemps bloqués comme précédemment. On verra, au cours de la grève, que des transporteurs avaient organisé sur des routes secondaires des caravanes de camions légers et que d'autres avaient aussi prévu d'utiliser ces camionnettes légères pour bénéficier des barrages filtrants, c'est-à-dire ne bloquant que les poids lourds. Ainsi, avant même qu'elle n'éclate, la grève était émasculée par le jeu conjoint des syndicats et des entreprises.

Bien plus, il semble qu'il y eut deux sortes de barrages, ceux plus ou moins partis de la base et ceux « organisés » par des militants syndicaux, même parfois non rou-

tiers, une partie avec des voitures individuelles. C'est ainsi que le 4 novembre on peut dénombrer 140 barrages et le 5 190 le matin mais qui ne seront plus que 153 le soir ; sur ce total, 29 seulement seront des barrages bloquant tout — non filtrant — ; leur nombre va osciller autour de 150 les jours suivants (il y en eut presque 300 en 1996). Il est difficile de dire si les barrages qui s'établissent dans des postes frontières, ou dans la région parisienne ou dans les ports transmanche ont enfreint des promesses faites par les syndicats, mais ils furent les seuls à être débloqués rapidement par les flics. Il semble aussi qu'une bonne part des barrages furent sous le contrôle de la CFDT (qui, revendiquant 15 000 adhérents, regroupe 0,3% des routiers — suffisamment pour revendiquer les barrages) avec une concession « démocratique » sous la forme de « comités de barrages » et quelques-uns par la CGT.

Les entreprises travaillant à flux tendu, échaudées par ces grèves de routiers à répétition et aussi par les embarras de circulation, contraignent leurs sous-traitants à s'installer tout près, voire à l'intérieur, de l'usine mère

La CFDT reconnaîtra que la mobilisation était plus faible que dans les grèves de routiers précédentes et que certains ne comportaient qu'un petit nombre de camions, ce qui peut s'expliquer par le faible nombre de participants à la grève et dans le fait, déjà signalé, que bien moins de camions circulaient.

Pendant ce temps, dans une certaine avalanche médiatique et un psychodrame tenant les grévistes en haleine autour de pseudo-divisions patronales et syndicales, les discussions continuaient. Un accord fut atteint le 8 novembre : il instituait un salaire mensuel professionnel garanti et des augmentations différenciées oscillant entre 1,4 % et 6 %, une partie de la hausse due à ce salaire garanti théorique ne se répercutant pas sur le salaire réel (voir ci-contre) : les chiffres que l'on pouvait avoir variaient ; 7 735 francs mensuels, plus 460 de primes et 3 985 de frais de route, pour un temps de travail moyen de 56 h 30 dont 35 heures de conduite par semaine ; des promesses d'atteindre un salaire de 10 000 francs pour 200 heures mensuelles en l'an 2000, la retraite à cinquante-cinq ans en 1996 pour 5 000 routiers (sur 340 000 concernés).

D'autres discussions devaient continuer, notamment autour des promesses du gouvernement pour un meilleur contrôle. L'opposition des autres syndicats — FO et la CGT — ne changèrent que peu les conséquences des positions de la CFDT, satisfaite de cet accord et qui s'empressa de « consulter » ses neuf syndicats locaux et les quelque 100 barrages qu'elle contrôlait, et d'obtenir des « votes » pour la fin de la grève ; dès le 8 novembre au soir, la plupart des barrages étaient disloqués. Les oubliés de cet accord, les chauffeurs des transports publics de voyageurs, devront dans le mois qui suivra entamer dans nombre de villes importantes des grèves locales pour obtenir une partie des augmentations accordées aux routiers.

Trois semaines après la grève de mai 1996, le patron d'une grosse entreprise de transport avait déclaré : « Pour nous, le

DOCUMENTS

EN FRANCE

Les grèves des nettoyeurs (du métro parisien et d'ailleurs) tiennent une place privilégiée à bien des titres dans les publications « ultra gauche » : c'est qu'il s'agit d'une catégorie de travailleurs, pour une bonne part émigrés, surexploités dans leur précarité ; d'un patronat avide de profits sur des marchés de sous-traitance arrachés de haute lutte ; d'entreprises apparemment petites, en réalité filiales de grands groupes capitalistes œuvrant dans l'hygiène publique (Lyonnaise des Eaux, etc.) ; du fait que ces travailleurs restent ignorés des grandes centrales syndicales et, en quelque sorte, se trouvent relayés par les marginaux du syndicalisme (CNT, SUD, etc.) et par les groupes politiques néo-léninistes à la recherche d'un prolétariat mythique. Les travailleurs du nettoyage doivent effectivement lutter durement pour faire valoir un minimum de droits.
(*La Forge*, n° 370, 12/97, *Alternative Libertaire* 2/98, n° 61, Courant Alternatif n° 76, février 98).

DE NOUVEAU, DES APPELS À DES REGROUPEMENTS

◆ Peut-on sauver les GSED ? (Groupes de salariés pour l'économie distributive).
L'organe de ces groupes, *L'Intersyndicaliste*, publie un article qui, partant de leur situation présente, lance un appel à différents courants — dont *Echanges* — et les différentes tendances de l'économie distributive pour un effort de clarification et de regroupement.
L'auteur, D. Kessous, tout en reconnaissant que c'est un gros travail en perspective, n'aborde pas pourtant les raisons matérialistes de tels regroupements qui ne dépendent nullement des bonnes volontés secondées par de louables efforts, mais du mouvement de lutte de classe lui-même qui impose le dépassement des particularismes et la révision des positions théoriques tranchées pour répondre à ses propres nécessités objectives de développement. La discussion peut n'être pas inutile, mais ce serait illusoire de considérer qu'elle seule peut produire un dépassement d'une situation qu'il ne sert à rien de déplorer.

À PROPOS DE LA CRISE MONDIALE DU CAPITAL

◆ « Les racines de la crise capitaliste. Pourquoi l'effondrement de l'économie mondiale est inévitable », troisième partie : « Du déclin à l'effondrement » (dans *Perspectives Internationalistes*, automne 1997, n° 32/33). Dans ce même numéro : « Valeur, décadence et technologie. 12 thèses ».
◆ « L'autre visage du modèle hollandais. La Gauche » (n° 21-22, nov

la « ruralité » peut être remplacée avantageusement par une explication par la crise sociale, crise sociale qui ne serait que l'expression locale de la crise mondiale du capitalisme.

La difficulté, là encore, c'est que l'intérêt de ceux qui veulent la modernisation capitaliste de l'Algérie est plutôt l'arrêt d'une guerre civile qui rend chaotiques la production et l'échange des marchandises. Cet affaiblissement de la domination sociale a eu des conséquences contradictoires : d'un côté, on a pu ainsi voir dans les premiers temps, devant l'incertitude du lendemain, dans la population « urbaine moderne » une prolifération de fêtes ; d'un autre côté, le ralliement à l'islamisme n'est pas le fait de seuls ruraux « arriérés », ou d'urbains vivant dans la misère, mais aussi de membres de la classe dirigeante, partisans d'une modernisation capitaliste de l'Algérie, et voyant dans un Etat islamique le moyen d'assurer les conditions de domination sociale permettant au salariat et au marché de se développer.

Il y a une logique de la terreur qui s'exprime, et qui est le fruit non de la puissance du fanatisme religieux ou de la dictature au pouvoir, mais tout au contraire de leur faiblesse. Mais cette logique n'est pas une rationalité au sens d'une raison d'être, ce serait plutôt de ce point de vue l'irrationalité même.

Les deux interprétations les plus répandues, celles dont nous sommes partis, sont l'ombre de la réalité d'une guerre civile où l'on veut imposer à chaque Algérien de choisir son camp.

Rien ne pourra expliquer « pourquoi » on en est venu à de tels massacres. On peut en faire a posteriori l'histoire, cela ne nous dira jamais la « cause » de ces massacres. Des massacres sans cause, dans les deux sens du mot : raison d'être d'une part, juste ou injuste cause d'autre part. Seulement la tragédie. Et, pendant les massacres, la vie qui, en dépit de tout, continue.

Car si des Algériens se sentent abandonnés dans le malheur le plus grand, beaucoup aussi pensent qu'on oublie qu'ils sont à l'instant présent encore vivants. Primo Levi écrivait (à propos des camps d'extermination nazis !) : « Il n'y a pas de malheur absolu », et montrait la capacité des hommes au sein de la pire détresse à s'émerveiller de l'arrivée du printemps. L'horreur, ce n'est pas que l'horreur soit absolue, que les hommes cessent d'être des hommes, mais qu'ils continuent à être des hommes, à vivre au sein même de l'horreur.

On fait endosser aux Algériens un nouveau rôle : après (ou à côté de) celui de l'envahisseur menaçant, ils sont réhabilités sous la figure du martyre, et sont instrumentalisés par ceux qui font commerce de la souffrance humaine.

Je me souviens d'un Algérois, à qui on demandait comment il vivait tout cela, répondre par la lecture de ces quelques mots :

« J'aime la vie

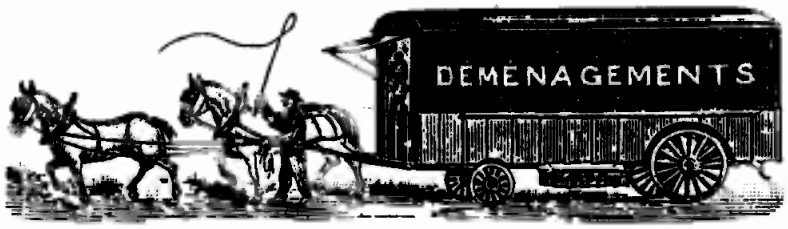
Je ne veux pas troquer une part de maintenant pour une part fictive de demain, je ne veux céder rien du présent pour le vent de l'avenir.

Il n'y a pas de Paradis futur, il n'y a pas d'avenir, il n'y a que le présent. »

J. C.

contrat de progrès est une opportunité pour optimiser notre organisation et nos performances. Les mastodontes du secteur ont les moyens de conjuguer le respect de la légalité et la rentabilité » (ils ont en effet la possibilité de réduire les temps de repos des camions et de n'en faire rouler aucun à vide).

Finalement, la grève « annoncée » et bien contrôlée n'aura servi qu'à anticiper une adaptation de la profession dans l'intérêt des gros transporteurs. On peut penser que les deux premières grèves ont permis de montrer le potentiel de lutte dans un secteur du capital particulièrement vulnérable et la possibilité pour la base de s'organiser hors des contrôles syndicaux.



Mais, sous le capital, toute action de classe révélant une faiblesse du système suscite inévitablement la mise en place de dispositions permettant de prévenir le retour de situations semblables. Cette grève clamée par anticipation et bien contrôlée a eu précisément ce double effet : de contraindre les dirigeants de l'économie à introduire une certaine flexibilité dans production et distribution à flux tendus, de mettre en place les formes syndicales d'encadrement destinées à prévenir les luttes ou du moins à les rendre inefficaces, le temps de concocter des accords mettant fin à la grève (ce que Poletti, leader FO des routiers, traduira par : « Nous n'avons pas le droit de faire n'importe quoi avec des actions *desperados*, même si je comprends que certains aient envie d'en découdre maintenant »).

Cette dernière grève a parfaitement répondu à cette attente. Il est bien certain que les routiers ne sont pas dupes : les nouveaux conflits qui pourront surgir devront précisément surmonter ces obstacles dressés ainsi pour contrer l'efficacité de leur grève et son auto organisation.

D'une manière plus globale, au-delà des avantages tirés d'une concentration dans le secteur du transport routier, on peut dire que néanmoins ces grèves, en contraignant les entreprises à, par exemple, accroître leurs stocks, ont finalement une influence sur le profit. Et les entreprises travaillant à flux tendu, échaudées par ces grèves de routiers à répétition et aussi par les embarras de circulation causés par l'essor énorme du transport routier, changent l'organisation du procès de production en contraignant leurs sous-traitant à s'installer tout près de l'usine mère, voire à l'intérieur même ; d'autres, pour les mêmes raisons, retournent à l'usage du chemin de fer, abandonné en raison de la flexibilité du transport routier.

Ainsi le développement anarchique du système et la lutte de classe qui en découle créent les conditions d'une modification du procès de production, et un retour à des formes antérieures modernisées mais qui avaient été abandonnées en partie à cause de la lutte de classe.

H. S.
février 1998

DOCUMENTATION

ÉTATS-UNIS

◆ « A few notes on the lock down of Baltimore » (*Claustrophobia* n° 18, été 97).

◆ *Border Town* (Curtis Price) : une histoire courte montrant la condition des enfants dans les ghettos américains (en anglais, copie à *Echanges*).

◆ Revue du livre *Hell's Corner* — Une année dans la vie d'une cité, par Simon Burns (Broadway's Books) (copie de la revue à *Echanges*).

◆ Dans le n° 85, p. 61, nous avions publié une critique du livre paru aux Etats-Unis : *We can change the World. The Real Meaning of Every Day Life*, par David G. Stratman (sous le titre « Chine », bien que cet ouvrage traite d'un sujet beaucoup plus vaste — la révolution-).
Ce livre est en quelque sorte la bible d'un groupe qui essaie de se constituer sous l'étiquette « New Democracy ». *Discussion Bulletin* publie tout un échange de correspondance à propos des idées de ce groupe, notamment dans ses numéros 84, 85 et 86 (1997).

ZAÏRE

◆ Les publications peu ou prou maoïstes ou tiers-mondistes voient dans la « victoire » de Kabila un remake plus ou moins rassis du castrisme ou d'on ne sait quelle « démocratie populaire » (des publications comme *Solidaire*, en Belgique, approchent ainsi le délire dans leur apologie de Kabila). Ils accrochent leurs oripeaux idéologiques, sous-produits du léninisme, à n'importe quel porte-manteau national sans se soucier de l'ossature qui le soutient. Le Zaïre en est le dernier exemple : on ne sait pas trop si le fait d'avoir, il y a des années, reçu Che Guevara aux fin fond de la région des Grands Lacs vaut à Kabila et à son régime dictatorial ces hommages immérités. Même si l'on écarte les trop évidents soutiens accordés par les multinationales américaines, avides d'exploiter les richesses minières du Katanga, ou les manipulations en coulisse dans la compétition impérialiste pour le contrôle des matières premières africaines, le régime Kabila n'en est pas moins rien d'autre — repeint d'une autre couleur — que le système précédent de Mobutu ou que tout autre régime promu à une tâche de « maintien de l'ordre » pour garantir la domination mondiale du capital. Comme le souligne *Le Prolétaire* (n° 441, juillet-août, septembre 97), « La chute de Mobutu n'est pas encore la victoire des exploités » (voir *Echanges* n° 84, p. 42 ; voir aussi un article du *Monde* du 10 janvier 1998 : « Les géants miniers sud-africains reviennent en force au Congo-Kinshasa »).

AFRIQUE DU SUD

◆ *New Socialist* (Box 167, College St, Toronto, Out. MST 1RS, Canada) pose la question : « Afrique du Sud : est-ce que la révolution est finie ? » dans un article écrit par un universitaire d'Afrique du Sud (copie à *Echanges*). Comme s'il y avait eu une révolution dans ce pays...

avoir : on se retrouve dans un camp ou dans l'autre par hasard. La conscience (l'idéologie si l'on préfère) n'est pas la cause de cette guerre civile.

Quelle en serait alors la cause ? La crise sociale a provoqué l'explosion de 1989. Le courant islamiste a su s'implanter dans les milieux populaires les plus touchés par la crise. Il faudrait décrire comment cette implantation s'est faite. Il faudrait, entre autres, considérer l'aide matérielle apportée par les groupes islamistes aux plus pauvres grâce aux moyens matériels fournis par des Etats musulmans ; se demander si le retour aux principes religieux n'exprime pas la souffrance de populations rurales se retrouvant plongées dans la misère des villes, et regrettant un temps passé dont les vertus imaginaires seraient celles d'une société musulmane respectant ses préceptes fondateurs ; ne pas oublier que l'Algérie est déjà un Etat musulman, et que la collaboration de l'armée, des gouvernements divers, avec les « frères musulmans » ne date pas de la transformation de ces « frères musulmans » en « islamistes », en « fondamentalistes », et qu'en matière religieuse le gouvernement actuel applique déjà une bonne partie du projet islamiste

***

Mais on peut aussi s'interroger sur la thèse de l'article cité : celle de la « ruralité ». Une telle horreur proviendrait d'une sorte d'arriération d'une société rurale. Un premier doute sur cette thèse provient du constat évident que la société industrielle, la société « urbaine » a réussi à surpasser en horreur la ruralité antérieure. Mais il s'agit d'expliquer par la ruralité non de l'horreur en général (comme de l'extermination massive de populations), mais la spécificité de cette horreur-là, en Algérie. Il est vrai que le contexte rural est souvent présent dans ces massacres. Toutefois, un examen plus attentif montre une situation plus ambiguë. Car les villes, gros bourgs, villages de la Mitidja qui ont été les lieux les mieux connus pour ces horreurs, s'ils sont bien d'anciens villages agricoles, abritent une population qui travaille plus souvent à la ville — Alger principalement — qu'à la campagne — de plus, cette population doit être majoritairement sans travail. D'autre part, l'origine rurale des maquisards est rien moins qu'évidente : il y a beaucoup de chances qu'ils se recrutent en bonne partie parmi les jeunes sans travail des villes ; or, ces jeunes, s'ils sont souvent le produit d'un exode rural vers la ville, relèvent plus d'une culture urbaine de déshérités que d'une culture rurale mythique.

La vertu propre à toute interprétation est d'être retournable en son contraire. L'interprétation par le fanatisme religieux se retourne en une explication par le complot politique. L'interprétation par la « ruralité » peut être remplacée avantageusement par une explication par la crise sociale

La vertu propre à toute interprétation est d'être immédiatement retournable en son contraire. L'interprétation par le fanatisme religieux se retourne en une explication par le complot politique. L'interprétation par

elle a toujours servi de justification au pire. Accessoirement, indignation et morale ne sont pas sans « intérêt ». Dans « L'Algérie et la stratégie du charognard », un réalisateur algérien de télévision écrit (*Libération* du 14 janvier) : « Je sais que le malheur de l'Algérie fera le bonheur de ceux qui, depuis une vingtaine d'années se sont érigées en "consciences morales" en France. Mon petit doigt me dit que, dans peu de temps, après la Somalie, le Rwanda, le meilleur *placement médiatique* pour tous les charognards de l'actualité va être l'Algérie. »

POUR être honnête, il faut reconnaître que nos intellectuels et politiciens ont trouvé une critique à faire au gouvernement algérien : celle de ne pas être capable de défendre les civils.

L'auteur de l'article écrit : « Lorsqu'un général algérien, récemment, affirma ne pas être en mesure de mettre une sentinelle devant chaque maison, tout le monde se gaussa de lui. Pourtant, il exprimait le problème de base de toute guerre civile : l'incapacité de chaque camp à contrôler la totalité du territoire — villages près des casernes inclus ! ». Cette description nous paraît plus vraisemblable que la thèse d'un gouvernement laissant faire les massacres pour des raisons plus ou moins machiavéliques. Même si la manipulation est consubstantielle au fonctionnement de l'Etat, on peut se demander si l'intérêt d'un Etat n'est pas plutôt de prouver sa capacité à maintenir l'ordre : la multiplication des massacres dus aux islamistes et l'incapacité de s'y opposer ont plutôt comme effet d'affaiblir l'Etat et le gouvernement algériens. C'est d'ailleurs bien là ce que signifie « la » « critique » adressée au gouvernement algérien : d'être incapable d'assumer le fonctionnement légitime de l'Etat.

Sur l'inertie des casernes proches des villages menacés, quelques informations directes montrent que les appelés vivent dans la peur, peur de l'attaque nocturne de la caserne (peur aussi pendant les permissions, et après la fin de leur service d'être tués pour avoir accepté de faire leur service militaire ; une bonne partie des maquis islamistes est constituée de jeunes qui ont préféré fuir le service militaire). Quand aux professionnels, militaires et policiers, ils préfèrent faire du ratissage où la supériorité de leur armement leur permet espérer en réchapper, plutôt que d'aller de nuit dans des villages plongés dans le noir, et se retrouver au corps à corps dans des ruelles et des maisons où la mort peut venir de n'importe où. Nos intellectuels, qui, fièrement, appellent les militaires et policiers à se faire tuer pour défendre les civils, devraient comprendre que la peur n'épargne pas ce qu'il reste d'humain chez un militaire ou un policier, et qu'il préfère, comme tout un chacun, tuer plutôt que d'être tué.

Cette incapacité pour chaque camp à contrôler la totalité du territoire est une des sources de la pratique généralisée de la terreur. La critique de nos belles consciences revient à appeler l'armée et la police algérienne à multiplier ses propres exactions.

L'UNE des remarques les plus intéressantes de l'article est la suivante : « L'adhésion individuelle à un groupe de guérilla ou à un groupe paramilitaire peut être favorisée par l'intervention d'un parti politique, mais n'est pas le résultat d'un choix politique ou idéologique conscient. Etre membre du GIA ou "patriote" (comme durant la guerre d'Algérie, l'on était harki ou moudjahid) est souvent l'aboutissement de conflits locaux ou d'affrontements familiaux ou personnels. » Cela correspond aux quelques informations directes qu'on peut

Au point que la question essentielle reste : Qui a mis fin à l'apartheid ethnique (l'apartheid social restant solidement en place) : la lutte des Noirs (qui continue — socialement et en partie racialement) ou les impératifs capitalistes des multinationales, principalement minières ?

L'article parle d'émergence d'une « alternative socialiste ». C'est aussi le programme d'une conférence internationale qui s'est tenue en Afrique du Sud en décembre 1997. La présentation du programme de cette rencontre dans un *Bulletin* n° 1 « On the eve of the year 2000 : stop capitalist barbarism, prepare the socialist alternative » (ce bulletin existe en anglais, espagnol, italien et français : Alliance for Workers' Liberty, PO Box 823,London SE 15 4 NA).

C'est en fait une tentative de reconstituer une internationale, en amalgamant des luttes très diverses du monde entier : étant donné le fort relent de léninisme qui se dégage de ces lignes, on peut se demander si, malgré des réserves de toutes sortes sur les vieilles organisations « ouvrières » bien connues et l'appel à un œcuménisme des « courants révolutionnaires et libertaires », il ne s'agit pas de la tentative de promouvoir à l'échelle mondiale cette « démocratie radicale » dont parle *Théorie Communiste*. Les programmes suggérés

pour cette « alternative socialiste » ne dépareraient pas dans n'importe quelle social-démocratie bon teint.

♦ Dans *Echanges* n° 84, p. 44, nous avions parlé d'une publication « Lessons of Azikwelwa » et d'un autre ouvrage maintenant paru, *The Big Sell Out* (critique de la politique de collaboration de classe de l'ANC et du Parti communiste d'Afrique du Sud) (Nakong y a Rena, PO Box 3671, London E 12 DX). (Copie de la présentation en anglais de ces deux ouvrages à *Echanges.)*

♦ « South Africa : State Labour and the Politics of Reconstruction », article de R. Fine et G. Van Wyk dans *Capital and Class* (spring 1996) (copie à *Echanges*).

EX-PAYS DE L'EST

♦ *CIS - News letter* (Bas Moreel, Spuistraat 213, 2987 TL, Ridderkerk, Hollande) donne des informations sur l'activité des groupes anarchistes dans l'ex-URSS et, éventuellement, quelques détails sur les luttes ouvrières.

♦ A la même adresse, on peut se procurer *Bangladesh Newsletter*, qui donne en revanche des informations sur les conditions de vie dans ce pays. Informations que l'on trouve aussi, d'une manière plus complète, dans *Hotline Newsletter* (Rosaline Costa, Box 5, Dhaka - 1000 - Bangladesh).

ORGANISATIONS ET SYNDICATS DANS LE MOUVEMENT DES CHÔMEURS EN FRANCE Décembre 1997-janvier 1998

Nous n'entendons pas donner ici le détail de la situation de « chômeur » en France et des indemnités diverses qu'ils peuvent toucher ou ne pas toucher suivant leur situation d'ex-salariés Les chiffres officiels recensent trois millions de chômeurs, mais en incluant ceux qui ne perçoivent plus que le RMI (Revenu minimum d'insertion) et ne sont pas comptabilisés comme chômeurs, survivant souvent avec de « petits boulots » au noir, on estime que près de 6 millions de personnes peuvent Etre classés dans la catégorie des « précaires »c'est-à-dire dont le revenu dépend de « solutions »aussi temporaires que provisoires pour des rémunérations diverses plus basses les unes que les autres . Pour eux le quotidien est à la fois la survie immédiate et l'angoisse du lendemain . Si les chiffres peuvent avoir un sens, en ne considérant que ce qui est versé par divers organismes (ce qui veut dire que certains peuvent avoir plus et d'autres beaucoup moins voire rien du tout), sur le total des « indemnisés », on ne peut recenser que :

— 25% touchent de 0 à 3 000 F par mois
— 27% de 3 000 à 4 000 F
— 33% de 4 000 à 6 000 F
— 15% plus de 6 000 F

On doit ajouter que le Smic (Salaire minimum interprofessionnel de croissance) est entre 5 000 et 6.000 F et que, comme les indemnités de chômage sont dégressives en fonction du temps de travail antérieur,on passe plus ou moins rapidement d'une catégorie à l'autre, pour finalement atterrir dans le RMI ou dans rien du tout.

Jusqu'à une date récente , les syndicats et les partis politiques parlementaires se désintéressaient des organisations de chômeurs, la plupart des « grands »syndicats (CGT, CFDT, FO) y étant carrément hostiles. Dans le mouvement des « chômeurs », on verra une division se faire entre :

— d'un côté, la CGT, qui essaie d'exploiter les situations locales à travers des comités de lutte créés lors de la fermeture d'entreprises, notamment dans la région de Marseille (chantiers navals) et de pratiquer une certaine surenchère électorale ;

— de l'autre, la CFDT et FO, qui dénient toute « représentativité » légale aux associations de chômeurs.

Les principales associations, existant depuis des années mais n'ayant non seulement jamais rencontré une adhésion massive, mais jamais osé d'actions plus radicales que les manifestations de rue, étaient

(1) Impossible de donner toutes les adresses tant des organisations patentées de chômeurs que des comités de base qui ont surgi un peu partout. Nous pensons que ces renseignements peuvent être obtenus à la Maison des ensembles, 3-5, rue d'Aligre, 75012 Paris (excuses pour le centralisme) ou bien, pour ceux qui peuvent naviguer, sur le site Internet suivant : *http :\\altern.org/mde.paris12/orga40.htm.*

gement annuel du mouton (étant entendu qu'il n'y a aucun lien de nécessité qui ferait passer de la pratique ritualisée de l'égorgement du mouton à l'égorgement d'un être humain). On peut quand même se demander si l'égorgement n'est pas doté d'un « supplément d'âme » religieux, d'un contenu symbolique spécifique. La thèse de l'auteur de l'article serait confirmée (sur la base fragile de ce qu'on peut savoir sur ce qui se passe) par le fait que des villageois, armés par le pouvoir pour se défendre contre des attaques de groupes islamistes, se lanceraient dans des représailles qui ressembleraient fort aux exactions islamistes.

Si les formes de barbarie constatées en Algérie sont « typiques des guerres civiles de ces dernières années », il faut en conclure que le fanatisme religieux n'est pas la « cause » des atrocités. Qu'il faut plutôt les replacer dans la logique générale des guerres civiles, et des conditions sociales (dont les conditions culturelles sont un aspect) propres à la situation algérienne.

Un autre intérêt de cet article est d'expliquer que la logique d'une guerre civile impose de dissuader ses propres alliés de faire défection. Et cette « dissuasion » passe par le fait de rendre « le retournement de veste très coûteux. La manière la plus simple est la terreur ». L'auteur ajoute : « Du point de vue de la guérilla, il s'agit d'une démarche rationnelle, qui n'a rien à voir avec l'islam ou la religion en général ; il s'agit d'un moyen déjà utilisé sur de nombreux fronts ». Il ne faudrait pas exagérer la part de rationalité dans les actions humaines en général, et les guerres civiles en particulier, mais il y a certainement là une grande part de vérité. Et cela répond à ceux qui, s'étonnant que soient visées des familles islamistes, en déduisent que ces massacres sont le fait de l'Etat (ou d'une fraction de l'Etat) algérien.

L'auteur rappelle fort heureusement que « la terreur n'est jamais le monopole d'un camp », les généraux algériens l'utilisant « de façon souvent plus discrète mais non moins horrible ». Il n'aborde pas la question de savoir si l'armée algérienne pratique aussi l'égorgement. Peut-être peut-on penser que la « culture militaire », différente d'une « culture rurale » , amène plutôt à tirer dans le tas, massacrant, à sa façon, hommes, femmes, enfants, passants, tous ceux qui se trouvaient là par hasard, tout ce qui bougeait, et à torturer ce qui est resté en vie.

Un petit paquet d'intellectuels médiatisés (et beaucoup d'hommes politiques) français ont choisi, au nom du refus de la barbarie islamiste, de soutenir les généraux algériens, en essayant de faire oublier la barbarie militaire, policière, étatique. Passons sur cette belle leçon d'humanisme qui consiste pour s'opposer à la barbarie (des uns) à justifier la barbarie (des autres). Certes on peut préférer être tué par balles que par égorgement, mais peut-être vaut-il mieux être égorgé que d'être torturé ; et là-dessus les deux camps rivalisent fort bien dans l'horreur de la torture.

Il faudrait être capable de regarder les différentes réalités en face, plutôt que de s'indigner, de faire de la morale. On ne peut que partager la conclusion de l'article : « Les anathèmes contre les massacres et la condamnation de l'islamisme sont peut être populaires, mais ils ne font qu'obscurcir les choses. Comprendre requiert une perspective radicalement différente. »

A s'indigner d'une chose, on réalise à tous les coups l'opération qui consiste à ne pas s'indigner du reste. Quant à la morale,

REMARQUES SUR LES MASSACRES EN ALGÉRIE

L'horreur des massacres en Algérie amène à en chercher la raison. Deux thèses principales s'affrontent : première thèse, l'horreur aurait comme cause le fanatisme religieux ; deuxième thèse, l'horreur aurait comme cause un complot, les massacres étant commis de cette façon-là par des membres de la police ou de l'armée algérienne pour faire apparaître l'ignominie du camp islamiste, et pour empêcher ainsi toute solution négociée avec les organisations islamistes.

Un article du *Monde* du 4 février 1998 apporte des éléments intéressants. Son auteur (Stathis N. Kalyvas, professeur de science politique à la New York University) cite le texte suivant : « Dans la plupart des cas, les attaques contre les villages (...) ont été accompagnées d'actes d'une extrême brutalité. Les maisons ont été incendiées, et parfois, les villageois y ont été brûlés vifs. (...) Dans un cas, quelque cinq cents bandits, après avoir réduit la gendarmerie et ses soixante-quatre occupants, ont exécuté vingt-quatre villageois, parmi lesquels quatre hommes, cinq femmes et quinze enfants âgés de trois à neuf ans. Tous ont été massacrés au pistolet, au couteau ou à la hache. Une femme enceinte a été éventrée, ses huit enfants et leur père ont été tués. Quarante-cinq maisons ont été incendiées. »

Ce texte est un télégramme envoyé le 14 mars 1947 par l'ambassade britannique d'Athènes au Foreign Office, à Londres. Ces lignes décriraient l'attaque menée, le 26 septembre 1946, par les communistes de l'Armée démocratique contre un village de Macédoine centrale. Il y aurait eu ainsi des centaines d'attaques de villages durant les six années de la guerre civile grecque, opposant « communistes » et « nationalistes » dans le contexte de l'occupation allemande.

L'auteur de l'article pense que les atrocités contre les civils, y compris les femmes et les enfants massacrés au couteau et à la hache sont « typiques des guerres civiles de ces dernières décennies ». Il renvoie aussi à la réaction thermidorienne dans le Midi de la France en 1794, où hommes, femmes et enfants furent presque tous massacrés au couteau. « Ce n'est pas sans raison que les républicains appelèrent leurs ennemis des *égorgeurs* ! ».

Les attaques au couteau ne seraient pas liés au fanatisme religieux mais seraient, selon l'auteur de cet article, le produit d'un « contexte rural où ils expriment l'adaptation guerrière d'un savoir-faire civil et non une culture de haine spécifique ». On pourrait compléter cette thèse par la réalité, dans le contexte musulman, d'un « savoir-faire » spécifique : l'égor-

plutôt le tremplin pour l'activisme de groupes « ultragauche », marxistes ou anarchistes, impliqués aussi par ailleurs souvent dans des structures *ad hoc* agissant dans et pour les « sans-papiers », les « sans-logis », etc.

Ce sont pour les plus connues (et qui bénéficieront d'une sorte de « reconnaissance » en étant admises pour consultation par le gouvernement au cours du mouvement) : Partage, la première association de chômeurs, due à une initiative individuelle mais qui est restée très marginale ; le Mouvement national des chômeurs et des précaires (MNCP), le Comité des sans-logis(CDSL) et l'Association pour l'emploi et l'insertion des salariés (Apeis) dominée par le PC et Agir contre le chômage ! (AC !) animée par les trotskistes de la Ligue communiste et des catholiques de gauche, avec le soutien des anarcho-syndicaliste de la CNT (1). Ce sont, à l'exception de la région de Marseille, les militants de ces derniers groupements qui vont se trouver l'avant-garde et les principaux éléments actifs du mouvement.

Jusqu'à décembre 1997, les actions qui avaient pu être lancées par ces organisations de chômeurs étaient restées purement symboliques et n'avaient guère donné lieu à grande publicité, soit parce qu'elles restaient isolées ou ne rencontraient guère d'écho, soit parce qu'elles n'entraient pas dans le jeu politique. Un fait est certain, leur importance et leur impact restait dérisoire, face à la montée du chômage et de l'exclusion. Tout au plus bénéficiaient-elles d'une certaine audience auprès des syndicats parallèles créés principalement après la grève de novembre-décembre 1995 (notamment les syndicats SUD, en particulier ceux des Télécoms et des oppositionnels au sein de la CFDT) ; on retrouvait d'ailleurs souvent les mêmes activistes dans ces syndicats et certaines organisations des « sans ».

Le prétexte donné au mouvement fut une réforme du système d'indemnisation du chômage. Cette indemnisation (pour les indemnités dont le paiement et la durée de versement restent liés au travail) est le fait d'organisations paritaires (gérées par les syndicats, patronaux et « ouvriers»), les Assedic chapeautés, en ce qui concerne notamment les quotas d'indemnisation, par une organisation nationale, l'Unédic. Par suite de manipulations bureaucratiques, habituelles dans ce genre d'institutions (et dont le détail présente peu d'intérêt sauf qu'il est lié souvent autant au jeu politique qu'à des considérations économiques), la présidence de l'Unédic est passée du syndicat Force Ouvrière à la CFDT. Même si l'on doit évo-

(suite page 34

A Toulouse, une coordination

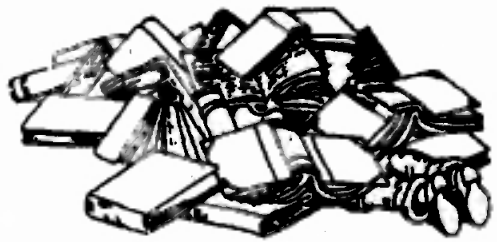
Le texte des pages 30 à 36 a été écrit pour des camarades de l'étranger ; c'est pourquoi il tente de donner une vision plus générale d'un mouvement dont on possède par ailleurs maints détails ; de plus il peut donner des précisions qui paraîtront superflues à des lecteurs français. Pour le compléter, voici le récit d'une camarade de Toulouse qui nous envoie en même temps un compte rendu d'une coordination interrégionale des chômeurs et précaires en lutte qui concerne des noyaux dans tout le Sud-Ouest.

On peut ainsi se rendre compte que, si le mouvement est resté limité en nombre de participants, il a couvert de nombreuses villes, même de petite importance, et a montré dans ses expansions « illégales » à la fois des similitudes mais aussi un débordement d'imagination. (compte-rendu et tracts disponibles à *Echanges*) : « ...Nous avons eu le 8 février une coordination régionale d'où il est ressorti que, pour la revendication des primes, seuls les Toulousains n'ont pas encore eu gain de cause (les autres villes ont obtenu 2 000 F par personne). Pour cela, nous allons demain occuper la DASS. La deuxième chose, c'est que la scission AG chômeurs/AC I-CGT est clairement établie. Au plan individuel, sur Toulouse, la majorité ne veut plus d'AC I ni de la CGT dans le mouvement, voulant de-

venir indépendante d'eux, car ils gèrent la misère et ne la combattent pas réellement. Vendredi 13 février, l'AG de Limoges a occupé le conseil régional pour réquisitionner des emplois et, comme les demandes des occupants n'ont pas été satisfaites, ils se sont mis en grève de la faim avant d'être virés par les CRS. Ils continuent la grève de la faim et occupent un autre lieu administratif dès lundi. Ils ont aussi constitué une liste de 21 chômeurs pour les prochaines élections (régionales et cantonales, NDLR) et bénéficient d'autant de temps d'antenne que les autres partis. L'AG de Limoux a aussi décidé de constituer une liste.

L'AG de Toulouse tient ses assemblées dans les ANPE. La direction de l'ANPE nous a proposé un rendez-vous pour obtenir un local fixe le mercredi 11 février. Ces directions commencent à en avoir marre de nous voir. Elles ne peuvent pas nous avoir de local, nous devons en faire la demande à la mairie, et elles sont prêtes à nous appuyer, tout en nous disant qu'AC I a un local ; on préfère rester un groupe de chômeurs. Les directeurs des ANPE nous ont dit qu'on est des clients, des usagers potentiels. Et nous ont menacés d'expulsion par les flics/CRS. Menace mise à exécution deux jours plus tard. En effet, le vendredi 13 février devait avoir lieu un forum-débat sur le travail dans une ANPE. Lorsque l'AG s'est pointée, l'ANPE était fermée et des CRS devant. Finalement

NOTES DE LECTURE



At What Price? Workers in China
Asia Monitor Resource Center Ltd. Hong Kong 1997

Conditions of Workers in the Garment Industry in China
Published by Sudwind Institute of Economics & Ecumenism (Germany)
Asia Monitor Resource Center Ltd. (Hong Kong), March 1997
Adresse: Asia Monitor Resource Center Ltd., 444 Nathan Road 8-B, Kowloon, Hong Kong
E-mail: amrc@hk.super.net

Labour Rights Report on Hong Kong Invested Toy Factories in China
Edited by Asia Monitor Resource Center for Coalition for the Charter on the Safe Production of Toys, April 1997
Adresse: 3/F., 57 Peking Road, Tsim Sha Tsui, Hong Kong
E-mail: hkcic@hknet.com

Ces trois brochures traitent de la situation de la classe laborieuse en Chine. Les deux dernières d'un point de vue particulier ; la première, plus général. Mais toutes trois rassemblent des faits sur l'exploitation croissante de la classe ouvrière depuis le lancement de la politique d'ouverture économique par Deng Xiaoping: augmentation du chômage et de la précarité ; salaires de misère, parfois impayés durant de longues périodes ; robotisation croissante ; manque de sécurité sur le lieu de travail ; remise en cause du *tie fan wan* (« le bol de riz en fer » : système d'emploi à vie avec avantages en nature, tels que logements d'entreprise, tickets de rationnement pour les denrées alimentaires de base, etc.) ; tout cela s'ajoutant aux maux traditionnels du communisme à la chinoise: corruption à tous les niveaux de l'entreprise et de l'Etat ; interdiction de faire grève, de se grouper ou de s'exprimer en dehors des organisations officielles, etc.

La compétitivité exige une classe ouvrière domestiquée, et les systèmes totalitaires sont frustes dans les moyens employés pour obtenir cette domestication. C'est ainsi que deux semaines après sa prise en main de Hong Kong, la Chine suspendait» la législation du travail héritée des Britanniques (*Le Monde*, 19août 1997).

Mais la méthode perd de son efficacité.

Les mouvements démocratiques, eux, proposent des solutions politiques aux problèmes de la société chinoise, et les trois brochures recencées ici reparlent du rôle régulateur que pourrait jouer le syndicalisme indépendant dans une Chine démocratique. Entre-temps, l'insoumission ouvrière s'étend dans le pays.

gement de ce qui avait déclenché la lutte, ne peut faire aller la lutte au-delà des limites posées par le système lui-même. Néanmoins, d'un point de vue plus global de la lutte de classe, une telle lutte, comme bien d'autres luttes, possède une signification au-delà des considérations selon lesquelles elles restent purement syndicales et n'ont pas de portée révolutionnaire.

Un premier point est de considérer quelle influence elle a sur la baisse générale du taux de profit en contraignant, même à sa dimension réduite, ceux qui répartissent la masse de plus-value à en affecter à la survie d'une entreprise et à l'indemnisation de ceux qui sont laissés au bord de la route.

Un deuxième point concerne l'articulation lutte radicale/répression : on peut voir que l'aboutissement de cette radicalité est l'exclusion du procès de travail dans l'entreprise qu'elle a contribué à « sauver » de ceux qui en furent les agents ; on peut y voir une défaite amère de ceux qui furent les plus ardents à la lutte ; mais, même si l'on écarte la « leçon » de cette lutte ou ce qui en subsiste chez ceux qui l'ont menée et ont été réembauchés parce qu'ils n'étaient pas au premier rang, ou bien chez les autres travailleurs qui ont pu admirer et se sentir solidaires de leur courage, la répression même intègre la mémoire de cette lutte dans sa relation dialectique avec ce qu'elle fut et contraint les travailleurs, passée l'inévitable période de résignation, à recommencer à lutter avec des méthodes qui inévitablement, en raison de ce nouveau rapport de forces, tiendront compte de ce que fut la lutte passée.

Un dernier point concerne le militantisme et l'intervention dans la lutte. L'activité de D'Orazio du PTB et de ses camarades délégués du FGTB ou CSC de Clabecq est presque une sorte de classique. L'appartenance politique devient secondaire, même si les travailleurs ont pu trouver dans cette appartenance de leur « leader » un soutien logistique important qui leur était refusé par les syndicats. C'est classique parce que la lutte de classe menée radicalement contre les décisions patronales rencontre toujours l'hostilité des bureaucraties syndicales, qui utilisent toutes les manœuvres possibles, de concert avec le pouvoir politique - les flics et la justice si nécessaire - et les dirigeants de l'entreprise, pour briser ou pousser sur des voies de garage toute lutte qui va à l'encontre de leur fonction réelle et en même temps en révèle la réalité.

(à suivre , toutes nos excuses , la fin du texte a été coupée par l'ordinateur lors de la mise en page)

Interrégionale des chômeurs

l'AG a occupé les Assedic, la direction les a laissés tranquilles et le forum a pu avoir lieu.

Ce même matin du vendredi 13, Act up et d'autres individuels (10 personnes environ) ont manifesté à la préfecture contre l'expulsion d'un étranger malade du sida, en garde à vue. Ils ont été accueillis par des flics et des CRS hargneux. Comme c'était chaud à cause de la hargne des flics, ils sont partis.

Jeudi 12 février, première réunion des intermittents du spectacle, qui relance le mouvement de l'exclusion culturelle et sociale. Nous étions 25 à 30 personnes à y assister. Préparation de trois jours festifs et militants pour les 1er, 2, 3 mai 1998, ainsi que préparation pour l'avant et après ces jours, car il y a une volonté d'aller plus loin et de briser cette logique libérale qui nous écrase...

Bayonne : caddies gratuits dans un supermarché : ça s'est mal passé. La direction a chopé des noms pour porter plainte..Limoux : réquisition du film *Full Monty*. N'ont pas payé, « pour le droit des chômeurs à la culture... »

♦ On trouvera une abondante littérature sur ce mouvement dans les quotidiens, mais aussi dans pratiquement toutes les publications reliées à un groupe politique ou à un syndicat. Signalons pourtant les articles de *La Forge* (n° 371, janvier), *Partisan* (n° 126, 15 janvier), *Le Monde libertaire* (28 janvier), *Combat syndicaliste* (n°158, février-mars : une chronique et « Caen, une journée aux Assedic »), *Rouge* (« Les chômeurs dynamisent les revendications », n° 1765, 29 janvier), *Partage* (mensuel d'information sur le chômage et l'emploi, n°121, février), *A contre courant* n° 91, février : « Chômage : état des lieux ».

♦ *Le Coquelicot* (n° 15, mars) complète les informations sur Toulouse, avec « Journal de bord d'une "spécialiste du *sit-in*" ».

♦ Toulouse toujours : supplément à *Infosud*, janvier 1998.

♦ Le n° 72 (février-mars) de *Cette Semaine* est entièrement consacré au mouvement des chômeurs (témoignages, reportages... essentiellement sur Paris) ; des adresses, ainsi que les sites Internet fournissant toutes informations au jour le jour sur ce mouvement.

♦ *Courant Alternatif* (n° 76, février : « Les chomunistes arrivent ») livre des réflexions sur le mouvement, ses revendications, la place du travail, ainsi qu'une chronologie d'ensemble.

♦ « Chômeurs sans honte », supplément au n° 10 de *Temps critiques* (février).

♦ La lutte des chômeurs est l'affaire de toute la classe ouvrière (*Le Prolétaire*, n° 443, janvier-février 1998).

♦ Les minimas sociaux ou la protection sociale au rabais (*A Contre Courant*, n° 92 , mars 1998).

♦ Le mouvement des chômeurs (*Courant Alternatif* n° 77 , mars 1998).

(suite de la page 31)
quer ce type de conflit intersyndical pour dire qu'il a pu jouer un rôle dans le développement du mouvement, il n'est en aucune façon essentiel, pouvant expliquer seulement certaines de ses orientations ou prises de positions)

L'UNÉDIC disposait jusqu'en juillet 1997 d'un « fonds social » qui permettait l'attribution de primes pour « aides d'urgence », dont une bonne partie était distribuée aux « plus démunis » en fin d'année. Une nouvelle convention « patronat-syndicat » de gestion de l'Unédic a réduit considérablement ce fonds social en juillet 1997 et en modifie les modalités d'attribution ; une seule centrale, la CGT, a refusé de la signer ; mais elle est entrée en vigueur le 1er octobre 1997 (le droit du travail français permet de valider une convention même si elle n'est signée que par un seul syndicat). Les « aides d'urgence » s'en sont trouvées fortement réduites (dans un département de la banlieue de Paris, le Val-de-Marne, elles sont passées de 52 millions en 1996 à 15 millions en 1997 ; en 1996, dans les Bouches-du-Rhône, 55 000 postulants avaient pu bénéficier d'une aide exceptionnelle de 1 500 F, etc.).

Un autre aspect de ce mouvement, dans les intentions de ceux qui l'animaient et dans la médiatisation exceptionnelle dont il a bénéficié, doit être recherché dans les arrières-plans politiques et dans la position inconfortable de la majorité de gauche (social-démocrate du PS) et de ceux qui y participent. En porte-à-faux entre leurs promesses électorales et les impératifs de gestion du système capitaliste en France et en Europe, leur position est particulièrement inconfortable et génératrice de mécontentements divers, qui non seulement peuvent détacher un électorat agissant sous les contraintes du quotidien, mais aussi provoquer des explosions qui, pour être éventuellement encadrées et limitées, peuvent se révéler inquiétantes, non seulement pour ces mêmes considérations de maintien au pouvoir mais pour la stabilité du système tout entier.

En particulier, par rapport au chômage et aux promesses de « solutions du problème » — qu'ils sont incapables de résoudre car « le problème » dépend de tout le système économico-social mondial, les « solutions » ne pouvant donc être que des palliatifs temporaires et aux effets incertains —, les dirigeants peuvent craindre que le mécontentement ne se concrétise dans des actions radicales difficiles à contrôler. De tels phénomènes, dans les dix dernières années, peuvent effectivement étayer de telles craintes. D'autant que des actions radicales sont apparues jusqu'ici dans des domaines divers, sur des questions ponctuelles différentes, même si on peut considérer qu'elles étaient sous-tendues par un refus global d'un système — refus qui bien sûr ne s'exprimait pas comme tel.

Un commentaire pourra écrire que « le nombre des participants compte bien moins que leur popularité ». Ce qui est vrai, ainsi que le montrent les sondages, et on voit ressurgir le slogan de 1995 de la « grève par procuration », c'est-à-dire l'apologie du mouvement minoritaire d'avant-garde

un certain taux d'absentéisme. Pour parfaire cette élimination, un jugement visant toute l'ancienne délégation syndicale interdit à ses membres toute entrée dans l'usine, sous peine d'amende et d'astreinte.

On peut faire une comparaison entre cette longue lutte qui aboutit, avec toutes ces restrictions, au maintien de l'usine, et la lutte beaucoup plus courte et beaucoup moins radicale des ouvriers de Renault-Vilvorde, qui aboutit à la fermeture de l'usine avec un « plan social » amortissant le choc. Clabecq était une usine isolée dans une entreprise de type familial, dans un fort contexte local, et Vilvorde une usine d'une multinationale, dans la banlieue industrielle de Bruxelles.

Les premiers se battaient avec l'énergie du désespoir et pouvaient dès lors être sensibles aux paroles de lutte jusqu'au-boutiste d'un militant n'hésitant pas à mettre les mots réels de lutte de classe sur leur révolte. La dimension réduite de l'usine, le fait qu'il s'agisse d'une entreprise familiale dans laquelle on pouvait identifier physiquement « l'exploiteur » et l'enrichissement familial, pouvaient aussi expliquer ce qui pouvait passer aussi pour un anachronisme. Les seconds, ceux de Vilvorde, d'un côté pouvaient penser compter sur une solidarité à l'échelle du groupe (qui ne viendra pas malgré tous leurs efforts) mais de l'autre pouvaient aussi, étant donné la distance entre le niveau de l'usine et les instances dirigeantes patronales et syndicales extranationales, ne pas envisager leur lutte comme la leur propre mais comme celle de tout un ensemble qu'ils pouvaient voir peu à peu avec un certain fatalisme, c'est-à-dire dans la logique du système.

IL y avait bien à Vilvorde un délégué syndical (pour l'hygiène et la sécurité) membre du PTB qui parlait le même langage que D'Orazio, mais là ces mêmes mots n'avaient pas la même portée et lui-même pas la même fonction (ses positions politiques l'avaient fait écarter de la délégation syndicale Renault, ce qui montre que les bureaucraties nationales verrouillent beaucoup plus les entreprises importantes).

A Vilvorde, l'entreprise et les relations de travail étaient très différentes de celles des Forges de Clabecq. Cela peut expliquer pourquoi il n'y eut pas entre ces deux luttes de jonction véritable, et pourquoi le radicalisme de la lutte des Forges ne put en aucune façon être transposé à Vilvorde (non seulement les bureaucraties nationales belges veillaient au grain, mais aussi les bureaucraties internationales qui coordonnaient et tenaient en mains les mouvements, ayant vraisemblablement envisagé entre elles et avec les directions générale et nationales de Renault les stratégies tant de la restructuration que celles destinées à contrer les réactions possibles).

Comme nous l'avons dit, toute lutte, pour radicale qu'elle soit, si elle reste sur le terrain de l'entreprise ou un terrain local limité, ne peut dépasser les frontières du système d'exploitation et, tôt ou tard, revient dans l'ornière de l'intervention syndicale et/ou politique de l'adaptation aux péripéties et impératifs de ce système. Le caractère des luttes et leur développement ne dépend pas finalement de l'intervention de militants, même si certaines circonstances peuvent donner à cette intervention une importance qu'elle n'a pas dans d'autres circonstances. Mais pour autant que cette lutte reste cloisonnée, son radicalisme, même s'il peut faire gagner des avantages non négligeables dans l'aména-

20 janvier, l'usine est rouverte en grande pompe officielle avec sa première coulée.

Cette fin peut paraître une victoire très relative parce que, au terme de deux années de lutte obstinée, près de 1 200 ouvriers se sont trouvés licenciés, que les salaires ont été diminués et que l'avenir de l'usine est incertain (la firme repreneuse a une réputation de liquidateur et, même sans cela, le marché de l'acier est l'objet d'une concurrence féroce dans laquelle les « petits » sont les perdants). Mais même en considérant ce « résultat », d'autres questions peuvent se poser relativement aux caractères de cette lutte et au sens qu'elle peut prendre par rapport à toutes les luttes tant en Belgique que dans le monde.

On peut faire une comparaison entre cette longue lutte qui aboutit, avec toutes ces restrictions, au maintien de l'usine, et la lutte beaucoup plus courte et beaucoup moins radicale des ouvriers de Renault-Vilvorde, qui aboutit à la fermeture de l'usine

Avant d'examiner ces questions, on doit parler d'un autre épilogue beaucoup moins glorieux et qui montre les limites d'une guerre de classe obstinée lorsqu'elle reste limitée (à une seule usine, à un seul groupe, à une seule profession, à un seul pays) : toutes les tentatives pour élargir la lutte, notamment à d'autres entreprises se trouvant dans la même situation de restructuration, comme Renault Vilvorde par exemple, échouèrent. Avant même la reprise, les « curateurs » désignés judiciairement pour faire la transition vers le repreneur avaient obtenu un jugement interdisant aux délégués licenciés l'accès à l'usine (légalement, comme tous les travailleurs avaient été licenciés et le repreneur procédant à des réembauches individuelles, le « droit » pour les ex-délégués de pénétrer dans l'usine et d'y exercer une activité de délégué reposait sur le rapport de forces qui précisément avait été totalement modifié par l'acceptation du plan de restructuration ; cela apparaîtra dans la tentative d'une assemblée « extérieure » de 900 travailleurs des Forges (moins de la moitié) lors du vote de reprise pour tenter une reprise en mains et qui, bien qu'elle soit présentée comme un « succès spectaculaire » n'apportera rien.

Il est apparu qu'une des conditions pour la reprise était qu'une « épuration » soit mise en œuvre pour avoir la garantie d'une main d'œuvre docile pour une « paix sociale » de cinq années. Pour ce faire, la réembauche a été faite par appels individuels et les dirigeants CSC (syndicat chrétien) et FGTB ont envoyé à Duferco une liste de militants « agitateurs » à ne pas réembaucher. Le 26 novembre 1997, un accord social était conclu par ces mêmes dirigeants avec ceux de Duferco pour l'installation d'une nouvelle délégation syndicale, désignée par les bureaucraties syndicales nationales, et l'exclusion des délégués élus avant la grève.

Bien sûr, parmi les licenciés ainsi exclus, on trouve non seulement D'Orazio mais aussi tous les candidats aux élections d'entreprise de 1995, pêle-mêle avec les ouvriers ayant eu des accidents du travail ou ayant

D'où, vraisemblablement, la crainte, non seulement qu'un mouvement ponctuel semblable ne surgisse, mais aussi que des mouvements dispersés se rejoignent dans un action plus globale et difficile à contrôler. L'idée que derrière tout ce mouvement ne se profile un contre-feu destiné à tuer dans l'œuf l'éclosion d'un mouvement bien plus important ne peut donc être écartée.

Ce sont les organisations de chômeurs CGT de la région de Marseille dont nous avons parlé qui semblent avoir posé, le 4 décembre, la revendication initiale d'une prime de fin d'année de 3 000 F pour tous les chômeurs. Ce sont elles aussi qui ont entamé le mouvement, avec l'occupation de sept bureaux Assedic sur dix-huit de la région de Marseille.

De son côté, AC ! organise symboliquement l'occupation d'anciens bureaux de la société de Wendel à Hayange en Moselle (un descendant de cette famille de maîtres de forges, Ernest-Antoine Seillières, est actuellement président du syndicat patronal CNPF). Si ces actions localisées ont eu dès le départ une telle résonance, contrairement aux actions antérieures, c'est qu'au-delà du militantisme ou des manipulations politiques, il existait une sensibilisation globale sur le problème du chômage et du travail (et, sous-jacente, l'idée plus générale d'une redistribution des richesses). Contre-feu, manipulation, sensibilisation et médiatisation, autorisant la montée d'un mouvement, doivent être vus dans un rapport dialectique.

Ceci explique pourquoi, à partir de ce moment, le mouvement s'amplifie et s'élargit avec des initiatives diverses, avec des regroupements locaux pour des actions locales, ponctuelles ou permanentes, sans qu'elles ressortent apparemment à une coordination nationale : certaines de ces actions sont effectivement bien organisées par certaines associations de chômeurs sous contrôle politique, d'autres au contraire semblent dues à des initiatives très locales, émanant plus de militants n'appartenant pas forcément à ces organisations, en tout cas agissant plus dans des sortes de collectifs locaux que sur des impératifs d'organisations politiques ou syndicales. Le mouvement paraît très confus, partant un peu dans toutes les directions, et déviant souvent de la revendication d'origine de la fameuse prime de fin d'année, pour aborder des problèmes qui, pour rester très pratiques, n'en sont pas moins généraux (par exemple qu'il n'y ait plus de coupures d'électricité pour défaut de paiement) ; de plus il s'étend géographiquement, plus par sa propre dynamique que par l'effet de directives centrales des syndicats ou partis.

Meme si, majoritairement, il est animé par des militants ou ex-militants de divers groupuscules politiques engagés souvent dans des luttes pour les sans-papiers, les sans-logis, les squatts, etc. (et aussi par des « permanents » syndicaux disposant de temps « libre»), le mouvement réussit à attirer des chômeurs et des travailleurs (parfois à travers les syndicats marginaux tels que SUD ou la CNT...). Lesdits militants agissent plus par motivation individuelle pour le « problème social » que comme les soldats d'une ou plusieurs organisations.

Le mouvement restera largement minoritaire : au mieux, 30 bureaux d'Assedic seront occupés, sur plus de 600 dans toute la France ; mais cela touchera des villes dans tout le pays. De même, si les manifestations se dérouleront dans plus de 26 villes, elles ne réuniront en tout guère plus de 30 000 ou 40 000 participants. Ce qui est effectivement très peu eu égard aux 3 mil-

lions de chômeurs et aux 6 millions de « précaires ». Un commentaire pourra écrire que « le nombre des participants compte bien moins que leur popularité ». Ce qui est vrai, ainsi que le montrent les sondages, et on voit resurgir le slogan de 1995 de la « grève par procuration », c'est-à-dire l'apologie du mouvement minoritaire d'avant-garde. Si cette « popularité » permet effectivement des actions qui tranchent avec les actions habituelles, car elles enfreignent délibérément la légalité, d'un autre côté elle entretient l'illusion (contrebalançant les craintes du pouvoir d'une extension du mouvement) que cette « avant-garde diffuse » peut effectivement entraîner un mouvement plus large.

CELA mériterait de plus larges commentaires, car les mouvements des dernières années, qui ont pris parfois une extension sans proportion avec les faits qui les avaient provoqués, et indépendamment de toute action militante, ont pu propager l'idée qu'une avant-garde pouvait être l'élément moteur d'un mouvement plus large.

Les sites occupés par quelques dizaines d'actifs divers — parfois jusqu'à une centaine —, ont largement dépassé les bureaux d'Assedic : difficile d'en donner un inventaire, depuis les hôtels, restaurants, bureaux patronaux, sièges de partis (dont le PS) à Paris et en province, différents bureaux d'organismes sociaux, locaux d'EDF (2), supermarchés, grandes écoles dont l'Ecole normale supérieure, etc.

Lorsque le gouvernement a lâché quelques miettes pour épauler le contre-feu et que les organisations « reconnues », filiales de partis ou groupuscules en marge des partis, ont voulu tempérer voire stopper le mouvement d'occupations, celles-ci se sont développées dans des actions éclair décidées au pied levé, impliquant souvent les « autoréductions », c'est-à-dire le service gratuit ou à prix réduit de différents commerces (supermarchés, transports, etc.) et la perturbation de cérémonies diverses (inaugurations, concerts...).

Là aussi, bien que cela soit resté très limité et ait impliqué plus de militants que de chômeurs ou précaires, une semi-organisation de base a pu commencer à se constituer. Par exemple, une assemblée quotidienne a fini par se tenir dans une université de Paris (Jussieu) pour confronter les points de vue et prévoir les actions ; au mieux, elle n'a réuni que 200 participants. Le bureau EDF du 18e arrondissement de Paris, occupé pendant plus d'une semaine avant expulsion, a vu aussi venir participer, en nombre limité, des habitants de ce quartier populaire.

LE 15 janvier, le gouvernement débloque un « fonds d'urgence » de 1 milliard pour les « cas de détresse sociale » et lance tout un cortège de promesses (mission de réflexion, loi contre l'exclusion, représentativité à certains organismes de chômeurs et préretraite pour les chômeurs longue durée de cinquante-cinq ans, etc.). Aussitôt les organismes de chômeurs filiales d'organisations politiques dans le sillage de la gauche gouvernementale donnent le signal de la retraite. Même si une certaine dynamique des autres courants continue de se manifester de manière autant sporadique qu'autonome, il est bien certain qu'à la fin du mois contre les dirigeants de l'entreprise, les dirigeants politiques et syndicaux nationaux et régionaux seront l'essentiel : elle correspond à une défense de classe, à leur refus d'accepter un diktat patronal, même si bien d'autres travailleurs ont dû accepter ce qu'on veut maintenant leur faire subir. (Toute relativité gardée, on peut rapprocher cette lutte de ce que l'on a connu, et qui se déroule encore de la lutte des travailleurs des usines Chausson et du rôle que Lutte ouvrière a pu y jouer.)

IL est difficile de décrire dans le détail toutes les actions qui vont marquer cette lutte, jusqu'à la remise en route de l'usine le 20 janvier 1998. Occupation de l'usine et blocage du stock de tôles et de brames, assemblées hebdomadaires décidant des actions à mener, manifestations dont une marche pour l'emploi qui rassemblera 50 000 travailleurs à Tubize le 2 février 1997 (malgré la défection des bureaucraties syndicales) à l'appel des sections syndicales des Forges (400 000 tracts ont été distribués dans toute la Belgique par 600 ouvriers des Forges), mais seulement 6 000 à Charleroi et 15 000 à 20 000 à Namur le 5 avril 1997 « contre les menteurs », bataille opposant sur l'autoroute les gendarmes aux ouvriers des Forges armés de bulldozers, harassement des dirigeants, révélations sur les dessous et les manipulations de toutes sortes, cassage de gueule des curateurs. Toutes les « solutions » proposées, impliquant soit la fermeture, soit des licenciements, soit des réductions de salaires, sont successivement rejetées.

Le 4 janvier 1997, D'Orazio résume l'axe de ce qu'il veut proposer aux travailleurs de Clabecq : « Ce que nous pouvons faire, c'est attirer l'attention du monde politique et du travail en lui disant : « Attention, de plus en plus ce système est en train de montrer son aboutissement. » Le cas de Clabecq pourrait en devenir le symbole » (*Le Soir*, 4 janvier 1997). Finalement, après des mois et des mois de palabres et de résistances, le rachat de Clabecq permet d'envisager le redémarrage de l'usine. Le nouveau propriétaire, c'est une petite multinationale italo-suisse, Duferco, qui possède des usines dans différentes parties du monde (3), qui réembauche 893 ouvriers dont 69 en sous-traitance, mais exige une baisse des salaires de 15 à 20 % pour être « compétitif », tout en recevant par ailleurs de la région wallonne une participation de 25 % du capital engagé dans l'affaire.

Le nouveau plan est accepté le 18 juillet 1997, à la suite d'un référendum postal (dont le but évident était d'individualiser chaque ouvrier pour effacer la cohésion de classe d'un vote dans une assemblée), et ce malgré un appel au boycott des sections syndicales FGTB et CSC des Forges. Le

---

(2) L'occupation du (ou des) centre(s) EDF ne devait rien au hasard, mais avait pour but d'obtenir un règlement qui interdise les coupures de courant en cas de non-paiement des factures. Les succès sur ce point ont été plutôt mitigés. EDF aurait même constitué des équipes sûres d'agents obéissant sans complexes pour cette tâche répressive.

(3) Duferco est un groupe italien spécialisé dans le commerce international de l'acier (Bruno Bolfo) dont l'activité consiste essentiellement à racheter les entreprises sidérurgiques boiteuses dans le monde entier (Italie, Brésil, Afrique du Sud, Venezuela), utilisant la filière électrique avec de la ferraille et des capitaux des émirats pétroliers, ainsi que dans la vente d'aciers à bas prix d'Europe de l'Est ou d'Amérique Latine : ce holding est basé à Guernesey, à Lugano (Suisse) et au Luxembourg, ce qui lui permet d'échapper à tout contrôle. La stratégie du groupe d'aller là où les perspectives de profit sont les plus juteuses et de ne conserver que les capacités de production correspondant à la demande n'est en aucune façon une garantie de survie des Forges de Clabecq. C'est un « petit » exemple des politiques suivies par les multinationales qui, même avec un appareil de production particulièrement lourd comme la sidérurgie, peuvent ainsi jouer sur sa diversification avec des déplacements de production conséquents dont, bien sûr, les travailleurs concernés font les frais. C'est un bout de la flexibilité, dont l'autre extrémité est celle des travailleurs.

toutes ces luttes n'ont pu empêcher la chute des effectifs de près de 3 000 personnes entre 1975 et 1995, pas plus que le déclin de l'entreprise que la concurrence européenne et mondiale place devant l'impératif de rechercher des soutiens extérieurs. Au 31 décembre 1993, sur 1989 travailleurs à temps plein à Clabecq, 1 071 sont belges, 774 italiens (ce qui peut être un des éléments de l'influence de d'Orazio), 49 espagnols et 95 marocains.

Tout au long de l'année 1996, grèves et manifestations ponctuent les discussions autour de la fermeture ou d'un montage financier permettant une nouvelle restructuration. L'usine est pratiquement condamnée le 19 décembre 1996, après que la Commission européenne eut rejeté un plan de sauvetage impliquant bien sûr des fonds publics européens ou belges. Le 3 janvier 1997, l'usine est officiellement mise en faillite et des curateurs sont désignés pour sa gestion : ils proposent le redémarrage de l'usine mais avec 1 387 travailleurs sur 1 803, avec des contrats d'un mois et la suppression de tous les acquis sociaux.

Les 1 800 ouvriers votent à la quasi-unanimité la reprise temporaire d'activité, dans l'attente d'un repreneur qui inévitablement licencierait (1 300 ouvriers suffiraient à faire tourner l'usine). Le 13 janvier, tous les travailleurs sont licenciés ; des palabres vont durer près d'une année pour trouver une issue alors que l'usine est occupée (et un stock d'acier bloqué comme un trésor de guerre). Jusqu'alors, c'est un conflit quasi classique dans la période présente : la lutte de travailleurs pour, sinon empêcher la fermeture de l'usine, du moins obtenir les meilleures conditions de licenciement — essentiellement d'indemnisation. Des tels combats d'une défense pied à pied contre les mutations du capital, on en a connu beaucoup de France dans les vingt dernières années (la sidérurgie ou Chausson par exemple en ont offert maints exemples).

Ce qui est tout autant classique, c'est la position des centrales syndicales, pour qui les restructurations font partie du « fonctionnement normal » du système capitaliste et que leur rôle, bien conforme à leur fonction dans ce système, consiste en l'occurrence à s'entremettre pour amortir le choc pour les travailleurs d'une décision de gestion qu'ils n'entendent nullement contester, en particulier comme en général. Apparemment, les choses vont se passer différemment aux Forges de Clabecq, car une longue suite de luttes et la présence d'un délégué syndical « combatif » charismatique va galvaniser en quelque sorte non seulement la délégation syndicale FGTB et CSC tout entière, mais la majorité des travailleurs de Clabecq.

On doit ajouter que ce délégué, D'Orazio, est un membre actif du Parti du Travail (2). Les positions politiques anachroniques de ce parti resteront secondaires pour les travailleurs des Forges de Clabecq, pour qui la défense prolétarienne et l'attaque constante, sans concessions, de janvier, le déclin de ce mouvement est bien amorcé.

Si, dans l'esprit de ceux qui voulaient rester dans une certaine légalité, leurs actions devaient servir de contre-feu, leur but a été atteint sans qu'ils puissent dire quel feu ils pouvaient craindre — car il n'y a pas eu de feu, à vrai dire. D'un autre côté, si les militants individuels ou des groupes plus radicaux espéraient trouver un terrain d'action qui irait en s'élargissant en raison des mouvements passés et de l'importance du problème de la précarité, ils ne peuvent tirer d'autre leçon de leur militantisme que celle d'un échec (et, s'ils réfléchissent, de l'échec d'une forme de militantisme à la recherche du « sujet révolutionnaire » pour construire, qui son parti, qui le mouvement de classe). Ceux-ci n'en continuent pas moins de tenter des opérations éclair un peu partout en France, dans la lignée de ce qui s'était fait en décembre-janvier ; mais ils rencontrent à la fois une répression accrue et un silence quasi total des médias, chacun peut deviner pourquoi.

Il n'en reste pas moins que, si limité soit-il, un tel mouvement, précisément par les craintes ou les espoirs non justifiées qu'il a soulevé, peut s'intégrer dans la lignée des mouvements plus amples et imprévus par leurs caractères spécifiques des dix années antérieures. Ils rejoignent, non formellement mais dans ces caractères spcifiques, des mouvements comme celui des sans-papiers, celui des banlieues, celui des travailleurs luttant isolément ou ensemble comme en décembre 1995.

La seule hantise du pouvoir est que ces différents mouvements récurrents se rejoignent, ce qu'ils ne font pas présentement mais qui reste du domaine d'un possible dont on ne peut dire la proximité... Quand cela se fera, se révélera le vrai caractère des organisations existantes ou potentielles qui, dans le mouvement très limité des chômeurs, freinaient quand cela échappait à leur contrôle ou à leur cadrage idéologique.

Les formes d'organisation et d'action autonomes qui, cette fois encore, ont pu apparaître en linéament, prendront alors leurs vrais dimension et caractère. Ils devront alors affronter une répression bien plus sévère que ce que l'on a pu voir ces dernières semaines. Mais il est bien évident que dans la situation présente se tissent des liens qui peuvent, non pas subsister en tant que tels, mais ressurgir en d'autres luttes et qui, peu ou prou, échappent aux contrôles de tout organisation établie dans le système.

H. S.
février 1998

(2) A côté d'affirmations du genre : « Tout ce qui a été acquis après la seconde guerre mondiale l'a été sous l'influence du communisme à l'Est, sur la base d'une volonté d'une meilleure société », d'Orazio livre des conceptions très léninistes sur les relations entre le parti et « son syndicat » (sic) ainsi que sur un contrôle des travailleurs. A une question sur le « contre-pouvoir des travailleurs », il répond : « Si je suis dans le juste, pourquoi faudrait-il des critiques ? » ; à celle du contrôle d'un délégué syndical par la base, il précise : « Non, je fais participer « ma » base (souligné par nous) s'il y a un comité d'usine représentatif proportionnel au nombre de travailleurs où ils peuvent s'exprimer, je suis d'accord. Et ces gens là ne doivent pas être contrôlés car ils sont sur la même longueur d'onde que les travailleurs » (*Solidaire* n° 16-17, 16/497).

LES LIMITES D'UN MILITANTISME EXACERBÉ

La grève des Forges de Clabecq

Une longue suite de luttes et la présence d'un délégué syndical charismatique va galvaniser en quelque sorte non seulement la délégation syndicale, mais la majorité des travailleurs de Clabecq. Si ce délégué est un membre actif du Parti du Travail, les positions politiques anachroniques de ce parti resteront secondaires pour les travailleurs des Forges de Clabecq, pour qui la défense prolétarienne et l'attaque sans concessions, contre les dirigeants de l'entreprise, les dirigeants politiques et syndicaux seront l'essentiel

DANS le n° 79 (janvier/juin 1995) d'*Echanges*, nous avions sous le titre « Belgique, un microcosme de la France ou des conflits à l'échelle européenne » évoqué une longue grève aux aciéries Boël à La Louvière (Wallonie) et les conditions de travail chez Volkswagen. La fermeture de l'usine Renault à Vilvorde — évoquée dans *Echanges* n° 84 dans l'article « Solidarité virtuelle » — et la « marche Blanche » (imposante protestation populaire contre tout l'appareil politico-policier-judiciaire couvrant un inextricable réseau d'affaires criminelles diverses) ont quelque peu éclipsé d'autres conflits. Les médias qualifient « d'arrière-garde » la plupart de ces conflits parce qu'ils s'opposent à l'inexorable marche du capital dans la course au profit, ce que ces mêmes médias n'osent plus, en ces temps de crise, qualifier de « progrès ». Puissance très tôt industrialisée autour des industries de base, la Belgique subit depuis des années de plein fouet les effets de cette restructuration, notamment dans la Wallonie, zone de langue française qui , à l'instar du Nord de la France, avait vu depuis plus d'un siècle s'affirmer une puissance économique autour des mines, de l'acier et des industries mécaniques.

Les années récentes ont vu ainsi nombre de luttes contre les restructurations, les fermetures d'usines avec tout leur cortège de licenciements, de réductions de salaires et d'élimination d'avantages divers, souvent conquis dans de dures luttes dans le demi-siècle écoulé ; il n'est pas possible d'en retracer l'histoire dans un bref article.

ENCORE tout récemment, les ouvriers des aciéries Boël ont dû, à la fin de janvier 1997, accepter un plan social qui supprimait 800 postes sur 2 100, ce qui a déclenché une grève des ouvriers en contrat à durée déterminée, laissés pour compte dans le processus. Dans cette même usine, suite à une grève du service traction à la fin de décembre 1997, le groupe hollandais Hoogovens qui l'a rachetée a menacé de stopper tous investissements (ce qui à terme signifierait la fermeture) si un accord de « paix sociale » n'était pas signé par les syndicats.

En novembre 1995, 2 200 travailleurs des Forges de Clabecq entament une longue lutte qui va connaître de nombreuses péripéties : l'entreprise est pratiquement en faillite, accusant une perte de 4 milliards de francs belges (640 millions de FF) ; le paiement des salaires et primes de fin d'année est incertain. L'entreprise est en quelque sorte une survivance dans le patrimoine d'une grande bourgeoisie qui tira sa fortune de l'exploitation de générations de travailleurs dans une Wallonie industrielle autour des mines, de la sidérurgie et de la métallurgie. Comme dans le Nord de la France, l'évolution du capitalisme mondial a ravagé ce qui fut autrefois une des bases de la puissance d'une nation, et l'a transformé maintenant en ruines industrielles. A dix kilomètres au sud de la capitale Bruxelles, près de Tubize, les Forges de Clabecq avaient continué jusqu'alors à produire, avec leurs hauts-fourneaux, des produits intermédiaires sans avoir été touchées par les concentrations et restructurations de la sidérurgie européenne.

Affaire familiale existant depuis 1781, elle fait partie de ce qui subsiste encore des « indépendants » Boël à La Louvière, Fafer à Charleroi, toutes entreprises de Wallonie. N'ayant pas été sérieusement modernisée malgré une concurrence acharnée, l'usine en difficulté n'intéresse même pas les repreneurs habituels, pas plus que les technocrates de Bruxelles. Elle a connu pratiquement une restructuration continue depuis 1974, qui a fait tomber les effectifs de 6 000 à 2 000 ; malgré tout cela, tous les « maux capitalistes » s'y donnent rendez-vous : coûts de production élevés, surcapacité, équipement obsolète. Cette restructuration s'est accompagnée de toute une série de luttes qui en ont quelque peu amorti les effets, retardé ou éliminé les solutions extrêmes, mais en même temps forgé une cohésion renforcée par le fait que l'usine n'est plus que la seule activité économique d'une zone autrefois fortement industrialisée.

EN marge mais à l'intérieur des syndicats FGTB (social-démocrate) et CSC (chrétien-démocrate) s'est constitué un noyau activiste en 1983 sous l'étiquette « Agir autrement », animé notamment par des militants du Parti du travail belge (PTB) (1).

26 jours de grève en octobre 1962 pour un treizième mois, 11 jours de grève en 1989 pour l'embauche de 150 temporaires, 20 jours de grève en septembre 1992 contre un plan de restructuration qui impose pourtant une diminution des salaires de 10 % ;

(1) Le Parti du Travail Belge (PTB) est un mélange d'un populisme ouvrier axé sur des réponses globales ou spécifiques, voire militantes aux méfaits ponctuels ou plus généraux du capitalisme en Belgique (souvent très pertinentes) et d'un anachronisme politique aberrant qui n'est pas seulement rattaché à un léninisme farouche mais aussi à une défense de la Russie jusqu'à la mort de Staline (Krouchtchev étant le premier des fossoyeurs du « communisme russe »), de la Chine d'aujourd'hui, de Castro, et d'un Congo démocratique « socialiste » de Kabila. La grève des Forges peut être suivie dans leur hebdomadaire « Solidaire » de même que dans deux ouvrages « Ceux de Clabecq » Gilles Martin, éditions EPO, 1997 et dans leur revue théorique « Etudes marxistes », dossier l'emploi ou la mort (INEM, 68, rue de la Caserne, BE 1000 Bruxelles, Belgique). On peut retrouver cette apologie d'un capitalisme d'Etat pur et dur dans les déclarations de d'Orazio tant dans son rôle de délégué dirigeant prolétarien « Nous avons réussi à créer une conscience de classe, une conscience de l'exploitation » ou à propos de Vilvorde : « Avec ses D'Orazio Renault pourrait rester ouverte » et « Renault peut vaincre avec une véritable direction de grève » que dans ses déclarations sur le parti, ses relations avec la base et sur sa vision capitaliste d'Etat d'une « sidérurgie wallonne intégrée et purement politique ».